lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 83 - SEMAINE DU 1er au 7 AVRIL 1970 - PRIX : 2 F

Les organisations ouvrières

doivent être du coté

des commerçants contestataires

courrier des lecteurs

Chers camarades,

Dans le numéro 78 de « Lutte Ouvrière » (semaine du 24-2-au 3-3), je lis un compte rendu pour le moins inattendu du livre de Pierre Jalée : « L'Impérialisme en 1970 ». Votre journal, ordinairement nuancé et absent de tout sectarisme, se déchaîne dans un article non signé qui n'a pour but que de réduire à néant les efforts d'un homme seul avec ce que cela implique d'erreurs et de lacunes. Pierre Jalée le note lui-même dans son Introduction, mais vous n'avez pas l'honnêteté intellectuelle de lui rendre justice.

. . . . . .

En avançant le fait incontestable que depuis 1945, la contradiction entre rivalités des géants impérialistes a fait place aux mécanismes complexes de l'intégration, Jalée n'affirme pas seulement la suprématie de l'impérialisme américain dans le monde. Il expose fort clairement que cette contradiction rivalités-intégration peut être comparée à la contradiction décrite par Lénine entre concurrence-monopoles, sans que, pour autant dans l'un et l'autre, le second terme de la contradiction ne supprime le premier, tout en assurant sa prépondérance.

P. Jalée consacre tout un chapitre au capitalisme monopoliste d'Etat (p. 143 à 157) qui décrit précisément les mécanismes les plus subtils de l'intégration tant au sein de la C.E.E. que dans les différents états nationaux (exemples du Mezzogiorno, etc.). Sont-ce là des preuves que chez lui, les liens qui existent entre les trusts et l'Etat qui les soutient disparaissent complètement » (sic) ? Ce n'est pas sérieux.

Par contre, j'approuve votre critique des perspectives politiques proposées par Jalée, encore qu'il ne s'agisse pas selon moi, d'un « tiers-mondisme primaire ». Dans ce dernier chapitre — le plus faible — Jalée sous-estime gravement la lutte des classes en pays développés parce qu'il n'a pas conscience que deux stratégies valent mieux qu'une et que si la contradiction principale s'exerce bel et bien entre les Etats-Unis (chez eux et à l'étranger) et le Tiers-Monde, toute convulsion économique et sociale dans ces pays porte un coup sévère à l'impérialisme et d'abord à ses couches de travailleurs privilégiés qui constituent aujourd'hui l'aristocratie ouvrière des syndicats, devenus des partenaires « sociaux » à part entière.

Quant à l'accusation de « suivisme des mouvements armés du Tiers-Monde » dont vous lui faites grief, permettez-moi de vous dire qu'elle est indigne d'un journal comme le vôtre. On peut sous-estimer le prolétariat des pays développés. C'est même le reproche le plus grave que je fais au livre de Jalée. Mais l'accuser de « suivisme » à l'égard des mouvements libérateurs du Tiers-Monde... serait plutôt une référence digne d'éloge et non pas le stigmate d'une « théorie inepte ». Un dernier point : vous affirmez que « la politique d'un Etat qui se veut révolutionnaire » ne peut que lutter pour le renversement de l'impérialisme en s'appuyant à l'intérieur comme à l'extérieur sur la seule classe capable d'accomplir cette tâche : le prolétariat ». La plupart des pays du Tiers-Monde ont des prolétariats embryonnaires, la masse paysanne y étant de loin la plus nombreuse et la plus apte à conquérir le pouvoir détenu par les bourgeoisies nationales. Quand et où Jélée a-t-il défendu ces bourgeoisies nationales ? Tout un passage de son livre, consacré à l'Amérique latine, dénie précisément toute espèce d'indépendance économique à ces bourgeoisies nationales d'Amérique latine qui, de plus en plus, vivent des prébendes de l'impérialisme nord-américain. En cela, P. Jalée rejoint non seulement la pensée de Mao-Tsé-toung, mais les écrits d'un Miguel Arraès (pour ne citer qu'eux). Je vous renvoie aux excellents passages de Jalée où il cite nommément Gunder Frank (p. 169 sq). Une lecture plus attentive de son livre vous aurait épargner de commettre cette bourde et de traiter son livre par-dessus la jambe.

Salutations communistes,
A. F. Liège

Qu'il y ait dans le livre de Jalée un certain nombre de nuances dont nous n'avons pas rendu compte dans la demi-page de critique que nous lui avons consacrée, nous l'admettons bien volontiers. Notre propos était de dégager les grandes lignes et sur ce point, nous maintenons, malgré tes critiques, notre point de vue.

L'analyse de Jalée n'a qu'une conclusion (qu'elle soit implicite ou explicite dans ce livre importe peu puisque de toute façon, c'est ce que le lecteur doit logiquement en déduire) : la lutte révolutionnaire de notre époque est celle des pays sous-développés contre l'impérialisme. Et c'est aussi la tienne à ce qu'il semble (c'est « la contradiction principale », dis-tu). Et ce qui te choque c'est, en fin de compte, que nous puissions contester cela.

Pour nous, en effet, tout comme à l'époque de Lénine, la contradiction principale reste toujours celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Aussi, nulle part, ni dans les pays du Tiers-Monde ni dans les pays industrialisés, que le prolétariat soit embryonnaire ou qu'il constitue la plus grande partie des couches travailleuses, nous ne lui attribuons un rôle secondaire, un simple rôle de force d'appoint, comme tous les tenants de la thèse que Jalée défend le font, avec des nuances diverses bien sûr.

D'où aussi nos divergences sur le rôle de la paysannerie. Nous te signalons à ce propos, puisqu'il serait question de « bourde » de notre part, que tous les auteurs marxistes, depuis Marx en passant par Lénine et Trotsky ont toujours classé, et avec juste raison, pensons-nous, la paysannerie dans la petite bourgeoisie. Ce n'est pas là d'ailleurs un qualificatif injurieux ou moral (les petits bourgeois peuvent être courageux, combatifs, etc., certains le démontrant chaque jour au Vietnam ou ailleurs) mais sociologique. Et aussi politique, car nous continuons à penser que la lutte menée par cette petite bourgeoisie ne peut en aucune manière aboutir au pouvoir du prolétariat alors que celui-ci n'est pas partie prenante de cette lutte en tant que classe distincte. L'histoire ne nous donne aucun exemple d'une classe sociale quelconque qui remette le pouvoir à une autre classe... qui ne combat pas pour celui-ci et ne le réclame même pas.

Nous rappelons à tous nos correspondants que nous ne publions que les lettres ou les informations dont les auteurs nous ont donné nom et adresse. Bien entendu, ces noms ne sont pas publiés si nos correspondants ne le désirent pas. Mais chacun comprend bien que nous ne pouvons faire paraître quoi que ce soit qui reste anonoyme pour la rédaction.

C'est la raison en particulier pour laquelle nous n'avons pas publié une information nous venant d'un correspondant de Saint-Nazaire.

L'information était intéressante et nous ne doutons pas de la bonne foi de notre correspondant mais nous le prions de se faire connaître soit directement au journal, soit à nos diffuseurs et autres correspondants locaux.

Je lis depuis quelque temps votre journal ; ex-militante du P.C.F., Mai 68 a commencé à m'ouvrir les yeux sur un certain nombre de problèmes ; votre journal a déjà répondu à plusieurs de mes préoccupations, j'ai été séduite aussi par votre absence de sectarisme.

Mais je tiens à vous poser aujourd'hui certaines questions ; grâce à votre revue de la presse d'extrême gauche, j'ai découvert un autre journal d'extrême-gauche (l'Humanité Rouge) qui me passionne aussi ; et je vous pose ces questions :

1) Avez-vous un programme ?

2) Voulez-vous construire un parti communiste révolutionnaire, ou alors pensez-vous pouvoir redresser le Parti ?

3) Que pensez-vous du texte de l'Humanité Rouge **« Pour une démocratie populaire basée sur la dictature du prolétariat » ?**

4) J'ai été très défavorablement impressionnée par votre article critique du livre de Pierre Jalée « L'impérialisme en 1970 ».

Vous écrivez : « En fait, la stratégie de Jalée qui n'a pas grand chose à voir avec la lutte pour la révolution socialiste, ne fait que traduire... son suivisme vis-à-vis des mouvements armés du Tiers-Monde à direction petite bourgeoise. »

Le F.N.L. du Vietnam, le Front du Laos sont-ils ces « mouvements armés à direction petite bourgeoise » dont vous parlez ?

J'aurai beaucoup de questions encore à vous poser...

Je souhaite que vous puissiez me répondre tout de même sur ces quatre points dans votre courrier des lecteurs.

Recevez mes salutations et mes remerciements.

M.T. - 34-Montpellier

Comme tu le supposes bien, ces colonnes ne peuvent suffire pour répondre d'une manière exhaustive à tes questions. Voici pourtant quelques précisions.

Oui, nous avons un programme qui répond au but que nous nous proposons, le socialisme, et au moyen par lequel nous pensons l'atteindre, la révolution prolétarienne. Ce programme c'est « le programme de transition » élaboré par Trotsky et ses camarades de la quatrième internationale, fruit de l'expérience de la longue lutte du mouvement ouvrier et plus directement de la révolution russe, des premières années de la troisième internationale, du combat mené par l'opposition communiste antistalinienne.

Certes, à partir de ce programme établi pour le mouvement ouvrier révolutionnaire international, il reste sans doute nécessaire à une organisation ou un parti quelconque d'élaborer un programme plus précis répondant en détail et plus particulièrement aux problèmes de l'heure qui peuvent se poser à la classe ouvrière de ce pays. Ce programme par nos prises de positions au jour le jour, par notre participation à la lutte quotidienne de la classe ouvrière et l'expérience que nous en retirons, nous nous efforçons à chaque instant de le déterminer plus précisément. C'est l'un des rôles de cet hebdomadaire. Nous avons bien conscience cependant que pour arriver à mettre le programme d'un parti sur pied, il faudrait d'abord que le parti existe. Ce qui n'est pas le cas : un parti suppose un nombre de militants et surtout une expérience des luttes sociales et politiques bien plus grands que nous n'avons et qu'aucune tendance actuelle de l'extrême-gauche peut se targuer d'avoir.

Notre expérience actuelle nous suffit par contre pour nous persuader que la seule voie possible, c'est la construction d'un parti communiste révolutionnaire et que des dizaines d'années de pratique stalinienne et réformiste ne laissent aucune chance pour un redressement quelconque du P.C.F. Cela ne veut pas dire, bien entendu que nous rejetons tous les militants de celui-ci, qui sont le plus souvent les militants ouvriers les plus combatifs et les plus dévoués à leur classe. C'est avec eux — même si pour l'instant, la direction du P.C.F. parvient encore à les persuader que nous sommes des ennemis — que nous construirons le nouveau parti révolutionnaire.

Avec les camarades maoïstes de L'Humanité Rouge, *nous avons de profondes divergences : sur le stalinisme et son rôle (à notre avis entièrement néfaste) d'abord, sur la nature de la révolution et de l'Etat chinois ensuite, sur la nature des révolutions coloniales, etc. Malgré tout, nous pensions après mai 68, au cours duquel nous nous étions, bon gré mal gré, trouvés du même côté de la barricade, que nous aurions pu nous retrouver aussi dans le même parti révolutionnaire. Un parti révolutionnaire certes divisé en de multiples tendances mais qui aurait permis d'entreprendre un certain nombre d'actions communes à tous les gauchistes et même un débat plus sain entre toutes les tendances.* L'Humanité Rouge *n'a pas cru devoir, pas plus que la plupart des autres tendances « gauchistes » prendre en considération nos propositions. Aujourd'hui,* L'Humanité Rouge *se livre, par exemple, à certaines attaques contre le « trotskysme » qui, reprenant simplement les calomnies les plus éculées de la plus belle période stalinienne ne sont ni sérieuses ni correctes et sont plus du domaine de l'injure que de la polémique. Nous le regrettons car ce n'est pas ainsi, à notre avis, que les révolutionnaires parviendront au débat pourtant nécessaire sur les problèmes qui les séparent.*

Pour la question que tu nous poses à propos de la critique du livre de Pierre Jalée, nous te renvoyons à la réponse que nous faisons ci-dessus à un camarade belge.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F
1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F
1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

Ouvriers, paysans, étudiants, commerçants.

un même mécontentement, une même lutte

GERARD Nicoud, le représentant des commerçants contestataires, est en prison. Les petits commerçants en colère ont repris leurs manifestations.

Après le rassemblement du Parc des Princes, suivi des embouteillages organisés en signe de protestation contre le refus du gouvernement de recevoir une délégation, il y a eu d'autres barrages au cours desquels le Pouvoir a sanctionné de nombreux petits commerçants par des amendes, par des condamnations, par des retraits du permis de conduire. Aujourd'hui, le gouvernement poursuit sa répression en arrêtant le leader du CID. Parallèlement, certains dirigeants des petits commerçants, tel M. FAULIOT de l'UNATI, autre mouvement contestataire des petits commerçants, se désolidarisent publiquement de Nicoud et de ses amis afin de monnayer une entrevue avec les représentants du gouvernement mais doivent aussi reporter leur rendez-vous à cause de l'état d'esprit « échauffé » des petits commerçants.

Le mécontentement n'existe pas que chez les petits commerçants, on a vu comment la réaction des routiers à l'interdiction de circuler au moment des fêtes de Pâques traduisait un mécontentement profond de ces travailleurs aux prises avec des conditions de travail extrêmement difficiles, aux prises avec la fiscalité, aux prises avec les tracasseries administratives dont les contrôles de police sont un des aspects les plus révoltants.

Le gouvernement est aussi confronté au problème étudiant, dont les événements récents de Nanterre et de la rue d'Assas ont traduit le caractère explosif.

Face à ce mécontentement des couches les plus défavorisées de la petite bourgeoisie, le Pouvoir emploie de plus en plus la répression brutale.

Il pense pouvoir le faire parce que jusqu'ici il a réussi à isoler ces mouvements contestataires de la contestation qui lui serait fatale, celle de la classe ouvrière.

Pour cela, il essaie d'acheter pour un plat de lentilles la sagesse des travailleurs. Ce plat de lentilles, ce sont quelques revendications illusoires, plus spectaculaires que réelles.

La mensualisation d'un certain nombre de travailleurs horaires, quelques augmentations de salaire bien en-deçà des augmentations des prix dès maintenant prévisibles, une réduction ridicule de la durée du temps de travail : voilà tout ce que tout le gouvernement a à offrir aux travailleurs pour les tenir à l'écart des mouvements sociaux. Voilà ce pourquoi, il demande et obtient la signature des syndicats ouvriers comme garantie d'une relative paix sociale.

Les syndicats ouvriers acceptent de jouer le jeu du gouvernement. En échange de quelques dérisoires revendications, ils acceptent de laisser isolées les autres couches de la population en lutte contre le Pouvoir et, ce faisant, ils préparent l'isolement de la classe ouvrière quand le Pouvoir aura décidé de s'attaquer un peu plus au niveau de vie des travailleurs.

Car, ne l'oublions pas : le plan d'austérité du gouvernement, les hauses de prix dues à la dévaluation, les augmentations des transports qui viennent d'avoir lieu, et celles qui interviendront en juillet, sont dirigées avant tout contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

Le gouvernement a des difficultés avec les étudiants, avec les petits commerçants, avec les paysans. L'action de ces couches sociales à elles seules crée des difficultés au Pouvoir. Dans certains cas, elle l'oblige à reculer, comme ce fut le cas avec les routiers, mais elle n'est pas déterminante. Elle crée un climat d'agitation des bagarres, quelques destructions, mais elle ne met pas en danger l'existence même du système capitaliste.

L'intervention de la classe ouvrière aux côtés des autres couches sociales contestataires ne manquerait pas d'ébranler le régime : c'est ce que le gouvernement craint par dessus tout.

C'est pourquoi, il lâche du lest. Avec la complicité des dirigeants des syndicats ouvriers, il peut se permettre de lâcher vraiment peu de choses, car ces dirigeants ouvriers craignent, autant que le gouvernement, que les travailleurs prennent en mains leur propre sort, qu'ils s'allient aux paysans, aux petits commerçants, aux étudiants, en leur offrant un programme qui, tout en préparant la construction d'une société socialiste, leur garantirait de surmonter leurs difficultés actuelles et leur permettrait de vivre décemment de leur travail.

Pour l'instant, Gérard Nicoud est en prison. Les petits commerçants continueront-ils leur combat ? La classe ouvrière saura-t-elle rallier la lutte des petits commerçants ? Certains ont un peu trop tendance à railler le Jacquou-le-Croquant de la Tour-du-Pin qui, « après tout, y va un peu fort et a bien cherché ce qui lui arrive ». Certains ont un peu trop tendance à se désolidariser du leader petit-commerçant, sous prétexte que les petits-commerçants ne sont pas tellement à plaindre. Demain, les petits-commerçants, les paysans tourneront peut-être le dos au mouvement ouvrier. Mais aujourd'hui, ils sont à la pointe du combat contre l'Etat capitaliste et ils supportent le poids de la répression. C'est quand ils sont à la peine qu'il faut leur montrer notre solidarité en combattant à leurs côtés.

En les laissant isolés aujourd'hui, c'est nous qui risquons de l'être demain.

libérez Jean-Pierre Le Dantec

JEAN-PIERRE Le Dantec, responsable de publication du journal « La Cause du Peuple » a été appréhendé dimanche matin 22 mars à son domicile et a été immédiatement écroué.

Que lui reproche-t-on ? Officiellement, il est inculpé « d'apologie du meurtre, du vol et de l'incendie, de provocation au vol et aux crimes contre la sûreté de l'Etat ».

Voilà une énumération qui ne manquera pas d'impressionner une partie du public et qui vient à point pour illustrer la thèse de tous ceux qui s'acharnent à présenter les gauchistes comme des éléments subversifs, tapis dans l'ombre, et qui se tiennent prêts à étouffer les libertés démocratiques par la bombe et le révolver.

La violence ? La menace contre les libertés démocratiques les plus élémentaires ? Ce n'est pas du côté des gauchistes, qu'ils soient anarchistes, maoïstes ou trotskystes qu'il faut les chercher.

L'apologie du meurtre ? Qui ne se souvient qu'il y a quelques semaines, à Nanterre, les policiers, déchaînés, hurlaient : « A mort les étudiants » et, au passage des ambulances « Corbillard, corbillard » ? Qui ne se souvient des manifestants assassinés à Charonne, des deux travailleurs tués à Peugeot, du lycéen « mort par noyade » à Flins ? Contre tous les meurtriers qui ont dépassé le stade de l'apologie pour passer aux actes, quand la « Justice » a-t-elle écroué, ne serait-ce que pour 48 heures, un seul policier ?

Et ne citons que pour mémoire la guerre d'Algérie ou la plus actuelle guerre du Tchad.

La violence de la bourgeoisie contre les opprimés, c'est quotidiennement qu'elle s'exerce. Tous les jours, sous un prétexte ou un autre, les policiers invariablement couverts par la Justice, sortent de la légalité. Ici, ils interdisent la vente de la presse d'opposition. Là, dans les cars ou à l'ombre des commissariats, ils passent à tabac, proférant des propos racistes et antisémites, allant jusqu'à parler avec nostalgie du temps des fours crématoires, comme cela s'est passé dernièrement dans le commissariat du 13e arrondissement.

Mais cette violence là, celle qui s'exerce contre les opprimés, les exploités, est considérée comme acceptable.

Par contre ceux qui en appellent à la violence des opprimés contre les oppresseurs, des exploités contre les exploiteurs, rencontrent inévitablement toute la vigueur d'un appareil de répression dressé à cette besogne.

Et en fin de compte, ce n'est pas la violence du langage de « La Cause du Peuple » que l'on veut sanctionner, mais sa prise de position en faveur des opprimés.

Aujourd'hui, c'est le journal « La Cause du Peuple » qui est visé. Mais que nul ne s'y trompe. Si les révolutionnaires, et même plus généralement tous ceux qui sont attachés à la liberté d'expression laissent faire, si, sous prétexte qu'ils ne partagent pas les opinions de cette publication, ils acceptent que les tenants de l'Etat réglementent ce qui doit être écrit et ce qui ne doit pas l'être, ce sera la fin de ce qui reste de la liberté de presse.

Aussi, toutes les organisations de gauche, toutes les tendances révolutionnaires doivent protester contre l'arrestation et exiger la libération immédiate de Jean-Pierre Le Dantec.

Sommaire

EN FRANCE

● **leur nouvelle société**
page 4
— La condamnation de Nicoud : savant calcul ou pari stupide.
page 6
— Monsieur Peyrefitte veut réorganiser l'Université.
page 7
— Selon que vous serez puissant ou misérable.

● **Une société bien... policée**
page 5
— Marcellin interdit le livre de Marighela et accueille son assassin.
— La police et les étrangers.
— A propos de la mort de Michel Mougin à Lyon.

● **Les discussions au sein du mouvement gauchiste**
page 7
— Du comportement entre les tendances révolutionnaires.
page 8
— A propos des divergences entre les révolutionnaires.
page 12 et 13
— Les problèmes du Moyen-Orient et l'extrême-gauche française.

● **Dans les entreprises**
page 4
— Chez Renault les syndicats entament la politique de Chaban.
page 15
— Les contrats de progrès : une signature pour engager les syndicats à l'inaction.
page 24
— Le bagne Citroën.

● **Les travailleurs immigrés**
pages 16 et 17
— Le statut légal des travailleurs immigrés.
— Des prolétaires de tous les pays.
— Un exemple de conditions de logement des travailleurs immigrés.

● **Les travailleurs en lutte**
page 19
— Chez Case (Vierzon) : grève contre les cadences.
— Sud Aviation (Toulouse) : débrayages chez les dessinateurs.
— grèves aux fonderies de Mazières (Bourges).

● **Chiourme et brimades**
page 18
— Chez Rhône-Poulenc, après la suppression du pointage.
— A Thomson, chez Peugeot, à la Polymécanique, etc.

DANS LE MONDE

● **Répression et luttes**
page 9
— USA : Nixon en difficulté avec les employés des postes.
— Amérique Latine : Kidnapping et terrorisme révolutionnaire.
page 10
— Belgique : 20e anniversaire de la grève générale.
page 11
— Irak : la question Kurde n'est pas réglée.
— Tchécoslovaquie : le ministre de l'Education Nationale s'informe.

DIVERS

● **Feuilleton**
pages 20, 21 et 22
— Les bouts de bois de Dieu.

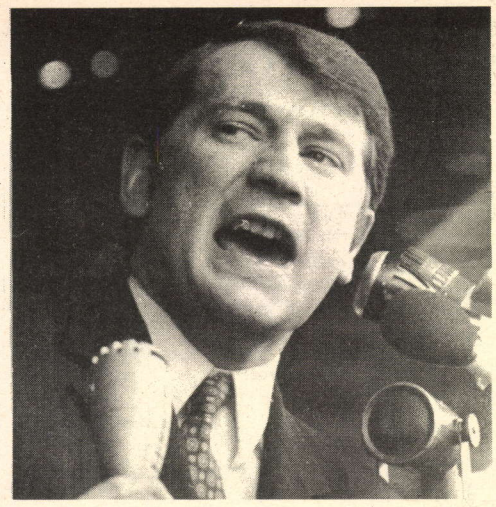
● **Cinéma**
page 23
— L'enfant sauvage de François Truffaut.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.



(Photo A.F.P.)

la condamnation de Nicoud : savant calcul ou pari stupide ?

LA condamnation par le tribunal de Bourgoin de dix-sept commerçants et artisans à des peines de prison ferme a surpris tout le monde et abasourdi les contestataires eux-mêmes. Nicoud lui-même ne l'avait guère prévue semble-t-il, qui s'est rendu sans méfiance à la convocation du procureur qui voulait simplement, lui aurait-on assuré, lui poser quelques questions.

Du coup, aujourd'hui, les commerçants ont l'impression d'être, bien plus que toutes les autres couches sociales, eu butte à une répression non pas aveugle, mais partiale. Et quand l'UNATI écrit « qu'une fois de plus les pouvoirs publics ne prennent des mesures policières et judiciaires que contre les commerçants », **c'est leur sentiment d'être les victimes d'une monstrueuse injustice qu'elle traduit.**

Ce sentiment d'être les mal aimés est d'autant plus fort que trois jours avant eux les routiers avaient aussi bloqué les routes et provoqué en particulier autour de la capitale, une bien plus grande pagaille. Pourtant la police n'avait même pas osé intervenir. Et il n'est pas douteux que les barrages des routiers ont sinon suscité, du moins encouragé, ceux des commerçants. Cette forme de protestation semblait garantir l'impunité. La désillusion des membres du CID a été d'autant plus grande.

En fait si le gouvernement a autant de poids et de mesures qu'il a d'adversaires, ce n'est certes pas forcément que son cœur va aux uns plutôt qu'aux autres.

Si jusqu'ici aucun étudiant ne s'est vu infliger une peine aussi lourde que Nicoud ce n'est pas parce que Marcellin a une faiblesse pour les intellectuels même contestataires (notons, en passant, d'ailleurs que si aucun étudiant n'a pas été condamné à des peines aussi sévères, il n'en est pas de même de certains jeunes travailleurs ou chômeurs, qui eux, par gauchisme, ont été condamnés à des peines sévères comme à Bordeaux ou sont en prison depuis des mois, comme à Lyon).

Mais nos gouvernants savent que la répression doit se manier avec habileté sinon avec prudence. La capacité de résistance ou de riposte de l'adversaire mal calculée, un coup porté trop fort, une intervention de la police trop voyante ou trop brutale, et c'est le faux pas. Un faux pas qui peut coûter très cher, les gaullistes ont pu le vérifier en mai 68. Depuis gouvernants et policiers ont réappris à procéder avec souplesse, à tâter le terrain avant de s'engager plus avant, et même à reculer quand cela s'avère nécessaire. La politique universitaire du gouvernement depuis deux ans n'est pas faite autrement. Sa politique paysanne non plus.

Aussi l'importance de la répression est, aujourd'hui, le meilleur signe de l'estimation du rapport des forces que fait le gouvernement.

La condamnation de Nicoud et de ses camarades c'est l'indication que nos gouvernants ont estimé que le mouvement des commerçants contestataires ne faisait sans doute pas le poids. Et aussitôt d'en profiter pour marquer des points.

Est-ce parce que le meeting du 9 mars au Parc des Princes à Paris n'avait réuni que 30 000 participants alors que Nicoud s'était proposé d'en rassembler 200 000 ?

Est-ce parce que le gouvernement est persuadé que les partisans de Nicoud ne sont qu'une minorité parmi les commerçants et artisans ?

Est-ce parce qu'une certaine prévention existe dans les autres couches sociales, notamment la classe ouvrière, envers les commerçants et qu'il espère ainsi jouer des uns contre les autres ?

Sans doute tout cela a-t-il été pesé et soupesé à l'Elysée ou à Matignon. Toujours est-il que Nicoud, le CID et l'UNATI ont été trouvés suffisamment légers pour que l'on puisse ne pas prendre de gants sans trop de risques.

Le gouvernement a-t-il eu raison ? La condamnation de Nicoud et de ses compagnons va-t-elle éteindre, pour un moment en tout cas, la contestation des boutiquiers ? Ou bien le gouvernement devra-t-il faire dans les jours qui viennent une de ses retraites précipitées dont ce ne serait certes pas le premier exemple ?

La réponse dépend en premier lieu des commerçants et artisans eux-mêmes, bien sûr, et de leur détermination ou leur capacité à se mobiliser. Aujourd'hui, parmi eux, l'indignation est grande. Il suffit pour se convaincre de discuter avec son boucher ou sa crémière. Mais l'indignation ne suffit pas. S'ils peuvent tirer un enseignement des luttes récentes d'autres couches sociales, étudiants ou paysans par exemple, c'est bien en tous cas que c'est en montrant les dents et non pas des sourires qu'ils ont une chance de faire sortir plus rapidement que prévu leurs camarades de prison.

Mais elle dépend aussi de la solidarité dont les autres couches sociales, et en premier lieu la classe ouvrière sauront faire preuve. Car quels que soient les autres calculs du gouvernement, celui de jouer sur certains de leurs préjugés anticommerçants pour frapper impunément a certainement été fait.

Et il est non moins certain que la victoire du gouvernement sur les commerçants ne serait certainement pas celle de la classe ouvrière. Car il n'est nullement indifférent pour la lutte de celle-ci que la petite bourgeoisie soit passive voire hostile à toute forme de contestation ou qu'elle conteste elle-même, même si c'est sur des objectifs qui lui sont propres et qui ne sont pas, à tout prendre, en contradiction avec les intérêts des travailleurs...

J. MORAND

CHEZ RENAULT : les syndicats entérinent la politique de Chaban

DEPUIS 15 jours, les syndicats de la Régie Renault discutaient des propositions que la Direction de cette entreprise avait bien voulu consentir à leur faire. Depuis vendredi 27 mars, c'est chose faite, l'accord est signé par les organisations syndicales unanimes.

En quoi consiste-t-il ?

Si on s'en réfère à la presse et à la radio, en plus de la mensualisation, sont accordées une réduction du temps de travail de une heure et l'échelle mobile des salaires.

En fait, la mensualisation ne concerne dès maintenant que 20 à 25 000 travailleurs environ sur les 85 000 qu'emploie la Régie. 17 000 sont des mensuels, et 17 à 18 000 étaient déjà des ouvriers mensualisés. Il y a dans l'usine un volant de 25 000 travailelurs qui n'atteint jamais les trois ans d'ancienneté qui seront nécessaires en mars 1973 pour avoir la mensualisation. En ce qui concerne la réduction du temps de travail, elle sera de une heure par semaine, mais en deux fois. Elle pourra d'ailleurs être compensée, dans une large mesure, par la pratique des heures supplémentaires. Par ailleurs, les mensuels qui font actuellement 45 heures, ce qui est très au-dessus de la moyenne pratiquée dans leur catégorie, ne verront leur horaire diminuer que d'un quart d'heure par semaine, soit 3 minutes par jour.

Quant à l'échelle mobile, il n'y a pas de quoi chanter victoire. La Direction s'engage à augmenter les salaires jusqu'à concurrence de 8 %, augmentation basée sur l'évolution de l'indice des 259 articles. (Signalons que l'an dernier, sans signature d'accord, les augmentations se sont élevées à 7 % chez Renault). Etant donné les prévisions sur l'augmentation du coût de la vie, la Direction ne risque rien car, au-delà, il faudra de nouveau discuter avec les « partenaires sociaux » et les travailleurs savent par l'expérience des accords antérieurs, que malgré les demandes pressantes des syndicats, la Direction ne trouve jamais urgent de convoquer la Commission du Coût de la Vie.

La CGT a fait connaître dès le début qu'elle accepterait de signer cet accord. FO est par principe d'accord pour apposer sa signature sur tout contrat qui apporte une légère amélioration des conditions de travail et de rémunération. La CFDT a manifestement quelques réticences, mais elle a fini par céder à la pression de la Direction, des autres syndicats, et aussi d'un nombre important de travailleurs qui ne comprennent pas pourquoi les syndicats refuseraient de signer un accord qui apporte des avantages, si minimes soient-ils.

Que des travailleurs ne saisissent pas le jeu politique du gouvernement et de la bourgeoisie, cela est compréhensible, puisqu'aucune des organisations qui les représentent officiellement n'a rien fait pour les éclairer sur la duperie de tels accords.

A l'EDF aussi, à première vue, les travailleurs n'étaient pas hostiles à la signature. Mais il a suffit que la CGT dévoile un certain aspect négatif de ces accords, à savoir une limitation du droit de grève, pour qu'une imposante majorité repousse le contrat qui était proposé.

On nous dira que chez Renault, une telle limitation du droit de grève n'existe que partiellement. En fait, il existe malgré tout une clause identique à celle de l'accord Berliet, par laquelle les syndicats s'engagent à ne pas recourir à des grèves totales ou partielles concernant les points traités dans l'accord, avant d'avoir épuisé toutes les autres possibilités conventionnelles.

Mais il y a un autre aspect, au moins aussi grave, c'est que la politique du gouvernement est d'entraîner les syndicats sur son terrain, celui de la conclusion de contrats de progrès. Nous sommes persuadés que si les syndicats avaient voulu mettre l'accent sur ce danger avec autant de force et de conviction que la CGT a su en mettre à l'EDF sur le danger de limitation du droit de grève, la grande majorité des travailleurs n'aurait pas manqué de refuser de se laisser ligoter par ce genre d'accord.

Les syndicats nous rétorqueront qu'ils ne sont nullement liés et qu'ils garderont toute liberté pour engager l'action nécessaire à résoudre les problèmes non-traités dans l'accord.

L'exemple de l'accord Berliet nous montre que cette liberté leur est vivement contestée dès qu'ils s'engagent dans la moindre lutte.

Il y a fort à parier que les travailleurs de la Régie ne manqueront pas de faire rapidement l'amère expérience que sont en train de faire les travailleurs de chez Berliet.

Henri VAUQUELIN

voir également, page 15, l'article sur « les contrats de progrès »

une société bien policée

Marcellin interdit le livre de Marighela et accueille son assassin

LE recueil de textes du révolutionnaire brésilien Carlos Marighela, assassiné il y a quelques mois par la police et qu'ont publié les Editions du Seuil, vient d'être interdit à l'affichage et à la vente.

Un ouvrage de plus s'ajoute donc à la liste, déjà longue, des livres ou revues interdites. Après « Tricontinental » et « Le Point » le gouvernement français, à la suite de discussions avec son homologue espagnol, avait fait disparaître le journal en langue espagnole de la C.G.T. UNIDAD et traduit en justice les responsables syndicaux qui l'éditent.

Mais, dans le même temps, le ministère de l'Intérieur accueillait discrètement Sergio Paranhos Fleury, chef de la police politique du Brésil, à ce titre, un des plus féroces tortionnaires de ce pays.

Le « palmarès » de cette crapule est éloquent : il est l'un des fondateurs de « L'Escadron de la Mort », organisation para-militaire d'extrême-droite qui compte à son actif des centaines d'assassinats de militants ouvriers. En outre c'est lui qui fit assassiner, en septembre 1969, Carlos Marighela, ancien député communiste, qui avait rompu avec le P.C.B. pour entreprendre des actions armées dans les villes.

Comme on le voit, le ministre de l'Intérieur a les amis qu'il mérite. Rien d'étonnant alors à ce que, lui qui n'hésite pas un seul instant à expulser des ressortissants étrangers coupables de professer des opinions de gauche (et de les remettre parfois dans les mains des Franco et des Boumedienne) autorise un tortionnaire brésilien à venir enquêter sur les Brésiliens résidents en France.

Peut-être même demain livrera-t-il au sanglant gouvernement brésilien quelques étudiants ou intellectuels coupables de ne pas approuver les crimes des généraux brésiliens.

En fait l'accueil des tortionnaires en tous genres et les « petits services » qu'on peut leur rendre, est en passe de devenir une des activités favorites du sieur Marcellin qui a sans doute puisé « humanisme chrétien » (dont il se réclame) dans les geôles de Torquemada.

Marighela abattu par la police brésilienne.

l'Europe des barbouzes

UN scandale vient d'éclater à Bruxelles : le bâtiment de la Commission européenne était truffé de tables d'écoutes. Les pauvres fonctionnaires européens étaient traités comme de vulgaires étudiants de Vincennes !

Le Parlement européen qui est censé assurer le contrôle démocratique de la commission déclare n'être au courant de rien et renvoie la responsabilité sur le gouvernement belge. Mais celui-ci, de son côté interpellé par un député de l'opposition, a répondu qu'il n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires européennes !

En tout cas, si les divers gouvernements d'Europe ne semblent guère capables d'unifier leurs agricultures ou leurs industries, l'Europe des polices, parallèles ou non, ne prend, elle, pas de retard.

un communiqué du Comité contre la répression :

à propos de la mort de Michel Mougin, à Lyon

LE 16-2-70, à l'aube, Michel Mougin (18 ans et demi) était découvert agonisant dans un caniveau de Caluire, banlieue nord de Lyon. « Le Progrès », « Le Monde » et toutes les feuilles de l'agence France Presse » assuraient qu'ils s'agissait d'un suicide et que ce troisième inculpé dans la mort du commissaire Lacroix (émeutes lyonnaises des 24-25 mai 1968) tenait un demi-flacon d'éther à la main.

Il n'en est rien !

Michel Mougin est mort à l'hôpital, où l'on n'a pu le ranimer. Ni les premiers témoins (dans la rue), ni le rapport de police ne mentionnent le flacon d'éther. Ceci s'est passé alors qu'il se rendait à son travail, après s'être reposé chez ses parents samedi 14 et dimanche 15. L'autopsie a conclu à : arrêt du cœur dû à l'absorption de tophranyl dont on a trouvé une dose bien supérieure à la dose mortelle dans les viscères. Or, d'après le père, rien ne permettait à Michel de s'être procuré ce médicament.

Ses parents, son avocat, les avocats chargés de la défense de ses co-inculpés, de nombreux autres amis et le « Comité de lutte pour la libération des prisonniers politiques de juin 68 » entendent faire la lumière sur ce curieux décès et la rendre publique.

Par ailleurs, nous appelons tous ceux qui ont vécu l'espoir de mai à manifester par tous les moyens leur solidarité aux deux survivants emprisonnés encore à Lyon et non jugés au bout de vingt mois de détention, en leur écrivant et en leur envoyant des mandats :

— Michel RATON, 12, quai Perrache (prison St-Joseph), 69-Lyon.

— Marcel MUNCH, 33, cours Suchet (prison St-Paul), 69-Lyon.

On peut aussi aider financièrement le « Comité de LLPP/6/68 » en envoyant des fonds au C.C.P. Roland Brunet, 5643-55 Lyon. Correspondance : CLLPP/6/68, B.P. « AGEL », 20, rue François-Garcin, 69-Lyon.

On peut enfin organiser des collectes, meetings, manifestations, tirages de tracts, inscriptions murales, lettres à la presse, etc., en s'inspirant des éléments de détail sur cette affaire qui figurent :

— au numéro 2 de « Défense Active », 73, rue Buffon, Paris-5e ;

— au numéro du mois de mars 1970 du « Bulletin pour la liberté et contre la répression », 5, rue Emilio-Castelar, Paris-12e.

Comité pour la liberté et contre la répression,
Paris, le 10-3-70.

la police et les étrangers

NOUS avons reçu de M. Manuel Rio, directeur du journal Portugal Libre **une longue lettre qui détaille toutes les brimades et avanies que font subir les autorités françaises aux militants regroupés autour de ce journal.** Portugal Libre **est un organe antifasciste publié en France à l'intention des immigrés portugais de ce pays.**

De cette lettre nous extrayons le passage suivant qui donne une excellente idée des mœurs accueillantes et hospitalières de la police française envers les étrangers que les persécutions d'un régime fasciste ont contraint à chercher refuge ici.

1) Il y a quelque temps, le Commissariat de notre quartier du XXe arrondissement nous appelle et nous dit tout court, sans permission d'explication ou défense : « Si vous ou quelqu'un d'autre ose vendre le PL dans mon quartier, je les garderai à vue pendant 24 heures. »

2) Le 18 février 1970, vers 19 h 20, alors que moi et une fillette de 13 ans vendions le PL à la sortie du métro Jourdain, j'ai été abordé par un civil arrogant de ses 20-25 ans, qui dit : « Vous n'avez pas le droit de vendre ce canard ». Et quand je lui demandai qui il était, il montra sa carte de policier et en même temps, sortit son revolver. A trente mètres de là, par hasard ou non, se trouvait un car de police. Je dois à l'intervention de Français et Portugais passant, qui ont assisté à la scène, qu'un acte de force, absolument injustifiable, ne se soit produit.

3) Il y a quelque temps, alors que je parlais avec un membre du M.P.L.A. (Mouvement pour la Libération d'Angola), des policiers en civil m'ont forcé à me séparer de lui et à partir dans une direction opposée. Or, je n'ai pas besoin d'être mis sous tutelle, d'être influencé, comme on veut le faire, à propos de ceci et de cela.

4) Le 5 mars, alors que je vendais avec une fillette le P.L. à côté d'un marchand de fleurs, métro Bastille, nous fûmes conduits à deux commissariats du 4e arrondissement « pour identification », encadrés par une douzaine de policiers. On nous y a gardé pendant 4 heures sous prétexte de vérification de domicile. Mais ce que nous considérons comme vraiment regrettable ce sont les mots que nous avons dû subir de la part de deux agents contre « ces étrangers qui viennent ici seulement pour nous emmerder et manger notre pain », ou « allez chez vous publier ce journal », ou « si vous n'abandonnez pas la France en temps utile, lorsqu'un autre régime s'établira ici, vous serez livré à la P.I.D.E. » ou « faites comme nous : quand on va au Portugal, on mange, on se promène, on prend du soleil, c'est tout » ; ou avec mépris « vous êtes écrivain ou marchand de journaux ? », ou « la France n'est pas la poubelle de l'Europe » ou « allez faire le héros au Portugal » ou « qui vous a autorisé à vendre vos livres (ronéotypés) ici ? » ou « si vous n'êtes pas content, allez chez vous », etc. Ah ! Si ces hommes avaient connu l'occupation nazie ou le régime de Vichy... On le leur dit, et ils nous répondent : « Oh vous savez, nous sommes des policiers, pour nous, ce serait excellent ».

ébloui par les « réussites américaines »

monsieur Peyrefitte veut réorganiser l'université

APRES un périple de deux semaines dans plusieurs universités américaines, M. Alain Peyrefitte, président (UDR) de la commission des affaires culturelles à l'Assemblée Nationale, ancien ministre de l'Education Nationale (1967-1968), a cru devoir tirer devant la presse et à la radio, les conclusions de son voyage d'étude. Selon lui, pour « rentabiliser » l'université, trois principes devraient être appliqués :

1. L'autonomie concurrentielle ;

2. La « fertilisation croisée » (sic) entre l'université et l'économie ;

3. La suppression de la « gratuité génératrice d'irresponsabilité » (re-sic).

Tout un programme qui mérite d'être examiné de près à la lumière de ce qui existe aux USA.

I — « L'AUTONOMIE CONCURRENTIELLE »

Elle aurait pour mission d'accroître la compétitivité. « Sans compétition, l'autonomie des universités aboutit à la sclérose et à l'isolement. Mais, tant que les diplômes ont partout — en théorie — la même valeur, les établissements sont formés dans le même moule, et il n'y a pas de compétitivité » (« Le Monde », 4 mars 1970).

A l'autonomie réclamée par les milieux universitaires, et concédée de façon tout formelle par la loi d'orientation, Peyrefitte oppose l'autonomie américaine. Cette autonomie signifierait que le contrôle de l'Etat sur la valeur des diplômes, le recrutement des professeurs, par exemple, soit très restreint, sinon nul.

Cela signifierait aussi que le financement des universités soit, pour une grande partie, assuré par les pouvoirs locaux, les entreprises régionales ou nationales intéressés par tel ou tel type de formation.

Aux Etats-Unis, les universités généralement privées ne reçoivent aucun subside régulier du gouvernement fédéral.

Comme aux USA les inconvénients seraient de taille. Cette autonomie favorise **l'inégalité régionale,** car les universités de province, surtout dans les régions sous-équipées, disposant d'une clientèle étudiante réduite, arracheraient beaucoup plus difficilement des subventions publiques ou privées que les universités des grandes métropoles et de Paris.

Beaucoup de ces universités offriraient donc un enseignement au rabais, dont devraient se contenter les étudiants qui ne pourraient se permettre d'aller ailleurs, loin de leur famille, chercher un établissement de meilleure qualité. Leurs diplômes de « second ordre » diminueraient ensuite leur mobilité professionnelle et contribueraient à maintenir l'inégalité de développement.

Elle subordonne enfin l'université aux besoins immédiats du capitalisme, les subventions permettant de sélectionner les programmes d'études en fonction des besoins des entreprises et de critères politiques.

II — « FERTILISATION CROISEE » ENTRE L'UNIVERSITE ET L'ECONOMIE

Pour M. Peyrefitte et la gent technocrate, c'est le comble du progrès et le remède miracle. Examinons ce à quoi cette fertilisation croisée a abouti aux USA.

« L'Etat, la NASA (National Aeronautics and Space Agency), l'armée, les services publics, les entreprises privées, confient leurs recherches aux universités. Celles-ci profitent de l'exploitation de leurs brevets d'invention par les industries installées à proximité des campus », dit notre ex-ministre.

L'on sait, par la dénonciation qu'en ont faite les organisations d'étudiants américains « radicaux », que cela signifie la toute puissance de la CIA et des monopoles sur les campus. En avril 1966, la revue Ramparts (catholique de gauche) dénoncait ce scandale, et Jacques Amalric écrivait à ce propos dans « Le Monde » du 27 avril 1966 :

« (Cela) montre à quel point — situation impensable en Europe — de nombreux chercheurs dépendent de contrats gouvernementaux souvent difficilement conciliables avec la liberté universitaire. Dans les cas limites, comme celui dénoncé par **Ramparts,** il peut y avoir confusion totale entre diverses fonctions qui auraient cependant intérêt à rester autonomes : recherche, analyse, espionnage, aide technique, contre-espionnage, action politique clandestine, paramilitaire ou contre-révolutionnaire Produit de l'état d'esprit de la guerre froide, l'affaire de l'université du Michigan est aussi imputable à la situation financière des universités américaines : ne recevant aucun subside régulier du gouvernement fédéral, elles sont souvent conduites à accepter des tâches compromettantes lorsqu'elles ne bénéficient pas de l'aide d'une fondation quelconque ou de dons privés importants ».

(Au Michigan, la CIA était en jeu, ayant utilisé l'université comme « couverture » pour des agents chargés de faciliter, dès 1950, l'installation de Diem au pouvoir à Saïgon). Mais d'autres agences de renseignements gouvernementales ne dédaignent pas non plus la collaboration ou la « couverture » d'universitaires. L'an dernier, les déboires du plan « Camelot » ont mis en lumière les relations étroites qui existent entre le Pentagone et l'American University de Washington. Sous le couvert d'enquêtes sociologiques, ce programme visait à déterminer les risques de troubles politiques et sociaux dans plusieurs pays d'Amérique latine...

Cette mobilisation de l'université au service des intérêts capitalistes, les IUT (Instituts universitaires de Technologie) en France en sont le premier jalon, en même temps qu'ils sont une solution de fortune.

« Les crédits de l'Education nationale étant insuffisants, le gouvernement a accepté volontiers l' « aide » des patrons pour faire face à une « pénurie » de techniciens, intermédiaires entre ingénieurs et professionnels... Les IUT doivent être implantés dans les milieux industriels ; ceci à seule fin que le patronat local puisse profiter des techniciens qu'il aura « fabriqués ».

III — « LA GRATUITE GENERATRICE D'IRRESPONSABILITE »

L'irresponsabilité ? Sans doute est-ce, pour M. Peyrefitte, le fait de se préoccuper de politique et d'exprimer son opposition à l'enseignement reçu. Certes, depuis mai 1968, le travail est perturbé dans les lycées et les facultés ; mais bien avant 1968, nombre de lycéens et d'étudiants éprouvaient une profonde désillusion devant contenu et forme des études, et s'en désintéressaient ; nombre de professeurs enseignaient à contre-cœur. Et si la grande presse veut expliquer ce malaise devenu révolte par la « délinquance », nous savons bien que la cause en est dans l'incurie gouvernementale en matière d'éducation. L'irresponsable, c'est l'Etat. L'irresponsable, c'est M. Peyrefitte, qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

Là encore, l'exemple américain mérite d'être considéré.

Le coût élevé des études supérieures aux USA, « 500 à 1.000 dollars par an, soit 2.500 à 5.000 francs d'inscription dans les universités publiques, 2.000 à 4.000 dans les établissements privés », n'est pas anti-démocratique, dit-il, car il est compensé par un système de prêts et de bourses.

Certes, la proportion d'enfants d'ouvriers est plus grande dans les universités américaines qu'en France ; en 1962, l'enseignement supérieur français accueillait 3 % d'enfants d'agriculteurs, 1,4 % d'enfants d'ouvriers d'industrie, contre 15 et 11 % aux USA ; mais, même avec 26 %, ces catégories sont sous-représentées aux USA où l'ensemble de la population agricole et industrielle forme 42 % de la population active. (Quant aux 15 % d'enfants d'agriculteurs, ils représentent sans nul doute les gros fermiers de l'ouest plutôt que les « pauvres blancs » du sud ou les ouvriers agricoles de Californie !).

D'ailleurs, les bourses attribuées dans ce contexte laissent, une fois payée l'inscription, une part encore plus grande qu'en France des frais d'existence à la charge des familles. Aussi, la majorité des étudiants de milieux modestes doivent-ils travailler.

De toutes façons, la préférence de l'Etat pour ce système est la preuve qu'il y trouve son compte, en réalisant des économies (de nombreuses bourses étant offertes par des fondations et des entreprises privées), et en se donnant de multiples possibilités de pression sur les boursiers.

« LES REUSSITES DE L'UNIVERSITE AMERICAINE » ?

S'il existe un facteur décisif de réussite, dont bénéficient les universitaires américains, c'est — admirons l'art de la fugue de M. Peyrefitte en ce domaine ! — l'importance des moyens matériels mis à leur disposition. Un seul exemple : en 1970, le nombre moyen d'étudiants par professeur était de 22 en France contre 13 aux USA...

Mais de quelle réussite s'agit-il ?

L'ancien président de la célèbre université de Harvard déclare « qu'un diplôme de licence a depuis longtemps perdu toute signification en tant que témoignage de connaissances ou en tant que couronnement d'un cours défi de culture académique ». « Dans une certaine mesure, cela est incontestablement dû... au fait que, même les politiques d'études... des universités sont, en dernière analyse, à la merci des écoles élémentaires et secondaires ». Or, « le niveau général est en train de baisser partout ». (Le capitalisme monopoliste. Paul A. Baran et Paul M. Sweezy. Maspéro 1968).

Et plus loin, ces auteurs ajoutent : « Nous ne soutenons pas que le système d'études américain ne produit pas de gens réfléchis ou véritablement cultivés. Leur nombre est cependant lamentablement restreint et s'ils atteignent un niveau intellectuel excellent ce n'est pas grâce au système d'études mais bien en dépit de celui-ci et du climat culturel et intellectuel ambiant. Le fait qu'ils y parviennent montre bien que l'aspiration profonde de l'humanité à la connaissance et à la compréhension ne peut être entièrement vaincue. L'existence de telles personnes nous donne une idée de ce que pourrait accomplir un bon systeme d'études dans une bonne société ».

Et voilà le modèle que Guichard et Peyrefitte nous proposent dans le cadre de la Nouvelle Société et qu'ils ont été chercher dans le pays le plus riche du monde.

Comme on le voit la pourriture du système économique ne peut pas manquer de rejaillir sur le système universitaire. Et la « crise » de la culture et de l'enseignement n'est au fond que la crise de la société capitaliste.

A. M.

Nanterre ? Non, Monsieur Peyrefitte, une vue du campus de Berkeley.

REIMS :

les étudiants protestent contre la suppression de la seconde langue...

... cinq sont exclus !

La manifestation étudiante du 12 mars dans les rues de Reims. (Photo L.O.)

POUR lutter contre l'arrêté Guichard sur la deuxième langue facultative, les linguistes de la faculté de Lettres de Reims se mettent en grève dès fin février. Le doyen Devèze maintient cependant les partiels qui doivent, selon lui, se dérouler normalement... les absents étant gratifiés d'un zéro.

Le mercredi 11 mars, trois présents désirent subir les épreuves !

Les grévistes interviennent massivement pour en empêcher le déroulement.

A la suite de ces incidents, six étudiants choisis arbitrairement passent en conseil de discipline.

Verdict : quatre étudiants interdits d'examen pendant deux ans, dont Denis Menetrey, vice-président de l'U.N.E.F., et un étudiant interdit d'examen pendant un an.

Les étudiants ripostent à cette provocation. Jeudi 12 mars, la grève est quasi générale dans toutes les facultés de Reims, et une manifestation largement suivie a lieu dans le centre de la ville.

Depuis, le mouvement n'a cessé de s'amplifier. Le mouvement de grève s'est poursuivi jusqu'aux vacances de Pâques. Une manifestation groupant 2.500 personnes, a eu lieu jeudi 19 mars, à travers les rues de Reims. L'agitation gréviste a même gagné les lycéens. A Reims comme ailleurs, le gouvernement entend réprimer toute protestation. Il n'a pas encore gagné la partie.

Corespondant L.O.

du comportement entre les tendances révolutionnaires

DEPUIS bientôt deux ans, depuis que « Lutte Ouvrière » existe, elle défend la nécessité de l'unification du mouvement révolutionnaire. Nous avons eu, à de nombreuses reprises, l'occasion de développer les raisons pour lesquelles une telle unité nous parait vitale.

Parmi ces raisons, il en est une qui a toujours été d'une grande acuïté. Elle concerne le comportement des tendances révolutionnaires entre elles.

Certes, nous sommes les premiers à constater que des divergences importantes, parfois essentielles, séparent les diverses tendances. Ne pas le faire serait la preuve d'une cécité politique manifeste. Ne pas le dire serait contraire à la plus élémentaire morale révolutionnaire.

Il n'en reste pas moins, qu'on le veuille ou non, qu'il existe un courant « gauchiste » qui se démarque de tous les autres courants politiques par la volonté clairement affirmée de changer d'une manière révolutionnaire l'ordre social existant.

Tant la bourgeoisie que les bureaucraties syndicales et politiques sont convaincues que ce qui unit les tendances révolutionnaires est, au niveau où nous en sommes les uns et les autres, infiniment supérieur à ce qui nous sépare. Elles nous confondent dans la même haine et elles nous combattent avec la même ardeur.

La grande masse des travailleurs de son côté ne fait pas le détail. Elle porte une appréciation d'ensemble sur les « gauchistes ».

Il serait puéril d'en accuser une simple absence d'information. Ou alors, il est nécessaire de se demander quelles en sont les raisons.

En fait, le courant gauchiste est une donnée objective. L'appréciation que peuvent en donner les uns ou les autres, le désir de telle tendance particulière de s'en désolidariser pour affirmer sa propre originalité, n'y changent rien.

Il est du droit de chaque tendance d'estimer que la politique qu'elle préconise, les méthodes qu'elle emploie sont les meilleures pour conduire le prolétariat à la victoire socialiste. Il est encore de son droit de déplorer que le mouvement révolutionnaire apparaisse sous la forme du courant « gauchiste » tel qu'il est actuellement, avec tout ce que cela comporte d'hétérogénéité, et de confusion dans les idées.

Il n'en reste pas moins que c'est ainsi : en mai 68, les idées révolutionnaires se sont fait connaître sinon populariser à travers le courant « gauchiste », à travers tout le courant « gauchiste », avec ses divergences et avec ses insuffisances notoires.

Et ce n'est pas un hasard.

Aucune des tendances n'a pu apporter au prolétariat la preuve de sa compétence, aucune n'a pu montrer qu'elle est plus capable de diriger valablement ses luttes qu'une autre ou même, que les organisations réformistes. Aucune n'a pu s'implanter dans la classe ouvrière et jouer un rôle notable ne serait-ce que dans un secteur limité.

Or les masses jugent moins sur les idées, qu'à travers leur propre expérience. Et les affrontements d'idées sont finalement stériles s'ils se déroulent complètement en dehors de cette expérience. Tout au plus, pourront-ils intéresser, et à la rigueur convaincre, une poignée d'intellectuels.

Dans ces conditions, l'attitude qui consiste de la part d'une tendance révolutionnaire à jeter l'anathème sur une autre pourrait paraître tout bonnement puérile, si elle n'était pas lourde de danger pour l'avenir. Car en consacrant une partie de leurs forces à des polémiques stériles, voire — et cela s'est vu — à des calomnies mutuelles, les tendances « gauchistes » ne donnent pas d'elles-mêmes une image susceptible de gagner la sympathie des travailleurs. Dans ce genre d'attitude, le mal que l'on croit faire à la tendance rivale, on le fait au mouvement tout entier.

Il en est qui se réjouissent aujourd'hui, au nom de la clarification des idées, du clivage qui se dessine en particulier entre le courant trotskyste et le courant maoïste. N'en déplaise à ceux-là, l'isolement qui pourrait s'ensuivre pour telle ou telle tendance ne profitera à personne, hormis à la répression bourgeoise ou à celle des appareils réformistes. D'autant que le clivage qui peut se produire entre les organisations ne préservera pas les unes des erreurs des autres. Car la source même de ces erreurs réside dans l'origine sociale commune des diverses tendances gauchistes.

Encore une fois, nous avons le droit et le devoir même de critiquer les erreurs politiques et les actions irresponsables. Mais aucune tendance n'a le monopole de l'irresponsabilité. Et partant, personne n'a le droit de jeter l'exclusive contre quiconque.

La critique la plus nette n'exclut pas une attitude fraternelle, ni le sentiment d'œuvrer pour le même but au service de la même classe. Et de toute façon qu'il soit clair, qu'à défaut d'être solidaires dans un effort commun d'implantation dans la classe ouvrière afin qu'un jour celle-ci puisse juger de nos divergences en connaissance de cause, force nous sera de subir solidairement les conséquences néfastes de l'attitude irresponsable des uns vis-à-vis des autres.

Georges KALDY

le mécontentement des étudiants en service social :

un millier de personnes manifestent le mercredi 18 mars

LES étudiants en service social de la Région parisienne nous communiquent :

« A la suite de nombreuses démarches entreprises depuis le 16 janvier 1970, dans le but de connaître les raisons de la suspension des paiements des rémunérations depuis le 1er octobre 1969, des étudiants stagiaires de la formation professionnelle, les étudiants assistants sociaux en grève ont organisé le 18 mars 1970 une manifestation silencieuse auprès de la Direction Régionale du Travail et de la Main-d'œuvre, 66 rue de la Mouzaïa, à Paris.

Cette manifestation silencieuse, soutenue par : enseignants, assistants sociaux professionnels, animateurs socioculturels et éducateurs en formation, regroupait environ 1 000 personnes ».

Après avoir déposé une motion constatant que :

— les Boursiers de Promotion Sociale n'ont rien reçu depuis le premier octobre 1969,
recevront peut-être un premier acompte début mars,
devraient être immatriculés au régime général de Sécurité Sociale depuis le 1er octobre 1969, et ne le seront pas avant plusieurs mois.

En conséquence,
des étudiants sont contraints de s'inscrire au chômage, d'autres sont contraints d'interrompre leurs études, d'autres sont contraints de demander en vain l'aide sociale.

Les étudiants n'acceptent pas *cette situation,* demandent *l'application de la loi.*
— paiement immédiat des bourses
— immatriculation au régime général de Sécurité Sociale avec effet rétroactif.

« La délégation est sortie n'ayant obtenu comme unique résultat que la possibilité d'une délivrance d'attestation du service de la FPA permettant un remboursement éventuel des soins, sous réserve de la Sécurité Sociale.

D'autre part, il s'est avéré que le Directeur de la FPA, M. MEGISSIER, ignorait totalement l'engagement écrit, adressé le 15 mars 1970, aux directrices des écoles de Service Social par Mlle DIENESCH (Secrétaire d'Etat à l'Action Sociale) assurant que les étudiants recevraient un acompte avant le 27 mars 1970 ».

selon que vous serez puissant ou misérable...

C'EST en un peu plus de soixante minutes de délibérations que le tribunal correctionnel de Perpignan a condamné à 18 mois de prison avec sursis un avocat accusé d'émission de chèque sans provision, et d'escroquerie.

A en croire ceux qui ont suivi ce procès, il se déroula dans une ambiance toute familiale.

On déplaça l'heure de l'audience, pour éviter toute publicité intempestive, on pria les journalistes de se retirer au fond du prétoire et les dialogues entre l'avocat de la défense et le juge se firent à voix basse de telle manière que personne, sur les bancs du public, ne put entendre les débats.

D'ailleurs le procureur de la République lui-même dans son réquisitoire, dit la « peine épouvantable » qu'il éprouvait à plaider contre un de ses anciens collègues et demanda l'application de la loi « comme un père corrigerait son fils ».

Il faut dire que l'accusé n'était pas n'importe qui, puisqu'il s'agissait d'un ancien bâtonnier perpignanais de l'ordre des avocats, de surcroit gaulliste, et membre actif de « réseaux parallèles ». Il valait donc mieux sans doute pour tout le monde, que certains détails ne franchissent pas l'enceinte du Palais de Justice.

Le même jour un pauvre homme qui avait demandé justice au Ministre du même nom, recevait la réponse de celui-ci. Impliqué par la police (qui comme à son habitude n'hésite pas à utiliser, pour constituer le dossier, des méthodes pour le moins contestables) dans l'assassinat d'une fillette, il avait été acquitté le 5 octobre 1968, mais avait passé 10 mois en prison préventive pour un crime dont il avait été reconnu innocent. Il réclamait une indemnisation pour la détention injustement subie, et surtout pour la triste réputation que lui avait faite la police dans cette affaire.

Sur aucun point il n'a obtenu satisfaction. Car lui, bien sûr, n'est pas bâtonnier mais simple salarié. Et circonstance aggravante, il s'appelle Kaczmarczyk. Alors sa réputation... on s'en lave allègrement les mains.

discussion Lutte Ouvrière - Tribune Socialiste

DANS le cadre de la discussion poursuivie entre « Tribune Socialiste » et « Lutte Ouvrière », nous publions ci-dessous un article du camarade BEHAR. Ainsi qu'il fut convenu entre nos deux publications, nous y répondrons d'une façon détaillée dans les colonnes de « TS ».

Indépendamment du fond de la question soulevée qui, par ailleurs, fait l'objet d'un article dans le présent numéro, nous pensons que c'est par erreur que le camarade Behar nous adresse cet article.

Les critiques qu'il formule visent si nous comprenons bien la Ligue Communiste, mais ne serait-ce que parce que l'article nous est adressé, il semble nous reprocher la même attitude vis-à-vis des camarades pro-chinois.

« ... nous comprenons bien votre irritation devant l'attaque dogmatique anti-trotskyste (là aussi avec amalgame) à laquelle se livrent certains courants marxistes-léninistes » - écrit le camarade Béhar.

Nous ne pensons cependant pas avoir besoin, sur ce plan-là, d'être compris. Pour la bonne et simple raison que, à ce jour, nous n'avons jamais manifesté ni dans nos colonnes ni ailleurs la moindre irritation à l'égard de tel groupe ou telle tendance précise que ce fût.

Certes, nous estimons de notre devoir de critiquer toute politique ou toute attitude au sein du mouvement « gauchiste » qui nous semble aller à l'encontre des intérêts de celui-ci, à l'encontre en particulier de son implantation dans la classe ouvrière, implantation qui reste notre tâche prioritaire à tous. Mais nous l'avons toujours fait en nous considérant partie intégrante du mouvement « gauchiste », maoïstes compris.

Les erreurs, les attitudes irresponsables sont malheureusement loin d'être le fait des seuls maoïstes. Aucun groupe, aucune tendance ne peut jeter l'exclusive contre quiconque.

Aussi, seul un malentendu a pu faire de nous les destinataires des critiques du camarade Béhar.

à propos des divergences entre les révolutionnaires

LE débat entre « TS » et « LO » nous paraît exemplaire dans la mesure où il n'a jamais pris une forme académique : partant de la pratique, le débat théorique a permis effectivement de déboucher sur des actions communes (dans les entreprises, sur les transports, etc.).

Nous pensons que c'est toujours ainsi que doivent être les discussions entre révolutionnaires.

C'est dans cet esprit que nous vous proposons d'envisager les rapports avec les marxistes-léninistes.

Quels sont les faits ?

— Dans les entreprises nos camarades marxistes-léninistes subissent largement la double répression du patronat et de certains dirigeants de la CGT (par exemple à la RNUR du Mans et de Boulogne-Billancourt) à Hispano-Suiza, Berliet, etc.). Dans tous les cas, les militants de Lutte Ouvrière et du PSU se sont retrouvés ensemble à leurs côtés pour organiser la défense. Mais la réponse à la répression ne résume pas la convergence avec ces camarades. Nous menons aussi ensemble un combat commun sur des objectifs précis : contre les contrats de progrès, pour l'extension des luttes dans l'aéronautique, pour la démocratie prolétarienne, etc.

— Dans les quartiers, que je sache, nous n'avons pas l'apanage des arrestations pour la vente des journaux. Les « mises au bloc » des camarades de « L'Humanité Rouge » ou de « La Cause du Peuple » sont au moins aussi nombreuses. Là aussi, la défense collective de toutes les victimes de la police se fait ensemble (exemple : le Front Uni contre la Répression au Mans). S'arrêter à ce seul aspect ne serait pas juste, nous avons aussi à tenir compte, dans une campagne offensive comme celle menée sur les transports, de la jonction sur le terrain avec les camarades marxistes-léninistes. Ce ralliement dans la lutte, même avec des moyens d'expression différents, et des formes que nous n'approuvons pas, et ceci aussi bien de militants de « L'Humanité Rouge » que de la « Gauche Prolétarienne », nous l'avons tous considéré comme un des résultats POSITIFS de la campagne.

— Dans l'Université. Il faut aussi savoir que « les provocateurs de la GP » n'ont jamais été à l'origine de l'agression policière. Et les renvoyer au sous-sol à cette occasion est aberrant. Car il n'y avait pas de militants organisés de « La Cause du Peuple » sur le terrain : face à une véritable provocation policière (et nous fournirons minutieusement toutes les preuves à cet égard), c'est LA MASSE DES ETUDIANTS qui s'est défendue, avec l'aide des militants de « Vive la Révolution » et des ESU.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si, sans preuves, et dans l'arbitraire le plus total, on emprisonne justement un camarade étudiant du PSU et un de VLR.

Les faiseurs de discours et les donneurs de leçons sont venus *APRES* et non *PENDANT*. Le meeting de l'UNEF était juste, car il fallait montrer la mobilisation de tous les militants révolutionnaires face à Chiappe-Marcellin. Mais les attaques de certains contre la « Gauche Prolétarienne » étaient parfaitement scandaleuses CAR sans fondements. Voilà les FAITS... Et ils sont têtus !

Comment régler nos divergences politiques ?

Qu'on ne s'y trompe pas, cela ne veut pas dire qu'il y a une volonté de notre part de gommer ou d'affaiblir les divergences politiques que nous avons nous-mêmes avec les courants marxistes-léninistes et en particulier la « Gauche Prolétarienne ».

Nous pensons en particulier que l'analyse de la situation faite par « La Cause du Peuple » est sommaire, non scientifique, et profondément erronée de surcroît. Nous croyons surtout que la GP en particulier, mais en fait tout le mouvement révolutionnaire, est menacé par une grave déviation : LE POPULISME. C'est-à-dire en clair, l'abandon de toute analyse de classe, et de toute prise en considération des éléments *objectifs* de la situation, des caractéristiques *objectives* des forces productives et du capitalisme.

Nous ne sommes pas prêts d'accepter la lutte anti-révisioniste sous les couleurs du « social-fascisme ». Nous n'acceptons pas plus d'ailleurs la notion du « fascisme rouge » avancée par l'Ordre Nouveau, l'UNR et... l'Humanité !

Mais justement, pour ces raisons, nous refusons les amalgames sommaires des dirigeants de la Ligue (la « Gauche Prolétarienne », c'est tout le courant marxiste-léniniste, et le tout c'est la même chose que les staliniens du PCF).

Pour nous les divergences avec les courants marxiste-léninistes (et vous savez camarades de LO, qu'il n'est pas juste sur notre terrain de confondre « Cause du Peuple », « Voix Prolétarienne », « Vive la Révolution » ou « L'Humanité Rouge ») sont *secondaires* par rapport à notre lutte avec la Bourgeoisie en général et le réformisme en particulier.

Pour nous, les marxistes-léninistes font partie intégrante du camp révolutionnaire, et *quelles que soient les difficultés* nous n'acceptons jamais le tri des adversaires de classe entre « bons gauchistes », convenables et présentables, et les « mauvais ».

Alors que faire ?

— Pour réduire les distances qui séparent les différent groupes nous proposons deux moyens : les forcer au débat politique et entraîner sans cesse l'ensemble du mouvement dans des actions offensives.

— *Les forcer au débat politique :* cela veut dire placer toutes nos critiques sur le terrain politique. Cela veut dire la confrontation dans la pratique de la tactique des différents groupes marxistes-léninistes et à partir de cette confrontation, poser les vraies questions.

Oui ou non, la lutte de masse est-elle plus efficace et plus correcte que les actions ponctuelles ? Oui ou non, le clivage principal passe-t-il entre Prolétariat et Bourgeoisie, entre Mouvement Révolutionnaire et Réformiste ? Qui est l'Adversaire Principal ? A Peugeot : le patronat ou les contremaîtres ? A Berliet : M. X. ou l'appareil patronal ? Oui ou non peut-on agir sans analyse de classe ?

Dans chaque lutte, à chaque instant, nous vous proposons d'être avec nous ceux qui posent les questions, inlassablement, à tous nos camarades marxistes-léninistes. Ceux qui démontrent aussi que le débat est ouvert, et que le sectarisme ne mène à rien.

Bien sûr, ce n'est pas une pratique facile, et nous comprenons bien votre irritation devant l'attaque dogmatique anti-trotskyste (là aussi avec amalgame) à laquelle se livrent certains courants marxistes-léninistes.

Mais répondre à l'injure par l'injure comme le font les dirigeants de « Rouge », ...où et quand dans le mouvement ouvrier cela a donné des résultats concrets ?

Bien sûr, ce n'est pas une pratique facile, et nous tendre l'autre joue quand on reçoit une gifle, mais nous sommes des militants capables de transposer la lutte sur le terrain politique et de la gagner.

Après tout, qui s'est battu pour défendre ABOULKER à Billancourt ?

Réaliser l'unité offensive dans l'action.

— A chaque fois qu'une initiative à visée stratégique est prise dans le mouvement révolutionnaire, tous les groupes se rejoignent dans le combat.

La clarification politique de la campagne sur l'armée aurait permis cette jonction (déjà en province les groupes de « L'Humanité Rouge » et de « La Voix Prolétarienne » déclenchaient aussi une campagne sur le même thème).

Sans revenir sur les transports, nous croyons qu'une action de ce type pour lutter contre le racisme populaire et pour créer une véritable solidarité prolétarienne avec les travailleurs émigrés nous permettra de nous retrouver aux côtés des militants marxistes-léninistes.

— Car en définitive, la liaison dialectique entre nos initiatives communes et la relance du débat est *la seule voie correcte pour résoudre nos contradictions secondaires.*

Sinon... le piège tendu par la bourgeoisie est devant nous ; nous y précipiter, accepter le clivage des bons et des mauvais, c'est finalement faire le jeu de l'adversaire.

Il est temps pour nous tous, de redresser la barre.

Abraham BEHAR

DANS LE MONDE

Nixon en difficulté avec les employés des poste

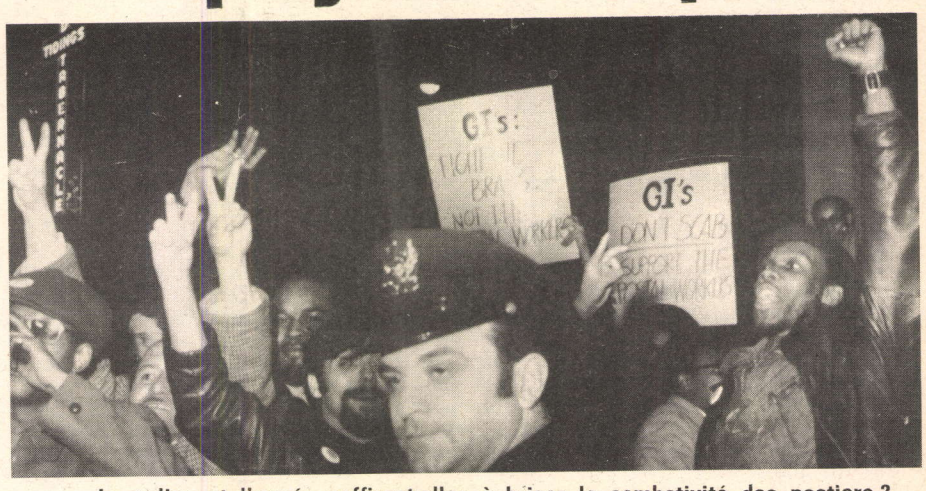
APRES une semaine de grève chez les postiers de New York et d'une soixantaine d'autres villes, la distribution est devenue pratiquement normale le 26 mars, aux Etats-Unis.

Cependant, le Président de l'Association Nationale des Facteurs (AFL-CIO) a fait savoir vendredi que si les facteurs n'obtenaient pas rapidement l'assurance d'une augmentation de salaires (qu'il appartient au Congrès de voter) la grève reprendrait dans une semaine.

C'est la première fois que le service des postes menace de paralysie la vie américaine.

Les 750 000 postiers en lutte réclament de meilleurs salaires. Ils gagnent 2 500 F par mois en début de carrière, pour obtenir, au bout de 21 ans de présence, 3 600 F, ce qui, pour les Etats-Unis est peu, surtout en cette période d'inflation galopante. A tel point que, de l'aveu des responsables syndicaux, 80 % des postiers new yorkais sont obligés de faire un deuxième métier pour gagner leur vie.

Par ailleurs, comme les Postes (à la différence du téléphone et des télécommunications), sont aux USA un service public, les postiers ont le statut de fonctionnaire, et c'est le Congrès — où siègent les députés — qui doit voter leurs augmentations. Les lenteurs administratives s'ajoutent alors à l'indifférence des Représentants en matière de revendications salariales. Aussi les citoyens américains ont pu assister devant leur petit écran aux curieuses jérémiades du Président Nixon qui se plaignait des bas salaires des Postiers, et en rendait le Congrès responsable ; il a sommé les Représentants de régler au plus vite ce conflit en accordant satisfaction aux grévistes. Que lui-même de son côté tente de briser la grève en mobilisant la troupe ne l'a pas gêné le moins du monde.

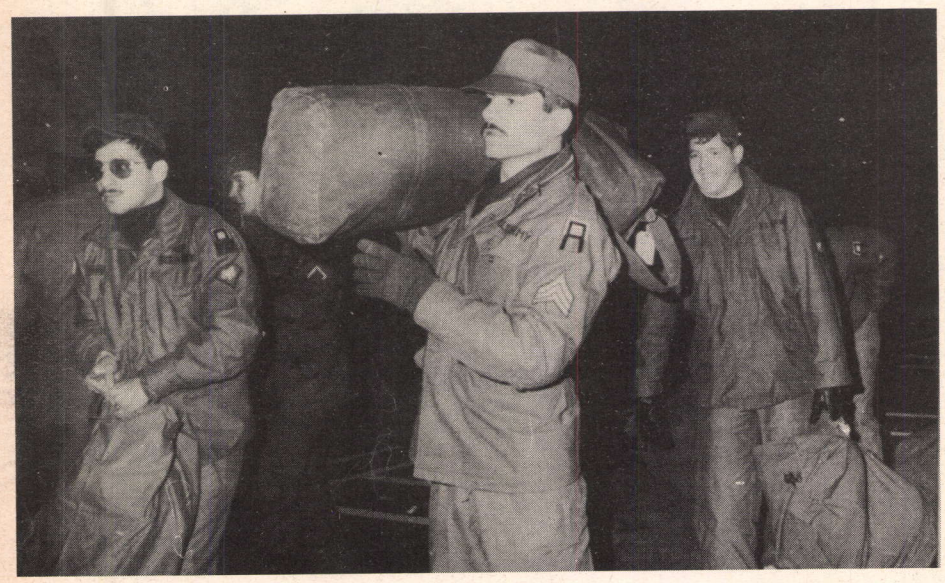


La police et l'armée suffiront-elles à briser la combativité des postiers ? (Photo U.P.I.).

Mais la panique ne règne pas seulement dans les milieux patronaux et gouvernementaux. Les syndicats, eux aussi, sont débordés. Cette grève a démarré sans eux. Certains leaders syndicaux ont été brûlés en effigie par les grévistes, et lorsque le secrétaire national James Rademacher a demandé la dissolution des piquets, personne ne l'a suivi. Devant la radicalisation de cette grève, et sans doute devant les risques de contagion qu'elle présente, les syndicats ont donc menacé le gouvernement de lancer un mot d'ordre de grève générale (ce qui ne s'est encore jamais produit aux Etats-Unis) si les négociations n'aboutissaient pas rapidement.

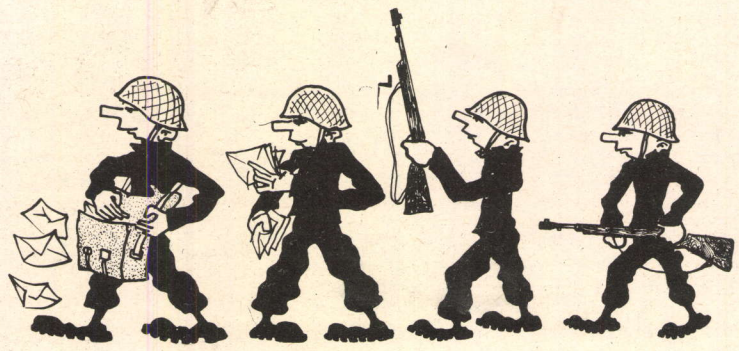
Si les syndicats américains, pourtant soucieux d'habitude de ne pas déplaire au gouvernement et de ne pas troubler l'ordre public, en viennent à de telles perspectives, il faut croire que la grève des postiers est un indice d'un profond mécontentement de la classe ouvrière américaine.

Hélène DURY



(Photo U.P.I.)

Les troupes US arrivant dans la banlieue de New York pour remplacer les postiers en grève, et les mêmes... vus par notre dessinateur.



Enfin un job assuré au retour du Vietnam.

AMÉRIQUE LATINE :

kidnapping et terrorisme révolutionnaire

SAMEDI matin, après que les bruits les plus contradictoires aient circulé pendant plusieurs jours, l'ambassade du Paraguay à Buenos Aires annonçait officiellement que le consul paraguayen enlevé le mardi précédent par un commando du « Front argentin de libération », avait finalement été remis en liberté par ses ravisseurs.

On se souvient que ceux-ci avaient procédé à cet enlèvement dans l'espoir d'obtenir du gouvernement argentin la remise en liberté de deux militants de leur organisation, mais que celui-ci s'était refusé à toute négociation à ce sujet, argant que l'un des prisonniers réclamé n'était plus en son pouvoir, et que l'autre ne voulait pas être libéré, car il « se soumettait volontairement à la justice ».

L'opération menée par ce commando du « FAL », si elle a permis de jeter quelques lumières sur les conditions de détention des prisonniers politiques en Argentine - car il est plus que probable que le prisonnier « disparu » a été assassiné en secret - est donc le premier échec après la série de succès obtenus ces temps derniers par des groupes révolutionnaires utilisant cette méthode, au Brésil, au Guatémala, ou en République Dominicaine.

Mais par delà le problème de l'échec ou de la réussite technique de telles opérations, cette vague d'enlèvements de diplomates étrangers en Amérique latine pose un autre problème, celui de la légitimité de telles opérations pour des militants révolutionnaires, c'est-à-dire, en fait, sous cet aspect très particulier, le problème plus général de l'utilisation, par ceux qui se réclament du socialisme, de méthodes terroristes.

Le lieutenant-Colonel US Drowley échangé contre 20 détenus à St-Domingue : les hommes de l'impérialisme servent parfois à quelques chose.

(Photo U.P.I.).

Tout le monde sait que les marxistes ont toujours condamné l'utilisation du terrorisme comme stratégie révolutionnaire, comme voie vers la conquête du pouvoir, et il serait sans doute inutile de le rappeler si, la bombe en moins, les positions défendues par certains sur la nécessité d'actions «exemplaires», destinées à «réveiller » la classe ouvrière, ne rappelaient pas, par bien des côtés, la mentalité des populistes russes de la fin du XIXe siècle.

Pour les marxistes, le problème fondamental de la lutte pour le pouvoir ne peut, en aucune façon, se poser en dehors des masses, puisque ce sont les masses elles-mêmes qui doivent exercer le pouvoir révolutionaire. Et le travail des révolutionnaires consiste, non pas à stimuler les masses de l'extérieur par des actions plus ou moins « exemplaires », mais à leur apprendre, au cours de leurs propres luttes, à prendre conscience de leurs véritables intérêts, et à s'organiser pour vaincre.

Mais ceci, qui ne doit jamais être perdu de vue, ne règle pas pour autant le problème de l'utilisation de méthodes terroristes.

En effet, les organisations révolutionnaires ne peuvent pas s'attendre à rencontrer, de là part de leurs adversaires, en toutes circonstances, le strict respect des règles de la démocratie bourgeoise. A notre époque de décomposition politique du capitalisme, c'est plus souvent le cas contraire qui est la règle générale. Et c'est notamment vrai dans la plupart des pays d'Amérique Latine, pour ne pas dire tous, où les exécutions sommaires et les tortures sont monnaies courantes. Dans ces conditions là, c'est une véritable lutte pour leur survie que doivent mener les organisations révolutionnaires contre l'appareil d'Etat bourgeois et ses auxiliaires légaux ou para-légaux.

Il n'est évidemment pas question de condamner, par principe, l'utilisation de méthodes terorristes dans ces conditions là, sans tomber dans la non-violence la plus ridicule.

Mais là encore, il n'est pas possible d'agir sans prendre en considération l'état d'esprit des masses, et la répercussion possible, sur leur conscience, des actions envisagées.

Parce que, même dans les pires conditions d'illégalité et de dictature ouverte, le problème n'est jamais celui d'un affrontement singulier entre les révolutionnaires et les forces de répression. S'il en était ainsi, celles-ci pourraient être sûres de leur victoire, à plus ou moins long terme. Le problème reste toujours celui du rapport de forces entre l'Etat bourgeois et les masses.

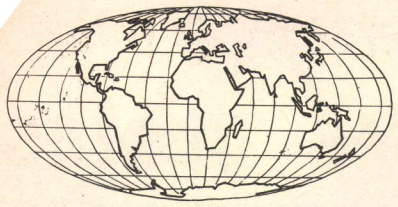
C'est pourquoi des révolutionnaires ne peuvent pas absorber ce genre de problème de manière abstraite, en dressant un catalogue, a priori, de ce qui leur est licite, et de ce qui ne l'est pas.

Le critère déterminant, c'est de savoir si une action donnée rencontre l'assentiment des masses, si elle ne fait, dans une certaine mesure, que traduire leur sentiment et leur volonté, ou si, au contraire elle suscite leur réprobation. Parce que c'est finalement cela qui détermine l'évolution de leur degré de conscience et de combativité.

Certains peuvent penser qu'après avoir accompli, avec cet enlèvement, un pas de clerc (puisqu'il n'a pas réussi à obtenir la mise en liberté des deux prisonniers politiques dont il exigeait la libération), le commando du « Front Argentin de Libération» aurait mieux fait, afin d'être pris au sérieux, de ne pas relâcher son otage.

Mais, bien que ne connaissant pas exactement la situation qui règne en Argentine, nous pensons quant à nous, a priori, que les militants du FAL ont eu raison d'agir comme ils l'ont fait, car entre le risque de ne pas être pris au sérieux en libérant le consul du Paraguay (risque minime, car un enlèvement réussi suffit à montrer ce dont on est capable), et le risque de susciter la réprobation des masses par un meurtre incompris, de se couper d'elle, et de donner une plus grande liberté d'action au gouvernement dans la répression, ils ont choisi à juste titre, le risque le moins grave, et de loin.

François DUBURG



DANS LE MONDE

il y a vingt ans

la crise royale et la grève générale en Belgique

Il y a vingt ans, la Belgique était secouée par un des plus puissants mouvements de la classe ouvrière européenne d'après-guerre. Ce qu'on a appelé pendant l'année 50, la crise royale, a bien failli déboucher sur une crise de l'Etat belge.

Bien sûr, la question du roi n'a été que le prétexte de l'affrontement qui couvait dans la société. La classe ouvrière qui avait été dans les années d'après-guerre appelée par le Parti Socialiste à « retrousser les manches pour redresser le pays ruiné et rationaliser son économie, avait été évidemment la première victime de cette politique. Une crise économique l'atteignait durement après des années d'efforts et de privations. S'il y avait eu 126.000 chômeurs en 1937, il y en avait 129.000 en 1948 et 250.000 à la fin de 1949.

Le mécontentement devenait explosif et les socialistes avaient de plus en plus de mal à contenir les « grèves sauvages » qui éclataient.

C'est alors que la question royale s'est posée. Le roi Léopold qui, pendant l'occupation allemande joua le même rôle que Pétain en France et servit de caution à un régime de dictature ouvert, tentait de revenir après de longs voyages sur la Côte d'Azur et en Suisse prudemment entamés à la « Libération ». Il était le symbole des fractions les plus réactionnaires de la population et de l'Etat. Son retour désiré par le parti social-chrétien de droite était contesté par le parti socialiste, parti largement majoritaire dans la classe ouvrière belge.

Les dirigeants socialistes, défenseurs inconditionnels de l'ordre bourgeois, crurent bien redorer leurs blasons à peu de frais en s'opposant au retour du roi. Ils espéraient détourner la lutte de la classe ouvrière vers une voie de garage qui ne pourrait déboucher sur aucun danger réel pour le pouvoir. Car, même victorieux, ce combat ne pouvait rien apporter d'essentiel. En allumant un contre-feux, ils espéraient étouffer la crise sociale. Ils la firent exploser.

C'est là le paradoxe. La classe ouvrière belge saisit l'occasion de s'attaquer enfin aux forces réactionnaires et à l'Etat belge. Elle se mobilisa dans des manifestations et des grèves qui prirent parfois un caractère quasi-insurrectionnel. Les socialistes, apprentis sorciers, suppliaient le gouvernement de « lâcher du lest », incapables qu'ils étaient de calmer la tourmente. L'abdication de Léopold en faveur de son fils Baudoin leur permit de saborder le mouvement.

Les socialistes et la bourgeoisie avaient eu très chaud.

ce que fut la crise

Il y a 20 ans, le 12 mars 1950, avait lieu en Belgique un référendum sur la question royale : loin de régler la question, cette consultation devait marquer le début d'une des plus graves crises que le pays ait connue.

La situation était ambigüe. Le roi Léopold compromis pendant l'occupation, voyageait à l'étranger. Pourtant, les différents partis le considéraient comme le roi légitime, le prince Charles étant prince-régent.

Le parti social-chrétien (droite) au pouvoir, voulut mettre un terme à cette situation. Ne disposant pas de la majorité absolue au Parlement, il décide de recourir au référendum.

LES SOCIALISTES MENACENT

Les socialistes s'opposèrent violemment à ce projet : ils menacèrent de démissionner en bloc du Parlement si le projet de référendum était adopté. Le 27 janvier 1950, le débat s'ouvrit à la Chambre, violent. Quand un député dit : **« Si le roi revient... »**, le député socialiste de Namur, Fiévet, crie : **« On l'abattra ! »** Mais les dirigeants du parti socialiste Van Acker et Spaak ne veulent nullement la fin de la monarchie. Spaak veut une monarchie, mais pas absolue, constitutionnelle ; Van Acker rappelle comme une menace de calamité qu'en Italie, un référendum a marqué la fin de la monarchie. Finalement, le projet de référendum passe. Spaak déclare que la question royale est **« le drame le plus tragique de notre histoire »**, mais les socialistes n'en remettent pas pour autant en question leurs sièges de députés !

CRISE POLITIQUE ET CRISE SOCIALE, LES PREMIERS HEURTS

Cependant une crise sociale se développait dans le pays. Le 16 février, 27.000 mineurs sont en grève dans la province de Liège, contre l'augmentation des loyers et pour d'autres revendications. Le lendemain, le ministre de la Défense, Devèze, menace et rappelle que la Belgique dispose d'importantes forces de défense de l'intérieur.

Le 12 mars, le référendum donne 58 % de « oui » pour le retour du roi. Les provinces wallones ont voté en majorité « non » ainsi que Bruxelles. Les provinces flamandes plus peuplées ont fait pencher la balance. Mais les anti-léopoldistes ne se tiennent pas pour battus. Dès le 18 a lieu une grève politique d'avertissement de 33.000 mineurs à Liège et dans le Borinage pour protester contre l'éventuel retour du roi. Spaak appelle à manifester dans le calme. Mais à Bruxelles, 3.000 grévistes se barricadent dans les magasins du « Bon Marché » et les étudiants attaquent les tramways qui circulent malgré la grève et les gendarmes à cheval. Les syndicats socialistes menacent de déclencher une grève générale illimitée, pendant que Spaak supplie Léopold de se retirer, affirmant que les socialistes préfèrent la concorde à la lutte.

Cependant, la crise sociale s'accentue. Le 20 mars, les dockers d'Anvers sont en grève à propos de la sécurité sociale et la poursuivent malgré l'opposition des dirigeants syndicaux socialistes et chrétiens : des échauffourées ont lieu avec les policiers ; un député communiste qui avait pris la parole devant les dockers est arrêté. Puis des grèves se déclenchent dans le textile flamand pour 8 % d'augmentation.

LE ROI VA-T-IL RENTRER ?

Le libéraux, anti-léopoldistes modérés, vont ouvrir une crise politique en se retirant du gouvernement. Le parlement est dissous : de nouvelles élections, en juin, vont donner la majorité absolue aux sociaux-chrétiens, à un siège près. Pourtant, le parti socialiste progresse. La polarisation de l'opinion se révèle. Alors que le nouveau cabinet social-chrétien homogène affirme que le roi va rentrer le 1er juillet, le parti socialiste adopte la résolution Spaak : en aucune façon, le parti n'acceptera de collaborer avec Léopold ; il prendra toutes les mesures nécessaires pour déclencher un mouvement qui forcera le roi à abdiquer.

Les socialistes font une telle obstruction au parlement qu'on ne peut y aborder la question royale. Le 11 juillet a lieu une manifestation de 80.000 personnes à Bruxelles. On crie : **« A bas la calotte ! A bas Pol-Pol, il faut le pendre . »** Des manifestations anti-léopoldistes ont lieu en Flandre, à Anvers et Gand. Le 21 juillet, le roi arrive malgré tout au château de Laeken, au milieu d'un énorme déploiement de forces de police.

GREVE GENERALE

Le 26, c'est la grève générale en Wallonie : des voies ferrées, les lignes électriques sont sabotées, les routes sont bloquées par des clous. A Vilwoorde, des syndicalistes sont arrêtés. Les grèves atteignent Bruxelles, où une manifestation devant le château de Laeken fait 80 blessés ; l'état de siège est proclamé à Liège alors qu'Anvers est atteint par la grève. Les socialistes s'inquiètent de l'ampleur des réactions. Spaak déclare alors : « je redoute de voir l'unité belge compromise par une révolution ».

La lutte s'amplifie et le gouvernement réagit violemment et décide de recourir aux réquisitions. Cependant, un comité d'action commune socialistes-syndicats organise une marche sur Bruxelles. Effrayé par l'ampleur du mouvement et la mobilisation ouvrière qui prend un caractère de plus en plus radical, le gouvernement cède.

UNE FAUSSE VICTOIRE

Léopold délègue ses pouvoirs à son fils Baudoin, et promet d'abdiquer dans quelques mois. Cette concession permet enfin aux leaders socialistes, affolés par un mouvement qu'ils ne contrôlaient plus, de le saborder.

La marche sur Bruxelles est alors annulée : mais de nombreux ouvriers y vont quand même ; ils sont souvent armés ; drapeaux rouges en tête, ils crient : « A bas le roi, à bas la monarchie, vive la république. » Mais le mouvement affaibli, ayant apparemment réussi dans son objectif, trahi par sa direction, manque de perspectives et la répression commence. Le secrétaire général du Parti Communiste est arrêté, puis son président Julien Lahaut est assassiné.

Le nouveau gouvernement Phollien, le plus conservateur depuis 1944, mis alors en place, décide d'éliminer les fonctionnaires communistes et de constituer des bataillons de garde, une nouvelle force de répression, sous prétexte de lutter contre la désorganisation.

Une crise qui a failli emporter l'Etat belge se termine.

Une manifestation socialiste anti-Léopold dans les rues de Bruxelles. Au premier plan, Spaak, le leader socialiste.

la question wallone

UNE fois de plus, la crise de 1950 fut l'occasion d'agiter le problème « linguistique », véritable serpent de mer de la politique belge.

En 1950, les provinces flamandes, dominées par les cléricaux, furent plutôt léopoldistes et les provinces wallones anti-léopoldistes. Bon nombre de socialistes en profitèrent pour engager les ouvriers dans une voie de garage supplémentaire, celle de l'opposition Wallons-Flamands. Le leader syndicaliste André Renard déclarait (comme il le fera encore pendant la grande grève des mineurs de 61) :

« Que l'unité de la Belgique périsse pourvu que la Wallonie vive. »

Depuis, cette querelle continue à empoisonner la vie politique en Belgique et atteint un degré de mesquinerie inouie. Les travailleurs y ont d'autant moins d'intérêt que même les prétextes de l'époque sont aujourd'hui en passe d'être totalement dépassés : la Flandre est maintenant aussi industrialisée que la Wallonie et le mouvement ouvrier y est aussi fort comme l'ont, par exemple, montré les récentes grèves du Limbourg et d'Anvers.

DANS LE MONDE

« Accord de paix » au Kurdistan irakien :

la question Kurde n'est pas règlée

LES négociations qui se poursuivaient depuis plusieurs semaines entre les autorités de Bagdad et les représentants de la rébellion kurde viennent d'aboutir. Les rebelles obtiennent, sur le papier du moins, satisfaction à la plupart de leurs revendications.

« *L'accord de paix* » qui vient d'être conclu solennellement indique que « *Les droits nationaux des Kurdes sont reconnus. Ces derniers pourront développer leur particularisme national au sein de l'unité du peuple, de la nation et de l'ordre constitutionnel irakien* ».

Il est précisé que la langue kurde sera enseignée dans les écoles, qu'il y aura une université dans le Kurdistan irakien, un hebdomadaire, des députés au parlement, proportionnellement à la population kurde. Et même le vice-président de la République devra être un Kurde.

La guerre qui ensanglante depuis 9 ans le Nord du pays est-elle donc finie ? La question kurde est-elle définitivement réglée ?

En fait rien n'est moins sûr. D'abord ce n'est pas la première fois que le gouvernement de Bagdad fait des promesses analogues à la minorité kurde, et que la guerre cesse pour quelques temps. Cela s'est déjà produit à trois reprises.

En mars 1963, le général Aref, qui venait de renverser Kassem, reconnaissait les droits nationaux des Kurdes. Mais quatre mois plus tard, la guerre recommençait. En février 1964, un cessez-le-feu était conclu. Un an plus tard, les combats reprenaient. Enfin en juillet 1966, nouveau cessez-le-feu et nouvelle reprise des hostilités en janvier 1969.

Ce passé a de quoi rendre méfiants les Kurdes, et ils le sont d'ailleurs effectivement : pour le moment, ils conservent leur armée et leur armement. Il est bien prévu que les rebelles devront rendre leurs armes lourdes au gouvernement central plus tard, dans un délai indéterminé.

Mais d'ici là, les choses ont le temps de changer. En particulier rien ne garantit qu'un nouveau coup d'Etat ne vienne renverser l'actuel gouvernement irakien du général El Bakr, pour mettre à la place une nouvelle équipe qui reviendrait sur l'« accord de paix ».

Et d'autre part, ce qui fait douter de la solidité de cet accord, c'est la nature même de l'Etat irakien. En effet, quels que soient les dirigeants au pouvoir, le régime est toujours resté dictatorial.

Dans un pays arriéré et pauvre comme l'Irak, seule la dictature paraît capable aux classes possédantes de contenir les antagonismes sociaux. La moindre liberté démocratique risquerait de servir de canal aux aspirations des masses populaires et par là même d'ébranler le régime.

C'est pourquoi depuis des années, c'est toujours l'armée qui détient le pouvoir et qui fait la chasse à toute velléité d'opposition, à commencer par l'interdiction de toute autre formation politique que l'actuel parti unique.

La paix est signée, mais les maquisards kurdes peuvent-ils relâcher leur vigilance ?

les Kurdes

LES Kurdes sont une des branches de la famille des Seldjoukides à laquelle appartiennent également les Iraniens et les Turcs.

Au nombre de 10 millions environ, les Kurdes occupent un territoire de 500.000 km2 partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie Soviétique. Au cours du XIXe siècle, le peuple kurde a lutté pour son indépendance politique contre l'empire ottoman (la dernière principauté kurde a disparu en 1847). Après la Première Guerre mondiale, la défaite de la Turquie et la chute du sultanat, Mustapha Kemal, nouvel homme fort de Turquie interdit (en 1923) la langue kurde sur tout le territoire turc.

Dans les anciennes provinces orientales de l'empire ottoman (Syrie, Irak notamment), cédées aux impérialistes franco-anglais, la situation de la population kurde ne connut aucune amélioration. En 1923, 1933, 1939, 1945, la Royal Air Force britannique intervint contre les insurgés kurdes d'Irak qui menaçaient les champs pétrolifères découverts sur leur territoire dans la région de Kirkouk. Après la chute de la royauté en Irak (1958), les différents gouvernements républicains (Kassem, Aref) reprirent la même politique de répression coupée de brèves trêves. En Iran, depuis 1922, toutes les organisations culturelles sociales ou économiques kurdes sont interdites. En Syrie, sous prétexte de « réforme agraire », le gouvernement a confisqué leurs terres aux kurdes et en a privé un grand nombre de la nationalité syrienne.

Le dirigeant incontesté de cette lutte depuis 1930, est Mustapha Barzani, chef d'une des plus grandes familles kurdes. C'est lui qui proclama, en janvier 1946, une éphémère République kurde indépendante écrasée, en décembre de la même année, par l'armée iranienne appuyée par des contingents turcs et irakiens.

Il y a quelques années, de jeunes intellectuels kurdes, en révolte contre le caractère par trop tribal de l'autorité de Barzani, ont créé le Parti Démocratique du Kurdistan.

Dans ce contexte on imagine mal comment le gouvernement de Bagdad pourrait accorder à la minorité kurde des droits démocratiques tout en continuant à les refuser à la majorité du pays. Tôt ou tard, cette contradiction ne pourra manquer de se faire sentir. Et de nouveau, le gouvernement central risquera d'empiéter sur les droits nationaux des Kurdes, au risque de rallumer le conflit.

Le solennel « *accord de paix* », s'il parvient à dépasser le stade des balbutiements, semble donc n'être qu'une trêve de plus que le régime irakien, épuisé par la guerre du Kurdistan, et incapable de vaincre les rebelles est bien forcé d'accorder pour le moment.

A. VICTOR

TCHÉCOSLOVAQUIE :

le ministre de l'Éducation nationale s'informe

IL y a presque cinq mois, au début novembre 1969, M. Hrbek, ministre tchécoslovaque de l'Education Nationale, adressait à tous les enseignants du pays un questionnaire détaillé sur leurs activités politiques présentes, passées et futures, ainsi que sur celles de camarades enseignants de leur connaissance. Enfin, on leur demandait de rendre des comptes et de moucharder si ouvertement et de façon si ignoble que M. Aragon lui-même s'était élevé contre l' « institutionnalisation de la délation » à pareille échelle.

Mais il faut croire que la première « enquête » du ministre n'a pas eu le succès qu'il en escomptait, il faut croire que les interrogés n'ont pas ou ont mal répondu, puisqu'aujourd'hui, M. Hrbek remet cela. A nouveau, une vaste consultation « démocratique » de tout le personnel enseignant est organisée.

Voici quelques échantillons des questions posées :

« 1) Attitude à l'égard des résultats du plénum du Comité Central du P.C. tchécoslovaque de janvier 1968.

« Qu'attendiez-vous de l'évolution après janvier 1968 ?

« Quelle est votre opinion sur l'évolution pendant 1968 à la lumière des informations connues à ce jour ?

« 2) Prises de position et attitude personnelle sur la situation de la politique en dehors de l'école et dans l'école, parmi les instituteurs et devant les élèves : *a)* avant août 1968 ; *b)* durant les événements de 1968 ; *c)* pendant les situations de crises après août 1968. Quelle était votre attitude politique et morale après l'entrée, le 21 août 1968, des armées du pacte de Varsovie sur notre territoire ? Vous étiez-vous engagé pour la neutralité et sous quelle forme ?

« 4) De quelle manière avez-vous contribué à la normalisation des relations avec les pays du camp socialiste, particulièrement avec l'U.R.S.S. et l'armée soviétique ? Exercez-vous une influence en ce sens sur vos élèves ? Quelle est votre attitude à l'égard de l'internationalisme prolétarien ?

« Vous servez-vous systématiquement de l'internationalisme prolétarien et du patriotisme socialiste dans votre travail éducatif à l'école ? Les élèves et leurs parents connaissent-ils votre attitude à l'égard de l'internationalisme prolétarien ? Corrigez-vous et comment, les opinions politiques erronées des élèves, acquises dans le milieu familial ?

« 7) Quelle presse suivez-vous régulièrement ?

« 9) Malgré les prises de position négatives durant la période de crise 1968-69, souhaitez-vous demeurer à l'endroit où vous travaillez ? »

Ce questionnaire se passe de tout commentaire.

Le ministre tchèque de l'Education nationale n'est pas le seul de ses semblables à confondre son rôle avec celui du policier en chef. Mais il est arrivé à une sorte de perfection dans ce domaine.

LES PROBLÈMES DU MOYEN-ORIENT

ni sionisme, ni nationalism

pour solutio

au Mo

Les victoires précédentes n'ont pourtant rien résolu. (Photo L.O.)

qu'est-ce que le sionisme ?

LE Sionisme, courant nationaliste, est apparu au sein des masses juives d'Europe Orientale à la fin du XIXe siècle. Ce mouvement se donnait comme but la création d'un Etat juif seul capable, d'après lui, de mettre hors d'atteinte de l'antisémitisme la population juive.

la naissance du sionisme : les conditions historiques

Le mouvement sioniste a été à l'origine, l'expression du désarroi des couches moyennes de la population juive face à un racisme féroce professé par une bourgeoisie ou une petite bourgeoisie autochtone (russe ou polonaise) qui voyaient dans les commerçants et usuriers juifs des adversaires en puissance.

Cet antisémitisme était d'ailleurs favorisé, en Russie comme en Pologne, par un pouvoir autocratique qui commençait à se décomposer et voyait dans les Juifs le bouc émissaire rêvé à offrir au mécontentement populaire.

Cette attitude antisémite commune de la bourgeoisie et de l'autocratie explique en grande partie l'exode de plus de 4 millions de Juifs de Russie, de Pologne, de Lithuanie et de Roumanie entre le dernier tiers du XIXe siècle et la fin de la Première Guerre mondiale.

Mais il serait faux de penser qu'une fraction importante des Juifs persécutés dans l'empire des tsars aient été sionistes. En fait, l'immense majorité dédaigna la Palestine pour s'installer en Europe Occidentale ou aux U.S.A.

Il faudra attendre les premières persécutions juives entreprises par les nazis pour voir le mouvement sioniste sortir quelque peu de son sommeil.

En effet, le pourrissement du régime capitaliste va reposer le problème avec une acuité sanglante. Hitler utilisera à nouveau les Juifs comme boucs émissaires.

Pendant que les petits bourgeois allemands s'en prendront aux Juifs, ils ne toucheront pas aux monopoles qui ont porté les nazis au pouvoir.

Mais le regain d'activité du mouvement sioniste et la sympathie qu'il va susciter dans une fraction non négligeable de l'opinion publique est dû en grande partie à la politique criminelle des « démocraties occidentales » qui, systématiquement, avant et après la Seconde Guerre mondiale, refuseront d'accueillir les réfugiés juifs et fermeront leurs frontières. La Palestine apparaîtra alors à beaucoup comme la seule issue.

les mythes de sionisme

L'idéologie sioniste se nourrit principalement de messianisme biblique. On y retrouve pêle-mêle l'idée du « peuple élu », la glorification des héros hébreux de l'antiquité en lutte contre les Romains ou les Grecs, l'exaltation d'une culture spécifique, la condamnation sévère de toute alliance entre Juifs et non-Juifs. De ce point de vue, par son caractère anti-scientifique, le sionisme diffère fort peu des autres idéologies nationalistes.

Un des mythes centraux de l'idéologie sioniste est constitué par « l'attachement éternel » des Juifs à la Palestine. La prière ne dit-elle pas : « L'an prochain à Jérusalem » ?

Comme le montre fort bien A. Léon dans sa « Conception matérialiste de la question juive », ce retour ne fut nullement la préoccupation majeure depuis deux mille ans. La meilleure preuve en est d'ailleurs l'apparition, historiquement récente, du sionisme. Léon écrit :

« Aussi longtemps que le judaïsme était incorporé dans le système féodal, « le rêve de Sion » n'était précisément rien d'autre qu'un rêve et ne correspondait à aucun intérêt réel. Le cabaretier ou le « fermier » juif de Pologne au XVIe siècle pensait aussi peu à « retourner » en Palestine qu'aujourd'hui le millionnaire juif d'Amérique. »

La mystique sioniste se développe aussi autour du thème ethnique et racial du « peuple juif » qui « revient » sur « sa » terre. En fait, c'est là aussi une conception absurde. Tous les historiens s'accordent en effet à affirmer que les métissages ont été tels depuis l'Antiquité qu'il n'y a sans doute plus rien de commun entre les anciens Hébreux et les Juifs actuels. En fait, si on prenait la logique raciale du sionisme au pied de la lettre, on devrait admettre que la population qui descend plus ou moins directement des anciens Hébreux est constituée essentiellement par les Arabes palestiniens. C'est pourquoi la prétention de soi-disant « droits historiques » des Juifs sur la Palestine ne tient pas debout.

le sionisme « socialiste »

Au sein du mouvement sioniste, et sous l'influence des idées marxistes, s'est cristallisée une aile socialisante qui espérait intégrer l'utopie sioniste dans une conception socialiste du monde. Cette conception, dont le principal théoricien s'appelle Borochov, a donné au sionisme son caractère «pionnier» et est à l'origine de réalisations comme les kiboutzim.

Sans mettre en cause la sincérité de ces pionniers force est de constater que leur colonisation s'est faite aux dépens des fellahs arabes chassés de leurs terres.

De plus, les tenants du « sionisme-socialisme » se sont contentés de « laïciser » la mystique religieuse du sionisme. Les fêtes religieuse juives sont devenues des fêtes « nationales » et le tour était joué.

le sionisme aujourd'hui

Apparu historiquement alors que les bourgeoisies occidentales développaient leur politique impérialiste, le sionisme s'est voulu partie intégrante de cette politique d'expansion. D'où les démarches incessantes de Herzl, père du sionisme, auprès du tsar, du sultan de Turquie, de l'empereur d'Allemagne et de l'Angleterre. A chacune de ces puissances Herzl présentait l'entreprise sioniste comme un rempart de la civilisation occidentale qui, au cœur du Moyen-Orient, voulait faire pièce aux barbares d'Asie (c'est-à-dire aux Arabes). Dès son origine, le sionisme a donc été un mouvement de type colonialiste intégré à la politique de tel ou tel Etat impérialiste.

Depuis la création de l'Etat d'Israël, en 1948, les leaders sionistes ont suivi la même politique, s'alignant de plus en plus ouvertement sur l'impérialisme américain. Et cette politique a suscité, en retour, une hostilité toujours plus grande des peuples voisins.

En fait, ceux qui ont conduit 2 millions de Juifs dans la voie sioniste, loin de les libérer, leur ont forgé de nouvelles chaînes.

J. Lievin

UNE certaine campagne se développe ces derniers temps, dans la presse et à la radio, tendant à présenter les « gauchistes » comme des antisémites, à grand renfort d'interviews de personnalités juives, pro-israéliennes, ou d'articles moralisateurs.

(Photo L.O.)

C'est Kaplan, le grand rabbin de France, qui a ouvert le feu à la fin 1969, en déclarant à la presse : **« Nous sommes revenus au temps de l'affaire Dreyfus. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour interdire certaines affiches insultantes pour Israël, et, par contrecoup, pour tous les Juifs. »**

Dans un débat organisé par Europe N° 1, le 9 décembre, des étudiants sionistes parlèrent **« du climat, selon eux insupportable, qui règne au Quartier Latin : les croix gammées barbouillées sur le nom d'Israël... les réunions d'informations sabotées... bref l'impossibilité morale et pratique d'être juif »** (voir **Nouvel Observateur,** 5-11 janvier 1970).

Le même thème a été développé, toujours sur Europe N° I, par Abba Eban, début mars, et Jean Cau lui a fait écho dans une tribune libre du **Monde** (3 mars) en développant une longue analyse fumeuse selon laquelle les « gauchistes » engendraient, sans le vouloir, un antisémitisme dont nombre d'entre eux (d'origine juive) risqueraient d'être les pre mières victimes.

Cette campagne calomnieuse s'appuie sur une confusion volontairement entretenue entre antisionisme et antisémitisme.

Ces deux termes ne sont pas identiques, bien au contraire. Il faut, pour les confondre, une bonne dose d'aveuglement sentimental ou plus simplement et plus fréquemment, une bonne dose de malhonnêteté.

C'est au nom des intérêts du peuple juif comme au nom des intérêts de tous les peuples de la terre, que les socialistes ont, dès le début, dénoncé le sionisme comme une politique conduisant le peuple d'Israël dans une impasse sanglante. Et ce n'est pas l'histoire passée et récente de l'Etat d'Israël qui pourrait démentir leur analyse. L'anti-sionisme des révolutionnaires n'a rien

ET L'EXTRÊME-GAUCHE FRANÇAISE

e arabe : une n socialiste yen-orient

à voir avec l'antisémitisme, cette lèpre sociale que les révolutionnaires ont toujours combattue avec la plus grande rigueur et dont ils ont été trop souvent les victimes.

On aurait pu penser que ces affirmations avaient été suffisamment illustrées et démontrées dans le passé pour que l'on n'ait pas à y revenir aujourd'hui.

Mais aujourd'hui, le fait nouveau et qui embarrasse la gauche libérale traditionnelle, c'est l'existence d'un conflit ouvert au Moyen Orient et la nécessité pour tout individu qui veut penser et agir politiquement, de prendre position dans ce conflit.

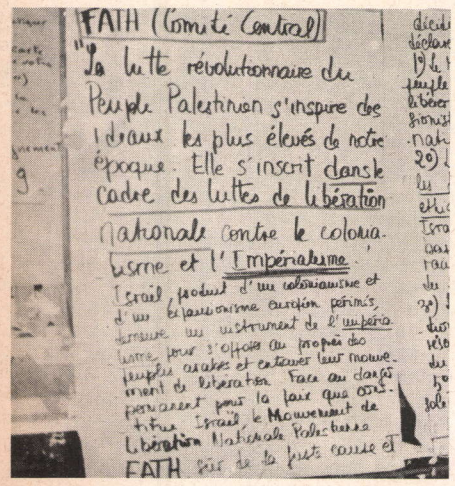
La quasi-totalité des groupes révolutionnaires dits « gauchistes » ont pris position en faveur des palestiniens et des pays arabes et dénoncé Israël comme le gendarme de l'impérialisme au Moyen Orient.

Dans le même temps, tout ou partie de l'extrême-droite se déclarait pour Israël. Et on a pu voir des racistes notoires, antisémites affirmés, prendre parti pour le « petit peuple juif » aux prises avec les « barbares ». Bien naïf serait le juif qui se fierait à ces déclarations de circonstances et qui ne verrait pas sous ce retournement insolite, une prise de position réactionnaire contre les pays arabes.

Ce sont pourtant les mêmes curieux défenseurs du peuple juif qui inspirent la campagne de calomnie destinée à accréditer la thèse de l'antisémitisme des gauchistes. Le procédé est trop grossier pour que nous ayons à y répondre.

Mais à côté de ces adversaires malhonnêtes, se trouve tout un public que gêne et choque sinon la position de principe des gauchistes, du moins les outrances verbales qui caractérisent certains de leurs écrits et le soutien sans critique et sans nuances qu'ils apportent trop souvent aux mouvements palestiniens.

Et il est indéniable que l'on ne peut, sans sourciller trouver les termes de « complot sioniste » ou encore « horde sioniste » dans les écrits pro-palestiniens de tel ou tel groupe gauchiste, comme on ne peut qu'être choqué par l'approbation sans réserve que des tendances gauchistes apportent aux actions terroristes aveugles de certaines organisations palestiniennes.



(Photo L.O.)

Que dans le conflit qui oppose le peuple palestinien dans son combat pour sa libération nationale contre l'Etat sioniste, les révolutionnaires doivent soutenir les premiers, il n'y a pas de doute.

Mais il n'en reste pas moins que les révolutionnaires socialistes luttent pour un tout autre but, proposent à l'humanité et aux peuples juifs et palestiniens en particulier, de toutes autres perspectives que les organisations nationalistes palestiniennes.

Pour les marxistes révolutionnaires, il n'y a point de peuple élu. Ils ne sont pas plus pro-palestiniens que pro-israéliens et ils luttent pour que disparaisse dans l'avenir toute forme de nationalisme, héritage d'un passé barbare. Si dans le conflit actuel, ils apportent leur soutien aux organisations de lutte palestinienne, ils ont le devoir de critiquer hautement et clairement ce que sont et ce que font ces organisations.

Malheureusement, à force de soutenir des mouvements nationalistes bourgeois dans les pays sous-développés, certains « gauchistes » en arrivent à oublier qu'ils sont avant tout des socialistes.

Tout cela relève, en fait, d'un défaut, hélas général et presque permanent des milieux gauchistes, et qui consiste à confondre le soutien politique que l'on accorde à tel ou tel mouvement de libération nationale dans une situation donnée, avec l'alignement sans principe sur la ligne, les actions et finalement l'idéologie de ce mouvement. Cette confusion est à l'origine de bien des erreurs du passé. Pour ne citer que la plus récente et la plus proche de nous, c'est elle qui fit voir dans le F.L.N. algérien l'avant-garde socialiste au Magrheb. C'est elle qui aujourd'hui amène ces groupes à voir dans le F.N.L. vietnamien ou dans tel ou tel mouvement palestinien l'avant-garde de la révolution mondiale.

(Photo L.O.)

Au soutien politique nécessaire à ces organisations qui, incontestablement dirigent la lutte du peuple palestinien, s'est substitué un suivisme total marqué par le refus de critiquer leurs conceptions étroitement nationalistes et les actions qui en découlent.

Ce qui a conduit certains camarades à siéger au Congrès des «Comités palestiniens», qui s'est tenu à Alger en décembre 1969, aux côtés de gaullistes notoires et sous la houlette de Boumedienne.

Aujourd'hui, dans la crise actuelle, le devoir des révolutionnaires est d'aider le peuple juif et en particulier la classe ouvrière juive à ouvrir les yeux sur la politique criminelle des Moshé Dayan et autres Golda Meïr

Il ne suffit pas de réclamer la paix, il faut aussi se donner les moyens d'y parvenir, et d'abord lutter contre les oppresseurs. (Photo L.O.)

Toute action, toute propagande, si elle ne tient pas compte de cet impératif, ne peut que contribuer à accroître les illusions des Israéliens et cimenter leur union autour de leurs dirigeants.

Les organisations palestiniennes ignorent le plus souvent ce problème. Et les « gauchistes » qui leur emboitent le pas, l'ignorent aussi. Volontairement ou pas.

C'est pourquoi des mots d'ordre tels que « Palestine vaincra » ou « Destruction d'Israël » ne peuvent avoir qu'un sens réactionnaire.

La lutte des révolutionnaires au Moyen Orient se situe tout entière dans la perspective d'une Fédération Socialiste des peuples de cette région, où chacun pourra jouir librement de ses droits nationaux.

André FRYS

les marxistes et la question juive :

Israël n'a rien règlé

POUR les marxistes, l'affirmation des sionistes selon laquelle la création d'un Etat national devait résoudre la question juive est chaque jour démentie par les faits.

Israël n'est pas et ne peut être un « hâvre sûr » pour les juifs. D'abord parce que cet Etat n'a pu se créer qu'en spoliant un autre peuple, celui des arabes palestiniens, de tous ses droits. Ce qui a conduit les dirigeants sionistes à offrir comme seule perspective aux juifs d'Israël, de vivre continuellement l'arme à la bretelle. De ce point de vue, l'Etat juif est devenu un piège sanglant.

Ensuite parce que l'économie israélienne dépend directement de celle des pays impérialistes. Toute crise grave du système impérialiste se traduirait par une détérioration de l'économie israélienne et sans doute par un regain de l'antisémitisme.

Ainsi, au moment même où, selon les théories sionistes, l'Etat juif devrait faire face à sa « mission historique », l'accueil des juifs chassés par le racisme, il en serait absolument incapable.

Enfin parce que les dirigeants sionistes n'ont jamais pensé sérieusement à accueillir tous les juifs du monde. Le pays, économiquement assez pauvre, sera bien incapable d'intégrer 12 millions d'habitants supplémentaires. De plus, les communautés juives dispersées de par le monde aident, grâce à leurs dons, de façon vitale, Israël. On se demande bien pourquoi les dirigeants sionistes souhaiteraient la disparition d'une telle manne. D'où la boutade : « Un sioniste est un homme qui donne de l'argent à un deuxième pour envoyer un troisième en Israël ».

le point de vue des marxistes

Contrairement aux sionistes, les marxistes n'ont jamais considéré que le problème juif pouvait se résoudre indépendamment des autres questions posées à l'humanité par le pourrissement du capitalisme. Et l'histoire leur a donné raison. Car si Israël n'a rien résolu pour les juifs de Palestine, il n'a aussi rigoureusement rien changé à la situation des 12 millions de juifs de la Diaspora (c'est-à-dire de l'extérieur) qui, du jour au lendemain, peuvent à nouveau être victimes de l'antisémitisme.

La crise que traverse aujourd'hui l'humanité est une crise sanglante. Les 6 millions de juifs des camps de la mort sont à porter au bilan du monde impérialiste en pleine putréfaction, au côté des 50 autres millions de victimes de la seconde guerre mondiale et de tous ceux qui, depuis 1945, ont péri dans les guerres coloniales, les bombardements, les insurrections ou les génocides, etc.

La résolution du problème juif n'est pas, ne peut pas être indépendante de celle des autres problèmes majeurs qui agitent la planète.

C'est ce que Trotsky résumait ainsi le 18 janvier 1937 dans une interview accordée à un journal de Mexico :

« Mais les faits de chaque jour nous démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les juifs et les arabes en Palestine prend un caractère de plus en plus menaçant. Je ne crois aucunement que la question juive puisse être résolue dans les cadres du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

« Et comment, me demandez-vous, le socialisme pourrait-il venir à bout de cette question ? Là-dessus, je ne puis qu'émettre des hypothèses. Le socialisme devenu maître de notre planète ou au moins de ses parties les plus importantes aura des ressources inimaginables dans tous les domaines... Les juifs disséminés qui voudront se rassembler dans la même communauté trouveront une place suffisamment vaste et riche sous le soleil. La même possibilité s'ouvrira pour les Arabes, comme pour les autres nations éparpillées... Œuvrer pour le socialisme international signifie aussi œuvrer pour la solution à la question juive. »

Et 33 ans plus tard, ces lignes n'ont pas vieilli.

J. L.

revue de la presse d'extrême-gauche

ETATS-UNIS

i.s.
international socialist
No. 15 January 1970
.20 East Coast, .35 West

Nous avons pensé intéressant pour nos lecteurs de reproduire des passages d'une polémique qui se déroule actuellement entre ces camarades et ceux YSA/SWP (IVe Internationale) sur la nature et le rôle du Mouvement contre la Guerre aux USA. Cette semaine, nous citons quelques passages du numéro de février d'International Socialism. La semaine prochaine nous en ferons de même du « Militant », l'hebdomadaire du SWP.

Le Mouvement contre la guerre, qui est né, à l'origine, de l'indignation se trouve maintenant à un tournant critique. Après toutes les grandes manifestations de masse, la guerre continue. Au même moment, les sentiments pacifistes grandissent dans le pays.

(...) Il y a de plus en plus de gens, en particulier dans la classe ouvrière qui, même s'ils ne s'opposent pas ouvertement à la guerre elle-même, réagissent en luttant, à l'attaque contre leur niveau de vie qui a été considérablement aggravé par la guerre.

Un mouvement centré sur la seule lutte contre la guerre ne peut attirer que la petite bourgeoisie. Or, cette classe ne peut agir indépendamment sur un programme cohérent (...). Elle n'a qu'une alternative pour obtenir des résultats: compter sur les politiciens libéraux ou essayer de s'unir à la classe ouvrière...

Nous pensons que la seule perspective réelle pour le mouvement contre la guerre est un programme conscient et un appel politique dirigés vers la classe ouvrière (...).

Les luttes et les organisations des ouvriers (même celles qui naissent pendant les grèves sauvages, etc.)... n'ont pas encore atteint la dimension d'une réponse politique aux problèmes de toute la société. C'est au mouvement contre la guerre, s'il veut contribuer à une telle transformation, de mettre en avant une explication de la détérioration constante de la qualité de la vie américaine en démontrant comment une lutte pour des salaires plus élevés, doit devenir, entre autres, une lutte pour le retrait immédiat des troupes US du Vietnam :

...Ce n'est qu'en avançant tout un programme de revendications ouvrières que nous pouvons réellement commencer à lier la vague massive de grèves qui commence maintenant avec la lutte pour le retrait immédiat des troupes. Si nous n'y parvenons pas, cela voudrait dire la désintégration du mouvement contre la guerre dans le Parti Démocrate...

ITALIE

PROLETARI DI TUTTI I PAESI UNITEVI
nuova unità

Organe central du Parti Communiste d'Italie (Marxiste-Léniniste). Hebdomadaire, 10 mars 1970.

L'Unità **étant l'organe du P.C. italien, ce titre** Nouvelle Unità **n'est pas sans rappeler** l'Humanité Nouvelle.

Dans un article intitulé « la réalité démasquera les révisionnistes », nous trouvons un jugement sur la situation de la classe ouvrière italienne au sortir de « l'automne chaud » :

L'augmentation des prix continue à un rythme croissant. On en est déjà presque à 8 % de plus que l'an passé. Ce sont surtout les produits de première nécessité qui augmentent : à Rome, le pain a augmenté de 30 lires le kilo.

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Cela signifie que les patrons sont en train de récupérer rapidement les « augmentations » concédées avec les récents contrats, cela signifie que pendant que la marée des prix monte, le travailleur reste enchaîné au contrat, et devrait le rester pour trois ans.

Telle est la « victoire » proclamée par les C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. (équivalents italiens de la C.G.T., C.F.D.T., F.O., N.D.L.R.), *telle est la « victoire » dont les dirigeants du P.C.I. et du P.S.I.U.P. se sont tant vantés.*

La vérité est que, de ces messieurs les bureaucrates révisionnistes, bonzes syndicaux, qui se donnent pour les défenseurs des intérêts des travailleurs, il ne faut s'attendre qu'à des tromperies. A travers eux, les patrons ont fait passer les contrats qui lient les mains aux travailleurs et laissent les mains libres au capitalisme. A travers eux, les patrons cherchent à s'assurer la « tranquillité » qui leur est nécessaire pour poursuivre la programmation capitaliste, la programmation de comment mieux sucer le sang des travailleurs.

En même temps, des milliers et des milliers de travailleurs, inculpés durant les récentes luttes, attendent d'être jugés, et même sur cela, les partis parlementaires spéculent, faisant un sale commerce de l' « amnistie », la carotte classique après le bâton, dans leurs consultations gouvernementales.

Dans les usines, les cadences de travail deviennent toujours plus massacrantes, le nombre des licenciements augmente ; dans les campagnes, l'exploitation se fait toujours plus pesante, et l'on cherche à rayer des tables de grandes masses de milliers de « braccianti » (ouvriers agricoles) ; des milliers de travailleurs sont contraints à quitter leur famille, et, pour se procurer un morceau de pain, à aller vers une exploitation encore plus grande dans un pays étranger. Face à tout cela, l'Unità *révisionniste placarde en première page, en lettres capitales sa proposition de « gouvernement orienté à gauche », comme si cela pouvait tout résoudre.*

Ce n'est pas seulement du crétinisme parlementaire : c'est de la trahison.

FRANCE

la cause du peuple

13 mars 1970

Ce journal, directement victime des atteintes aux libertés de presse, son directeur vient d'être arrêté, prend position dans une double page sous le titre « C'est l'heure des « partisans » où il expose la conception et les méthodes de lutte de la Gauche Prolétarienne.

Son éditorial analyse ainsi la situation actuelle :

L'univers de papa éclate. Les cantonales, ça fait doucement rigoler les gens. Même ceux qui vont voter, histoire de prendre l'air. Seuls, avec les patrons et leurs créatures, les permanents syndico-politicards essaient d'y faire croire et s'accrochent au vieux monde qui bascule ; ce vieux monde à qui ils doivent leurs boutons de manchettes. Le monde ouvrier les a jugés dans leurs actes de collaboration de classe dont le camouflage ne sera bientôt plus qu'une misérable loque, il n'attendra plus les sempiternels rendez-vous d'automne où l'on sème des fleurs sur la banquise.

A présent, dans beaucoup d'usines, les travailleurs ne laissent plus les syndicats s'arroger le droit de les représenter et les rouler auprès de la direction. Chaque jour, ils le prouvent par la lutte directe. Que ce soit comme au Mans où un patron, particulièrement pingre, est peint au mercurochrome et décoré d'une pancarte qui porte l'inscription « Je paie mes ouvriers 600 F par mois » ou à Hénin-Liétard qui, après l'assassinat de seize mineurs, voit un incendie éclater dans les bureaux de reconversion des mines.

Cette pratique nouvelle permet aux ouvriers de rompre avec le légalisme hypocrite fabriqué par le capitalisme pour son seul intérêt. Cette lutte directe est l'école de la guerre d'anéantissement de la bourgeoisie.

L'HUMANITÉ rouge

11 mars 1970

Ce journal est consacré en grande partie aux problèmes des révolutionnaires face à l'appareil policier et judiciaire. Après avoir rappelé que la Cour de Sûreté de l'Etat refuse encore la liberté provisoire à cinq militants emprisonnés depuis le 18 février, le journal rappelle les principes du comportement des révolutionnaires face à la justice bourgeoise.

Par ailleurs, bien que semblant accepter pour l'essentiel le clivage défini par Vive la Révolution, **il se démarque néanmoins des méthodes et des perspectives de la Gauche Prolétarienne dans un important article où il dit notamment :**

Nous réprouvons, comme Lénine, comme Mao-Tsé-Toung, le gauchisme aventuriste qui s'associe souvent à l'opportunisme de droite, nous réprouvons les actes individuels ou de commandos, non seulement coupés des masses, mais de nature à soulever la réprobation des masses, la confusion dans leurs rangs. Pour nous, le véritable militant révolutionnaire doit être au milieu du peuple comme un « poisson dans l'eau ».

En ce sens, nous désapprouvons la tentative d'incendier les Grands Moulins de Corbeil, que les masses populaires ne comprennent pas et condamnent. Mais nous affirmons que les premiers responsables de tels actes sont premièrement la bourgeoisie capitaliste dont la société décadente et pourrie accule de jeunes étudiants et travailleurs à une révolte légitime qui s'exprime malheureusement de manière spontanée et nullement révolutionnaire ; deuxièmement, les dirigeants révisionnistes qui, par leur trahison des enseignements du mouvement révolutionnaire et leur collusion avec la bourgeoisie monopoliste, ont créé temporairement un vide idéologique et politique immense, favorisant la résurgence des vieilles théories non prolétariennes, comme l'anarchisme et le trotskysme (Lénine : « L'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier »).

VIVE LA REVOLUTION

Mars 70

Ce journal revient sur les événements de Nanterre et le clivage que ces événements ont entraîné parmi les groupes révolutionnaires. La distinction qu'il fait entre gauchistes « légaux » et les autres semble repris, peu ou prou, par l'ensemble de la presse maoïste.

Les événements de Nanterre ont précipité les démarcations au sein du mouvement. En refaisant Charlety-bis à Nanterre, les groupes P.S.U., A.J.S., Rouge, convention des institutions républicaines, étudiants socialistes et le bureau de l'U.N.E.F., vendeur au plus offrant comme d'habitude, ont donné des gages de réalisme et de « responsabilité » à toutes les forces réactionnaires et des leçons par la négative aux révolutionnaires conséquents.

Le bloc gauchiste légal se présente à la bourgeoisie, au révisionnisme du P. « C. » F en donnant des garanties tactiques et en précisant sa stratégie. Il est venu récupérer, dévoyer puis participer à une manœuvre d'isolement de la gauche révolutionnaire.

Tactiquement, il a tenté d'effacer la politique de Nanterre, l'a dévoyée dans une pleurnicherie contre la répression ; il a interverti le blanc et le noir, évacuant ce qui fait le plus peur à la bourgeoisie : la liaison avec les masses au sein et en dehors de la faculté, pour réduire la lutte à son contenu purement universitaire. Il masque la signification pratique de la victoire de Nanterre sur le terrain, nie son importance pour la préparation prolongée de l'insurrection armée et met l'accent de façon unilatérale sur la sauvagerie policière.

rouge
hebdomadaire d'action communiste

23 mars 1970

Ce journal qui consacre l'essentiel de ses pages centrales à l'étude et à la critique du mouvement de la Gauche Prolétarienne, revient dans son éditorial sur les mobiles de la répression :

Le régime a peur. L'alliance qui s'est nouée autour de la politique universitaire demeure précaire, à la merci d'un échec ou d'une fausse manœuvre. Le tapis vert où le mouvement ouvrier est censé perdre son indépendance pour quelques contrats de progrès menace de se déchirer sur un front de grève en gestation. Le rétablissement économique est trop aléatoire pour que Giscard puisse se permettre de plastronner.

Rentré dans le giron atlantique, réconforté par Nixon, Pompidou est engagé dans une course à l'ordre. Aujourd'hui prospérité économique, paix sociale et stabilité politique passent plus que jamais par la soumission du prolétariat. La classe ouvrière, combative mais dépourvue de perspectives politiques, reste méfiante ; convaincue par l'expérience de Mai qu'elle ne remportera de victoire durable qu'avec le renversement du pouvoir, elle est prête à défendre ses conditions de vie et de travail, non à se risquer dans l'affrontement au finish.

Tant qu'aucune force politique capable de dénouer la situation ne se dessine à l'horizon de la lutte des classes, la bourgeoisie sait pouvoir jouir d'un répit relatif. Mais dès qu'une telle force semble prendre corps, le pouvoir est résolu à réagir à la mesure de sa peur.

Les contrats de progrès :

une signature pour engager les syndicats à l'inaction

L'article ci-dessous a été rédigé par la commission syndicale formée au sein de la rédaction de Lutte Ouvrière *par des camarades plus particulièrement qualifiés sur les questions syndicales.*

Cette commission répond régulièrement dans ces colonnes aux problèmes qui se posent aux militants révolutionnaires dans leur activité syndicale (tactique à l'intérieur des syndicats, utilisation de la légalité, etc.).

En arrivant au pouvoir, M. Chaban-Delmas a voulu tenter d'inaugurer une nouvelle politique « sociale » par la mise en place de « contrats de progrès ».

Un tel contrat a été proposé en premier lieu aux syndicats représentant les travailleurs de l'E.D.F. Tous ont signé, sauf la C.G.T., qui a organisé un référendum dans lequel la majorité des travailleurs de l'E.D.F. se sont prononcés contre ce contrat.

La CGT a refusé de signer ce contrat parce qu'il comporte des clauses restrictives concernant le droit de grève. Sur ce point précis, nous ne pouvons qu'approuver l'attitude de la CGT.

Les contrats de progrès ne changent en rien leur sort.

Mais qu'en est-il exactement des contrats de progrès ? Le but avoué du Gouvernement Chaban-Delmas, c'est de limiter les conflits sociaux et de leur substituer une politique contractuelle entre représentants ouvriers et patronaux et l'Etat. En fait, cette politique de contrats de progrès est une formule nouvelle pour reprendre la vieille idée « d'association capital-travail ». Le gouvernement qui a de nombreuses difficultés avec toutes les catégories sociales, voudrait associer les différentes catégories et classes sociales à sa politique qui est celle du grand capital. Son objectif est simple : il est le représentant de toutes ces catégories sociales et il veut leur faire admettre son plan. Il est le représentant du capital mais il veut apparaître comme le représentant de toutes les catégories sociales et laisser croire que toutes les options qu'il prend tiennent compte des intérêts de tous. En tant que gestionnaire de l'Etat, appareil exécutif de la bourgeoisie, son rôle est de tenter d'harmoniser les rapports entre les différentes classes, pour éviter les conflits et maintenir la domination de la bourgeoisie.

Il apparaît ainsi comme l'arbitre de la situation qui, tenant compte des difficultés de chaque couche sociale, ne peut les satisfaire toutes au nom de l'intérêt général.

A ce petit jeu, on constate que les travailleurs salariés ne sont pas satisfaits, que les paysans ne le sont pas non plus, de même que les petits commerçants et les artisans.

Comment neutraliser les organisations syndicales à bon prix ?

Mais voyez-vous, l'Etat ne peut pas accorder à tout le monde ce qu'il demande, car il y a aussi les capitalistes qui réclament des subventions pour faire tourner leurs usines, des tarifs spéciaux pour transporter les marchandises, une aide financière pour les investissements, et les grands économistes de l'Etat bourgeois démontreront que cela est indispensable : les entreprises qui ne seraient pas aidées risquent de disparaître et de provoquer du chômage.

Le gouvernement a une politique claire : il s'agit que l'industrie capitaliste soit prospère, soit compétitive dans ce monde de brigands. Et cela implique bien entendu des sacrifices.

On voit tout de suite que les travailleurs n'ont aucun intérêt à souscrire à un tel programme qui est le programme classique de la bourgeoisie. Le rôle des organisations ouvrières n'est pas de souscrire à un tel programme, n'est pas de s'y associer dans le simple but de tirer, à l'intérieur de ce système de brigands, le maximum de petits avantages pour leur propre catégorie. Le rôle des organisations ouvrières, c'est de combattre ce système.

En voulant amener les organisations ouvrières à signer des contrats de progrès ou des accords, le gouvernement vise à les faire rentrer dans son jeu. Et toutes les organisations politiques et syndicales sautent à pieds joints sur les propositions gouvernementales, sous prétexte que, dans certains cas, elles apportent une légère amélioration.

Pour F.O., il n'y a pas de problème : elle est pour une politique contractuelle. La CFDT, bien qu'avec des nuances, a la même position. M. Descamps a déclaré récemment à la radio qu'il ne voyait pas pourquoi il ne signerait pas des accords lorsque ces accords apportent des améliorations aux conditions de vie des travailleurs.

Quant à la C.G.T., elle défend également le même point de vue et est prête à signer des deux mains dès lors que les accords font « reculer le patronat sur des points importants ».

Bien des travailleurs eux-mêmes ne comprennent pas pourquoi on refuserait de signer un accord qui contient ne serait-ce que quelques améliorations : « c'est toujours bon a prendre » dit-on. Oui ! Mais cela est dangereux.

Si le gouvernement tient tant à voir leur signature au bas des contrats qu'ils proposent aux syndicats, c'est que par là-même, il sait qu'à défaut de les rendre solidaires de sa politique, il les entraîne sur son terrain.

Dans tous les projets d'accords qui ont été élaborés récemment, ce sont les patrons qui ont pris l'initiative de convoquer les syndicats. Ce sont eux qui leur ont fait des propositions à prendre ou à laisser avec le chantage : « si vous signez ce qu'on vous propose sera accordé, si vous refusez de signer, il n'y aura rien ».

Mais dans aucun cas on n'a vu les patrons engager la discussion sur les propositions des syndicats et, notamment, sur les revendications essentielles des travailleurs, à savoir, la réduction importante du temps de travail, l'échelle mobile des salaires, les libertés dans l'entreprise, l'avancement de l'âge de la retraite et tous les autres problèmes qui se posent au monde du travail.

Ainsi donc, les syndicats s'apprêtent à vendre les revendications ouvrières pour un plat de lentilles, et quoi qu'ils en disent, il leur sera beaucoup plus difficile d'engager une action pour ces revendications quand ils auront apposé leur signature au bas d'un contrat qui n'effleure même pas ces problèmes.

En fait, ils cèdent au chantage du patronat et du gouvernement parce qu'ils espèrent en tirer quelques petits avantages qui justifieront leur inaction sur les revendications essentielles. En signant les contrats de progrès, les syndicats, s'ils n'acceptent pas l'intégration organique a l'Etat, s'intègrent malgré tout à la politique du gouvernement et du patronat et, dans la pratique, renoncent à la lutte sociale contre cette politique du gouvernement et du patronat.

Commission syndicale
Lutte Ouvrière

un accord pour les mineurs

FAISANT suite à ceux de l'E.D.F. et de la S.N.C.F., la direction des Charbonnages a proposé un accord que la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. se sont empressées de signer. Que prévoit cet accord ? Il porte essentiellement sur des augmentations de salaires.

Les salaires de base sont majorés de 3 % au 1er avril et portés à 6 % au 1er octobre. La prime de résultat, elle, est majorée de 0,60 %. Une prime fixe de 50 F sera octroyée au 1er mars. De plus, une clause prévoit que si les prix augmentent de plus de 4 % en 1970, les salaires seront majorés en conséquence.

La CGT et et CFDT, elles, ont refusé de signer cet accord et ont eu raison. Car ce que lâche la direction est nettement insuffisant et ne comble pas le fossé qui s'était creusé entre nos salaires et l'augmentation effrenée des prix depuis 1968.

De plus, nombre de problèmes qui, pour nous, sont d'une importance capitale ne sont pas abordés. Ce sont ceux concernant la sécurité, les prix de tâche, et la garantie du salaire devant l'abandon de l'exploitation minière. Et ce ne sont pas les quelques miettes accordées par les Charbonnages qui nous les feront oublier.

(Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » de la Fosse - Dechy.)

le statut légal des travailleurs immigrés

LES débuts du capitalisme furent marqués par une circulation relativement libre des marchandises, des capitaux et même des individus. Mais la bourgeoisie, entrant dans sa période de décadence, mit un terme à tout cela. En 1914, c'en était fini de se promener à travers le monde, librement, sans contrôle, autorisation, limitation, etc. Chaque Etat avait institué douanes, passeports, visas d'entrées, visas de sorties, etc.

La révolution française de 1789 vit de nombreux étrangers y participer. Et si certains furent guillotinés, ce ne fut jamais à cause de leur qualité « d'étrangers », dans ce mouvement pourtant « national », s'il en fut.

Mais en ce domaine, le « progrès » bourgeois s'est traduit par un développement considérable de la xénophobie. C'est devenu une méthode de gouvernement de rechercher l'origine des crises sociales dans l'action de mauvais « étrangers », on l'a encore vu en mai 1968 et après.

Trois aspects du logement des travailleurs immigrés : le bidonville...

Pourtant au lendemain de la première guerre mondiale, la circulation de la main-d'œuvre se développa comme jamais encore. Vagues après vagues, des milliers d'hommes quittaient leur pays, soit pour des raisons politiques, soit pour aller chercher du travail là où il y en avait, ou encore pour tenter de faire fortune aux U.S.A.

Mais l'on vit rapidement, quelques années plus tard, ces mêmes Etats-Unis, construits et peuplés à l'aide d'immigrants, fermer leur porte aux nouveaux arrivants, chaque pays, touché à son tour par la crise et le chômage, en venir à limiter l'immigration. C'est ainsi qu'en ce domaine, une loi fut votée en France en 1932, qui est d'ailleurs toujours en vigueur.

En 1945, la situation était de nouveau toute différente et les travailleurs étrangers étaient donc les bienvenus. Cependant, loin de rendre plus libre la circulation des étrangers, le gouvernement d'alors imposa le respect de la réglementation toujours en vigueur. L'immigration des travailleurs étrangers est réglementée d'après les besoins du patronat, pour venir remédier aux pénuries de main d'œuvre et alimenter les branches d'industries les plus mal payées et les travaux les plus pénibles.

La loi du 2 novembre 1945 pose le principe que tout étranger arrivant pour travailler en France, doit posséder un contrat de travail visé par le ministère du Travail.

Un organisme : l'Office national de l'Immigration, créé en 1945 en liaison avec le ministère du Travail, est chargé de recruter, d'après les besoins, les travailleurs à l'étranger. Il tient compte des statistiques en besoin de main-dœuvre et reçoit les demandes des employeurs eux-mêmes.

Un travailleur arrivé en France par le canal de l'O.N.I. se voit attribuer une carte de séjour et une carte de travail, toutes deux obligatoires pour tout salarié étranger. Mais en fait, bien des travailleurs étrangers ne passent pas, au départ, par le canal de l'O.N.I. et se trouvent, de ce fait, dans une situation difficile.

Il existe trois sortes de cartes de séjour :
— la carte de résident temporaire (valable au maximum un an) ;
— la carte de résident ordinaire (renouvelable tous les trois ans et qui ne peut pas être retirée sans une mesure spéciale d'expulsion) ;
— la carte de résident privilégié (valable 10 ans).

Au bout de trois mois de séjour, les immigrés doivent obligatoirement avoir une carte de séjour car le passeport qui leur a éventuellement servi pour entrer en France ne suffit plus. Ceux qui sont venus officiellement en France obtiennent facilement une carte de résident temporaire, mais c'est là que commencent les difficultés pour tous ceux, et ils sont nombreux, qui sont venus illégalement. Car pour faire une demande, ils doivent présenter un contrat de travail. On les verra donc, coûte que coûte, chercher du travail (et devenir au besoin la proie de super-exploiteurs ravis de l'aubaine que constitue cette main-d'œuvre sans possibilité de recours légal). Mais, cercle vicieux, pour se faire embaucher, il faut avoir une carte de travail. Et ils n'ont plus qu'à se débrouiller par leurs propres moyens pour trouver un employeur qui accepte de leur signer une promesse d'embauche. Quand des mois après, ils auront enfin trouvé, ils pourront aller faire régulariser leur situation à l'O.N.I.

Les travailleurs algériens et les travailleurs d'Afrique noire.

Les travailleurs de l'ancienne communauté ont un peu moins de difficultés pour travailler en France. La réglementation est laissée à leur propre pays d'origine. En effet, depuis le 1-1-69, il faut aux Algériens une carte de l'Office National Algérien de la main-d'œuvre et un contrôle médical. En fait, les contingents « possibles » d'immigrés sont fixés chaque année par un accord des deux pays. Depuis le 28 décembre 1958, il est limité à 35.000 par an.

Quant aux travailleurs africains, il leur faut un contrat de travail, un certificat médical, un billet aller et retour (dans le cas très courant d'un séjour prévu pour moins de 3 mois), et une attestation d'un établissement bancaire de leur pays garantissant les frais de rapatriement au cas où ils ne pourraient pas l'assurer eux-mêmes).

Les travailleurs du Marché commun

Depuis la loi de 1968, les travailleurs du Marché commun sont les plus libres. Ils n'ont plus besoin d'une carte de travail. Il leur suffit d'un passeport et d'une carte de séjour qui s'obtient avec un contrat de travail également mais qui est valable pour 5 ans et qui ne spécifie pas une profession précise. Ceci leur permet un libre accès à tous les emplois, sauf dans la fonction publique bien entendu. Ils ont surtout l'avantage d'être comptés comme des travailleurs nationaux et ne peuvent se voir refuser le droit d'entrer en France sous prétexte que le nombre de travailleurs est en surnombre dans la profession où ils sont demandeurs. Ils peuvent donc échapper aux traditionnels emplois dans le bâtiment ou les travaux publics automatiquement offerts aux Algériens par exemple.

Mais, à l'exception des Italiens, les travailleurs du Marché commun restent une minorité à venir en France. Quitte à chercher du travail, d'autres pays leur en donnent à de meilleures conditions et avec de meilleurs salaires.

La discrimination légale

Une fois munis de leurs cartes et d'un emploi, le sort des immigrés devient un peu plus égal à celui des travailleurs français, au moins devant la loi. En principe, ils ont droit aux mêmes avantages sociaux (Sécurité sociale, chômage, Assédic, etc.).

Mais n'ayant aucun droit politique, ils se voient restreindre aussi leurs droits syndicaux. Ils peuvent librement adhérer à un syndicat, sans toutefois pouvoir y être chargés de l'administration et de la direction. Et leur participation aux élections professionnelles est limitée.

Aux élections des Comités d'entreprise, ils n'ont ni le droit de se présenter, ni même celui de voter.

Aux élections des délégués du personnel, ils ont le droit de voter mais ne peuvent se présenter. Seuls les résidents privilégiés sont éligibles.

En fait, il est bien possible que des jurisprudences en sens contraire interviennent en cette matière, principalement pour les Algériens qui, au nom des accords d'Evian, peuvent revendiquer les mêmes droits que les travailleurs français, et pour les travailleurs de la C.E.E. qui bénéficient, d'après la loi, « du droit d'éligibilité aux organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise », sans qu'il soit précisé si cela s'applique aux élections du C.E. comme aux élections des délégués.

Mais de toute manière, la lutte pour l'égalité complète de tous les droits politiques et syndicaux, pour les travailleurs de ce pays, quelle que soit leur nationalité, reste l'un des objectifs pour lesquels les révolutionnaires doivent déployer une propagande inlassable.

vivre... et mourir comme un chien

Gieza Sieman était un ouvrier hongrois en chômage. Sans travail, sans famille, sans argent. Mardi 24, il se rendait aux ASSEDIC de Nancy afin de toucher, enfin, son allocation chômage. Encore une fois, celle-ci lui fut refusée. Son dossier était incomplet. Acculé au désespoir, décidé à recevoir ce qui lui était dû, Sieman allait revenir, armé d'une carabine et après avoir essuyé un nouveau refus, blessa d'une balle le caissier.

Quelques heures plus tard, il allait être abattu d'une rafale de mitraillette au terme d'une fusillade au cours de laquelle un capitaine de police fut blessé mortellement.

Forcené ? Oui, on le devient lorsque, alors que l'on s'est vu supprimé la possibilité de travailler et par-là de vivre, on n'a comme lot quotidien, de bureaux d'embauche en bureaux de chômage, de couloirs de mairies en couloirs de préfectures, que rebuffades, brimades, tracasseries administratives, etc. Et ce calvaire est multiplié pour le chômeur immigré, méprisé, rejetté.

Bien sûr, le caissier des ASSEDIC n'était pas responsable, bien sûr, la solution ne viendra pas de tels actes de désespoir, mais que dire d'une Société qui, après avoir traité un travailleur comme un chien, l'abat comme un chien.

lutte ouvrière

organise

le mardi 14 avril à 20 h 30

dans la grande salle de la mutualité

24, rue Saint-Victor — Paris-Ve

une réunion publique sur le thème

les travailleurs immigrés partie intégrante de la classe ouvrière française

Des prolétaires de tous les pays...

LE problème des travailleurs immigrés en France n'est certes pas récent. Depuis un demi-siècle, la bourgeoisie encourage la venue d'une main-d'œuvre étrangère, originaire d'un certain nombre de pays différents, et qu'elle utilise comme bon lui semble, dans les secteurs de production où la nécessité s'en fait sentir.

Il faut situer les débuts d'une immigration importante en France pendant la période d'entre les deux guerres mondiales. Jusque-là, seuls quelques Belges et Luxembourgeois avaient traversé la frontière, trouvant de meilleurs salaires ou tout simplement du travail dans les mines. Mais la vague d'immigration principale entre les deux guerres fut constituée par les Polonais. Venus après signatures de contrats entre les deux gouvernements français et polonais, ce furent de véritables villages entiers qui émigrèrent et se « retransplantèrent » dans les mines, et en particulier dans le Nord : toute la communauté, femmes, enfants, curés avaient suivi les travailleurs.

A cette époque commence aussi l'immigration d'Italiens, de Yougoslaves, avec contrats signés par les gouvernements. Si l'on considère quelques statistiques, on voit que, alors qu'en 1911 les immigrés constituaient 2,8 % de la population totale, en 1930, ils représentaient déjà 7 % de cette population.

Les caractères de cette main-d'œuvre étaient déjà les mêmes qu'actuellement : ces travailleurs occupaient les postes dont les Français ne voulaient pas, vaquant aux emplois les plus sales ou les plus mal payés : travailleurs agricoles (nombreux Italiens), bâtiment, mines... De plus, en cas de crise (comme en 1929), une partie de cette main-d'œuvre devenue indésirable pouvait être renvoyée chez elle.

Mais, au total, la bourgeoisie française avait besoin de cette main-d'œuvre : à cette époque, la France était en effet du point de vue démographique le pays qui connaissait l'accroissement naturel le plus faible de l'Europe : si l'on considère que la population s'était accrue de 2,7 millions d'individus entre 1921 et 1936, l'essentiel de cette augmentation était due aux immigrants : 1.850.000 personnes !

Après la Seconde Guerre mondiale, le phénomène allait prendre une plus grande importance encore, l'une des caractéristiques de cette période étant un manque chronique de main-d'œuvre quasi-permanent. Presque continue entre 1945 et 1968 (derniers chiffres connus), l'immigration n'a guère connu de ralentissement que dans les moments de récession économique (années 1950-1955 et ensuite 1959-1960). On peut actuellement estimer le nombre des travailleurs étrangers présents en France à plus de 3 millions de personnes.

Voici pour les principales nationalités, la répartition en 1968, d'après une statistique officielle de l'I.N.S.E.E. (Institut National de Statistiques) :

— Espagnols : 618.000.
— Italiens : 585.000.
— Algériens : 471.000.
— Portuguais : 303.000.
— Polonais : 131.000.

Viennent ensuite les Marocains (88.280), les Belges (66.740), les Tunisiens (60.000). Les différents pays européens (de la Yougoslavie au Luxembourg) fournissent des chiffres variant entre 2.000 et 40.000. Dans cette statistique, n'apparaissent ni les travailleurs noirs des pays de l'Afrique occidentale, que l'on pouvait évaluer à la même époque à plus de 80.000, ni les ressortissants des D.O.M. (80.000 selon le ministère, 200.000 selon les intéressés).

On voit que la composition qualitative, sur le plan des nationalités, de l'immigration a considérablement évolué au cours des années : les Polonais et les Italiens, majoritaires avant guerre, sont passés au second plan devant l'immigration espagnole et algérienne, et maintenant d'autres nationalités prennent de l'importance : Turcs, Yougoslaves, Marocains...

Cette mosaïque de nationalités, et donc de langues, ne simplifie pas les contatcs, entre les travailleurs immigrés eux-mêmes, et avec les ouvriers d'origine française. Pour les militants révolutionnaires qui veulent s'adresser à ces travailleurs, qui constituent la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière de ce pays, cela ne va pas, pour les mêmes raisons, sans difficultés.

Mais l'une des tâches de notre époque, c'est justement de travailler à faire de cet ensemble hétérogène par delà les différences de couleurs, de nationalités, de langues ou de religions, une seule classe ouvrière, animée par une même conscience.

Nicole BLETTRY.

...le « logement » sur place, à proximité de l'usine (ici Mézières, à Bourges)... Photo L.O.

un exemple des conditions de logements des travailleurs immigrés

AU foyer de Montparnasse (14, bd de Vaugirard, à Paris-15e), 319 travailleurs immigrés (en majorité algériens), sont logés dans des locaux qui sont prévus pour 200 personnes. Il n'y a pas de chambre individuelle, mais des dortoirs. On est logé par 6, par 10, par 16 et même par 25.

Pour se laver, aucune douche dans l'établissement. Depuis six mois environ, on a construit 30 lavabos dans le sous-sol... mais on a oublié d'installer l'électricité. Et nos camarades qui commencent tôt le matin, doivent se laver dans le noir. Bien entendu, l'eau est glacée. Aussi, certains viennent-ils faire leur toilette dans les cuisines où il y a de la lumière et où on peut faire chauffer de l'eau. Mais cela soulève des problèmes entre nous, car celui qui veut de l'eau pour son café, ne peut approcher du seul lavabo de la cuisine.

Depuis que le foyer existe, les peintures n'ont sans doute jamais été refaites et les murs des dortoirs et des cuisines sont dans un état de saleté repoussante.

Nous préparons nous-mêmes nos repas, dans deux salles réservées à cet effet. Ces cuisines contiennent une quarantaine de réchauds à gaz. Et le soir, il arrive que nous devions attendre, une heure, des fois plus, pour pouvoir approcher d'un réchaud. Pour manger le repas ainsi préparé, il nous faut traverser une cour pour nous rendre au réfectoire, aussi sale que les autres pièces. De plus, le toit est une verrière, et comme les carreaux cassés ne sont pas remplacés, nous avons le plaisir de recevoir de l'eau dans notre assiette lorsqu'il pleut. Les fenêtres disjointes ferment mal. Et comme là aussi, il n'y a qu'une quarantaine de places, c'est la course pour avoir une chaise.

Les garde-manger installés dans ce réfectoire ne servent à rien, car il fait trop chaud et on ne peut garder la moindre nourriture sans la retrouver avariée. Aussi sommes-nous obligés de descendre tout cela au sous-sol où il fait plus frais.

En ce qui concerne les sanitaires, trois w.-c. à réparer, ont été tout simplement fermés. Et pour laver, il y a quatre bacs au sous-sol, mais il faut le faire à l'eau froide.

Dans ce foyer, c'est pire qu'un pensionnat : interdiction de recevoir aucune visite, même pas de notre famille.

Au sous-sol, il existe une salle, dont nous voudrions faire une salle de cours pour les camarades qui désirent apprendre à lire et écrire. Pour le moment, elle sert de débarras...

LIBERTE SURVEILLEE

A plusieurs reprises, des étudiants gauchistes sont venus au foyer, discuter avec nous de tous ces problèmes. Mais cela n'a sans doute pas plu au gérant, car il nous a envoyé deux directeurs des Foyers de la Préfecture de la Seine qui nous ont menacé : « si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à chercher ailleurs ! », essayant de nous dresser contre les étudiants : « vous êtes des hommes, vous devriez virer ces « gauchistes ».

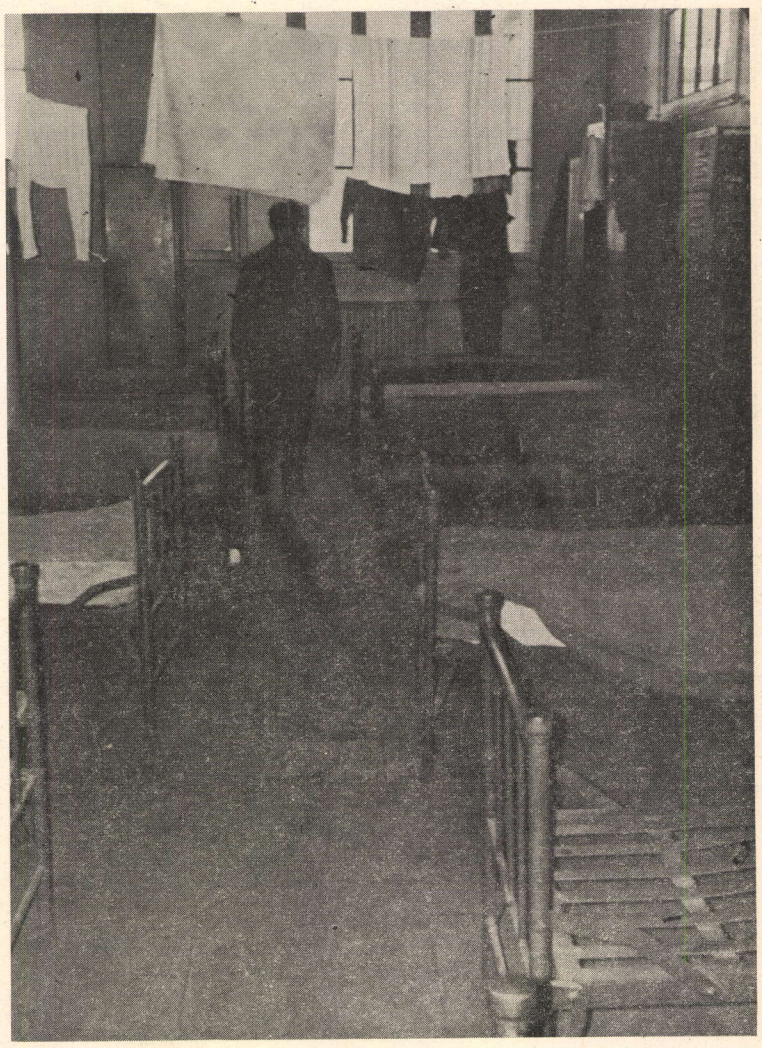
Un soir, les flics sont même rentrés à une centaine dans le foyer, tandis qu'une dizaine de cars stationnaient devant. De 21 h 30 à 23 h 30, ils ont contrôlé l'identité de chacun d'entre nous... cherchant soi-disant les étudiants... Finalement, ils embarquèrent trois camarades, sous prétexte que leurs papiers n'étaient pas en règle. Ils ne les relâchèrent qu'après le dernier métro.

Depuis, un car de police stationne en permanence jour et nuit devant le foyer.

Et nous sommes obligés de raccompagner les étudiants gauchistes qui viennent nous voir, car les flics sont tout prêts à les embarquer.

Mais de plus en plus, les travailleurs du foyer sont conscients que s'ils veulent obtenir des améliorations dans le foyer, il leur faut s'organiser, et les inscriptions qui fleurissent sur les murs reflètent bien ce que pense un grand nombre d'entre nous : « Nous sommes des hommes et non des chiens. »

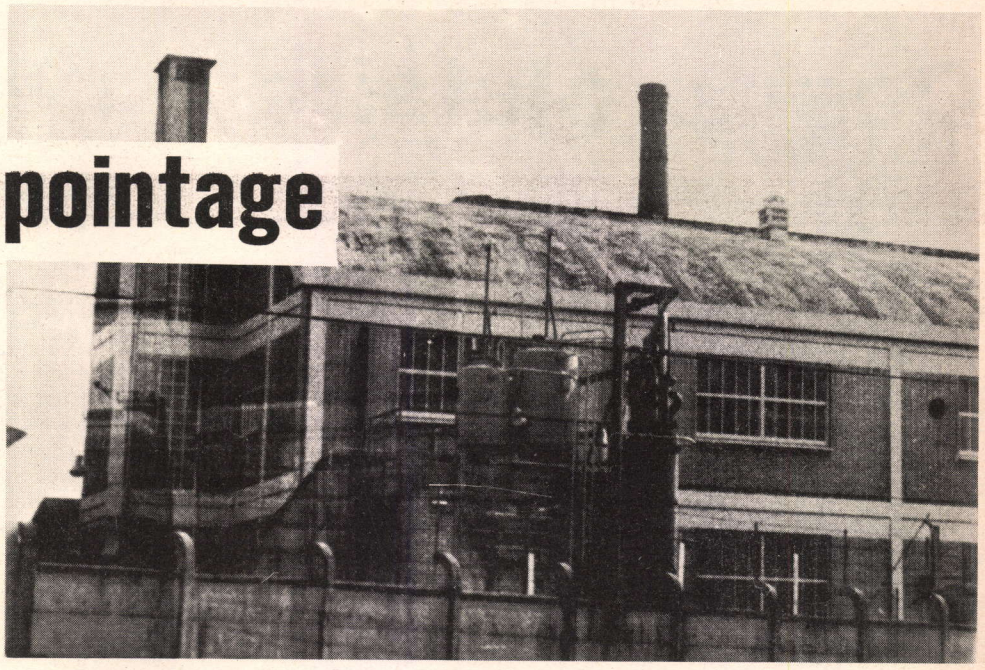
Correspondant L.O.



...le « foyer » (ici, celui de Montparnasse, objet de l'article ci-contre). Photo L.O.

CHEZ RHONE-POULENC (VITRY)

après la suppression du pointage

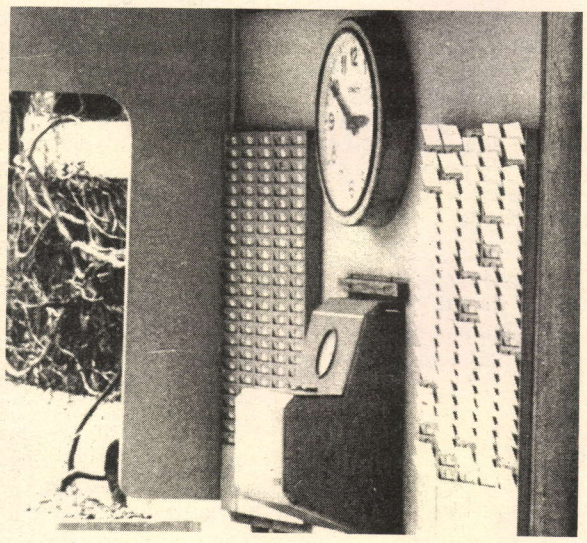


CHEZ Rhône-Poulenc, les ouvriers « pointaient », comme dans beaucoup d'autres entreprises, le matin, en partant pour déjeuner et en revenant, et le soir. Inutile de dire que ce système astreignant était assez mal supporté.

Les mensuels — qui chez R.P. forment pratiquement la moitié du personnel — bénéficiaient, eux, d'un autre système : on passait dans les labos voir s'ils étaient là ou pas.

Bien sûr, s'ils arrivaient en retard, les gardiens les arrêtaient à la porte de l'usine et leur demandaient leur nom !

La direction décida, soi-disant pour pouvoir vérifier nominalement si chaque travailleur était dans l'usine ou pas (si la femme d'un chimiste téléphone un soir pour nous dire que son mari n'est pas rentré et nous demander s'il est encore dans l'usine, nous n'avons aucun moyen de vérifier !) d'instaurer un nouveau système de contrôle pour tous.



C'en était fini de la pointeuse ! Elle était remplacée par un système de cartes à onglets qui devaient être déplacées par les travailleurs à leur arrivée et à leur départ, et relevées dans chaque service.

Les réactions dans l'usine furent diverses : les ouvriers n'étaient pas mécontents, mais craignaient que la direction ne leur « sucre » un avantage qu'ils avaient toujours eu : celui de pointer pour l'heure juste à la porte de l'usine, et de pouvoir s'habiller sur le temps de travail avant d'arriver dans leur service. Et beaucoup ne se gênaient pas pour dire qu'ils boycotteraient le système dans le cas où la direction voudrait en profiter pour resserrer la discipline.

Les mensuels, eux, étaient franchement hostiles : c'était pour eux la mise en place d'une brimade supplémentaire, avec aussi le net sentiment que la direction allait en profiter pour exiger, en relevant les cartes, qu'ils soient à l'heure juste dans leur service, en tenue de travail, et non à la porte de l'usine comme c'était la pratique.

La direction ayant installé les nouveaux panneaux pour faire faire des « essais à blanc », quelques secteurs, pour bien marquer leur hostilité, en profitèrent pour « s'amuser » et changer de place toutes les cartes !

En fin de compte, devant l'hostilité non déguisée du personnel, la direction décida de supprimer purement et simplement cette nouvelle forme de pointage sans revenir à l'ancienne formule pour les ouvriers.

Coût de l'opération : plus de six millions !

On nous a pourtant fait savoir que nos cartes serviraient maintenant de carte d'identité Rhône-Poulenc (elles ne portent pas de photos, mais ça ne fait rien !) ; histoire de dire que la direction ne fait pas de gâchis !

la chiourme

Dans le bâtiment

LEÇON A UN CHEFAILLON

Il y a une dizaine de jours. sur le chantier de Durtol, le chef ordonna à un de nos camarades de monter des panneaux sans lui donner aucune explication sur la façon de faire le travail. Ce dernier n'ayant pas compris ce que voulait le chef, lui demanda des explications. Au lieu de les lui fournir, le chef se mit en colère et, s'adressant à lui et à ses camarades travaillant avec lui, les traita de « fils de P... » et leur déclara qu'ils feraient mieux d'aller se coucher.

Le prenant au mot, nos camarades quittèrent le chantier immédiatement.

Si chaque fois qu'un chef nous manque de respect, il se heurtait à l'hostilité de tout le chantier avec arrêt de travail, il serait forcé d'employer un autre ton avec les travailleurs, et la réaction de nos camarades est un avertissement à tous ces chefaillons qui se croient tout permis avec les travailleurs.

Extrait du bulletin L.O. - Bâtiment
Clermont-Ferrand

A la Thomson

UN CHEF QUI NE BRILLE PAS PAR L'ESPRIT

A G1 la baisse des charges de travail s'est encore traduite par une purge. Un AT2 a été muté contre son gré. Son chef de service lui a fait passer un véritable interrogatoire. Il était d'une curiosité difficile à satisfaire. Il voulait savoir par exemple pourquoi, d'après lui, notre camarade manquait d'ambition, à quoi il pensait, etc... le tout pour lui signifier qu'il devait travailler ailleurs que dans les services techniques car, voyez-vous, notre camarade manquerait d'esprit de synthèse. Que ne va-t-on pas demander à un AT2 à notre époque ?

Il est par ailleurs remarquable que le chef direct de notre camarade ne s'est jamais plaint de son travail.

Certains chefaillons se servent des petits pouvoirs que la Direction leur donne pour se livrer à des actes arbitraires. Le plus triste c'est qu'ils pensent agir pour notre bien ! Ils ont une manière de vous humilier, de vous exaspérer et de vous demander de leur dire merci qui n'est pas piquée des vers.

Que des chefs croient à leur sacerdoce à la Thomson c'est leur droit ; mais ils auraient tort d'oublier qu'ils sont logés à la même enseigne que nous. Les chefs sont des salariés comme nous. En nous cherchant des noises ils ne gagneront ni l'estime de la Direction ni la nôtre !

Extrait du bulletin L.O. de Thomson

Chez Peugeot

LA MAITRISE FAIT LA COURSE CONTRE LA MONTRE

En Tôlerie Sud, 204/304, la maîtrise court dans tous les coins !...

Ici, elle monte sur un transbordeur pour accélérer, là, elle retrousse les manches — pour un instant — afin de boucher un trou.

Quelques-uns vont plus loin dans leur « rôle ».

Exemple : Tournée B., à l'accrochage des blocs avant, un ouvrier veut profiter d'un arrêt pour aller aux w.c. ; un chef d'équipe sort une montre de sa poche et moucharde au contremaître. Réaction de celui-ci : « Je te supprime un dépannage. »

— Tournée A : début de chaîne reprise, un ouvrier qui avait du mal à arriver (poste très chargé), s'entend dire par un blanc-bec nouveau promu : « Si tu n'y arrives pas, c'est une question de mauvaise volonté. »

Les ouvriers de ce secteur vont-ils accepter tout cela sans réagir ? Cela n'est pas sûr... et on annonce courant mars une nouvelle augmentation de production !...

Extrait du bulletin L.O Peugeot-Sud

A Westinghouse

ON S'EST BIEN MARRE !

Vendredi dernier à la tôlerie, nous avons pu voir « le marchand de vache », son supérieur hiérarchique ainsi que la maîtrise de la tôlerie mettre les mains à la pâte. Il faut dire qu'il y avait un ingénieur qui était là pour contrôler les soudures.

Alors on a pu voir ces messieurs en train de pousser les bidons. Pour une fois, les rôles étaient renversés puisque c'était non pas la maîtrise qui surveillait mais les grévistes. Et le spectacle valait le coup d'œil car le moins que l'on puisse dire c'est que ces messieurs ne sont pas très doués.

Et ils ont vraiment bonne mine après cela de venir nous engueuler quand on fait mal le travail.

(Extrait du bulletin L.O. - Westhinghouse)

A la C.I.T.

LE CHEF ET LA POUBELLE

Récemment, les camarades de l'implantation machines ont pu apprécier que leur contremaître, non content d'être un triste larbin au service de la Direction, est en plus de ça, un mal-appris qui aurait bien besoin qu'on refasse son éducation avec des méthodes appropriées.

En effet, c'est sur sa demande personnelle que les camarades de ce service avaient rédigé une feuille de revendications.

Ce sinistre garde-chiourme n'a rien trouvé de mieux que de jeter un bref coup d'œil sur la feuille et de flanquer celle-ci à la poubelle sous les yeux de plusieurs camarades.

Ceci se passe de commentaires. Aux machines, on a été soufflé d'une telle grossièreté.

Mais gare à ce mal embouché. Une fois, c'est déjà une fois de trop.

Car pour la prochaine, il se pourrait bien, s'il recommence, qu'on le coiffe avec la poubelle pour être sûr qu'il a bien le papier devant les yeux.

(Extrait du bulletin L.O. - C.IT.)

A la Polymécanique

AU PILORI

La semaine dernière, les syndicats de la Poly ont organisé des assemblées dans les ateliers après le repas et dans les vestiaires pour les équipes. Nous y sommes allés nombreux discuter des problèmes nous concernant tous. Cela n'a pas eu l'air du goût de tout le monde de voir que nous nous intéressions un peu à nos affaires et que nous ne nous contentions pas de venir à l'usine pour nous faire exploiter. Initiatives individuelles ou consignes de la Direction ? toujours est-il qu'il s'est trouvé quelques chefs pour vouloir dans certains ateliers, faire remettre tout le monde au travail dès le coup de sonnette. Leurs coups de gueule d'ailleurs bien inutiles d'un certain point de vue, la réunion étant terminée à chaque fois, étaient sans doute destinés à montrer que les ouvriers étaient là pour obéir. Mais ce n'est pas cela qui nous empêchera de discuter entre nous, de nous concerter, ni même de recommencer à nous réunir. Toutes les « gueules de vaches » seront impuissantes à cela. Sans doute ces gens-là craignent qu'à force de nous concerter entre travailleurs, nous finissions par créer une situation où il faudra que ce soit eux qui obéissent.

Extrait du bulletin L.O. Polymécanique

A la B.N.P.

LE MATAMORE

A la découpe (courrier), chaque fin de mois, nous sommes débordés de travail, au point que les décomptes se promènent dans tous les coins. Pour nous faire accepter ce surcroît de travail, la direction pense avoir trouvé le système miracle.

Deux gradés sont chargés de notre « encadrement ». L'un pour les jours normaux, l'autre pour les jours de débordement. Il est chargé de nous apprendre à produire dans la joie, se met à la tâche, manches retroussées, va plus vite que la machine, houspille tout le monde, s'agite dans tous les sens... Il faut dire qu'il en a pour quelques jours seulement dans le mois, le reste du temps, eh bien, il se repose dans son bureau de tout son bel effort !

Nous serions, nous aussi, disposés à faire SA paie, en travaillant comme lui quelques jours par mois...

(Extrait du bulletin L.O. - B.N.P.)

CHEZ CASE (Vierzon)

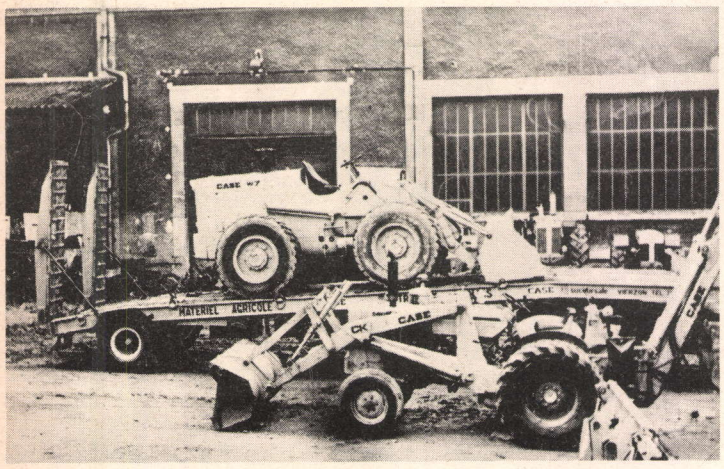
grève contre les cadences

UNE grève de trois jours s'est déroulée à CASE (matériel agricole et travaux publics) dans l'atelier soudure où travaillent une trentaine d'ouvriers.

CAUSES DE LA GREVE :

La direction a décidé de mettre sur certains postes une nouvelle technique de soudure (M.I.G.) alors que jusque là, la soudure se faisait avec électrodes.

La mise en place de cette nouvelle méthode entraîna une diminution des temps et donc une augmentation des cadences allant de 30 à 50 % selon les pièces.



En plus, cette nouvelle technique est plus pénible, la chaleur dégagée plus importante et les rayons émis plus dangereux (sans l'utilisation d'un tablier de cuir, les soudeurs deviendraient stériles).

Bien sûr, la direction a attribué une prime de poste de 25 centimes par heure, mais les cadences ayant augmenté, nous n'arrivons plus à faire de boni et le salaire horaire est le même ou presque qu'avant. Pour la fatigue, il n'en est pas de même et certains camarades, pour faire leur boni, en arrivaient à prendre sur leur temps de repos et de casse-croûte ce qui les conduisait à se ruiner la santé pour un gain bien maigre de salaire.

Dans la 2e quinzaine de février, le chronométrage fut 3 fois contesté par les compagnons qui faisaient cette opération en même temps que le chrono (ceci est rendu possible par la longueur des opérations : grosses pièces et longs cordons de soudure).

Par trois fois, la direction refusa de revoir les temps. L'ambiance dans l'atelier monta et l'on attendait « la prochaine victime». Il n'y eut pas de prochaine victime puisque le mercredi 4 mars, l'atelier se mettait en grève.

LA GREVE :

Elle va durer jusqu'au lundi 9 au matin. La plupart des ouvriers en grève restant dans l'usine, cela permit de nombreuses discussions avec les autres camarades, ce qui permit de faire échouer les « informations » de la direction tentant de faire passer les soudeurs pour des gens ayant un salaire supérieur à la moyenne et donc ne devant pas se plaindre.

Cette intoxication prit au départ mais fut vite dissipée.

La C.G.T., le vendredi matin, sortit un tract expliquant pourquoi les soudeurs étaient en grève (donnant des exemples de diminutions de temps sur certaines pièces). Démontant les « vérités patronales » sur les salaires en donnant le salaire horaire des soudeurs (prime et boni compris), elle liait le problème de la grève des soudeurs à celui plus général du cahier de revendications qui va être discuté courant mars avec la direction.

La CFDT, elle, fut totalement absente et elle ne donna aucune information sur la grève ni ne prit aucune décision. Sa seule action fut le jeudi soir, de téléphoner à des camarades n'habitant pas Vierzon, pour les inviter à reprendre le travail le vendredi matin (son attitude est grandement expliquée par le fait que les chronos chez CASE sont presque tous CFDT et que le chrono directement incriminé dans le problème de la soudure est même délégué C.F.D.T.).

La direction, malgré son attitude autoritaire eut peur et cela se vit dans son empressement à convoquer les délégués du personnel et par son désir d'isoler à tout prix les soudeurs du reste de l'usine.

Le vendredi matin, les 2 délégués C.F.D.T. de la soudure reprenaient le travail et incitaient les ouvriers à en faire autant. La reprise se fit très lentement et ce n'est que le lundi 9 au matin que tout le monde travaillait sans grand enthousiasme mais en fait, pas démoralisé. Les soudeurs ont appris de cette lutte sur qui ils pouvaient compter pour un prochain mouvement qui n'est peut-être pas loin puisque les conditions de travail et de salaire se dégradent de jour en jour chez CASE.

SUD-AVIATION (Toulouse)

débrayages chez les dessinateurs

A Sud-Aviation - Toulouse, voilà déjà 3 semaines que les dessinateurs, à plus de 500 sur les trois usines (Saint-Martin-du-Touch, Blagnac et St-Eloi), débrayent quotidiennement une heure avant la sortie du soir, essentiellement pour protester contre le mode de répartition totalement arbitraire des augmentations. Ils réclament une uniformisation du prix du point dans leur profession et une revalorisation des salaires.

Le mouvement a démarré unanimement, mais sans grand enthousiasme et dans un esprit corporatiste assez prononcé, les dessinateurs étant nombreux (surtout les plus élevés dans la hiérarchie) à se faire des illusions sur les possibilités de « dialogue » avec la direction. Ils s'en sont d'ailleurs remis à un comité constitué de délégués syndicaux et « d'anciens », c'est-à-dire de ceux qui font le plus de cas du dialogue.

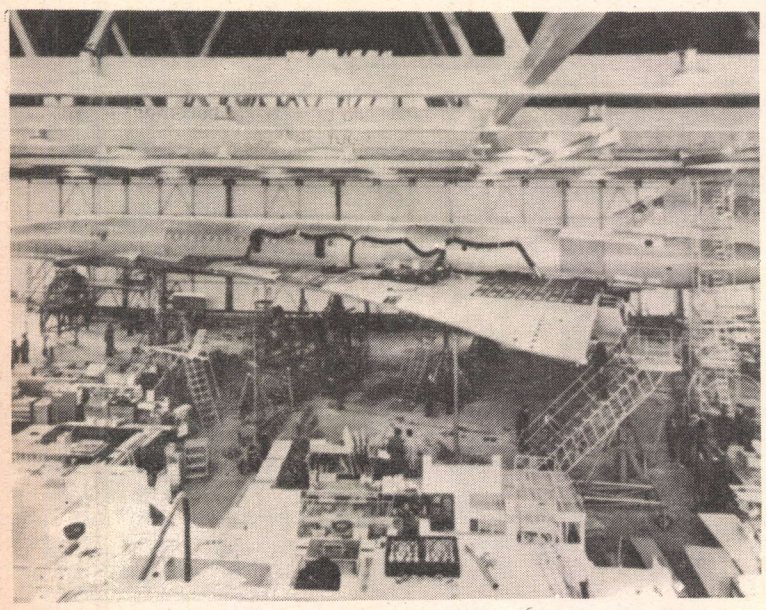
Mais peu à peu, au fil des jours, les illusions sont tombées sur la possibilité d'une « concertation ». Plusieurs fois, le comité a été éconduit avec de vagues pomesses, et la patience des dessinateurs a fini par se lasser. C'est le jeudi 12 mars que s'est produite la rupture.

A 15 heures, 350 à 400 dessinateurs sont sous les fenêtres du chef du personnel Bertholiot, pendant que le comité négocie avec lui. Pendant deux heures, ils vont occuper la rue en bloquant la circulation avec leurs voitures. Quand au bout des deux heures le comité descend leur annoncer que la direction refuse d'entendre leurs doléances, la moutarde leur monte au nez. Malgré les demandes répétées de dispersion formulées par les délégués, les dessinateurs refusent, et on entend un peu partout « on reste jusqu'à ce qu'on ait satisfaction ». Et tout le monde reste là, attendant fermement que Dufour, le grand patron à Toulouse, vienne discuter lui-même avec le comité qui est remonté chez Bertholiot.

On voit enfin Dufour entrer dans l'usine en DS noire. Mais il n'est pas venu pour la discussion, simplement pour faire visiter l'usine a des personnalités étrangères. Les dessinateurs le sauront quand le comité redescendra dire qu'il n'est pas venu au bureau de Bertholiot. Coup de colère, et quand Dufour essaye de s'esquiver en douce, toujours en voiture, une vingtaine de dessinateurs se précipitent pour lui demander des comptes, en faisant un barrage devant la voiture. Quant à lui, mettant le comble à leur colère, il appuie sur le champignon et fonce dans le tas ! Plusieurs travailleurs manquent d'être renversés.

Dufour s'en est tiré, mais pas sa voiture sur laquelle chacun a déversé sa rage à coups de poings et de pieds, en traitant Dufour de tous les noms. Certains parlaient même ensuite d'aller chercher « cette salope » chez lui...

Après cet incident de taille, qui a beaucoup fait discuter, il n'y a plus guère de dessinateurs à se faire des illusions sur la bonne volonté de la direction.



les artisans du « Concorde » Photo U.P.I.

grèves aux fonderies de Mazières (Bourges)

L'INSTITUTION d'échelons inter-catégories, préparée par la direction depuis plus de trois mois nous réservait une amère surprise. Le lundi 9, juste avant la sortie, l'atmosphère est chaude dans les vestiaires. En comparant nos feuilles de paye, nous nous apercevons que l'attribution des échelons s'est faite « à la tête du client ». Ces échelons vont être la goutte d'eau qui va faire déborder le vase car les raisons du mécontentement sont nombreuses, en particulier les bas salaires (un P1 à Mazière touche le même salaire qu'un OS 2 de la S.N.I.A.S.).

Mercredi 11, un débrayage d'avertissement de deux heures a donc lieu à l'appel de la C.G.T., seule section syndicale de l'usine. Il s'agit de soutenir les délégués qui vont présenter le cahier de revendications au patron. Alors que nous demandons principalement une augmentation de 0,50 F des salaires horaires et une augmentation de 2 F de la prime de repas décalés (elle est de 1,50 F actuellement), le patron propose une augmentation en pourcentage (sic) : 2 % au 1er avril et 1 % au 1er mai.

Le personnel réunit au réfectoire refuse ces propositions et décide de continuer la lutte, la majorité se prononçant pour des grèves de deux heures. Si la production n'est pas totalement arrêtée, la répartition de ces débrayages la réduit considérablement à la fusion donc dans toute l'usine, pendant une bonne partie de la journée.

A l'heure où nous écrivons, la direction reste sur ses positions et refuse de recevoir à nouveau les délégués. La grève reste cependant suivie à 95 % environ et les travailleurs décident eux-mêmes, au cours des réunions quotidiennes du personnel, des formes à donner au mouvement. Et s'ils en restent à une grève tournante, ils ont prouvé, en manifestant dans la cour de l'usine et dans les rues du quartier, qu'ils étaient décidés à tenir jusqu'à ce que la direction cède sur les deux revendications principales. Les carnets de commandes étant pleins pour les sept mois à venir, les travailleurs ont donc mis toutes les chances de succès de leur côté.

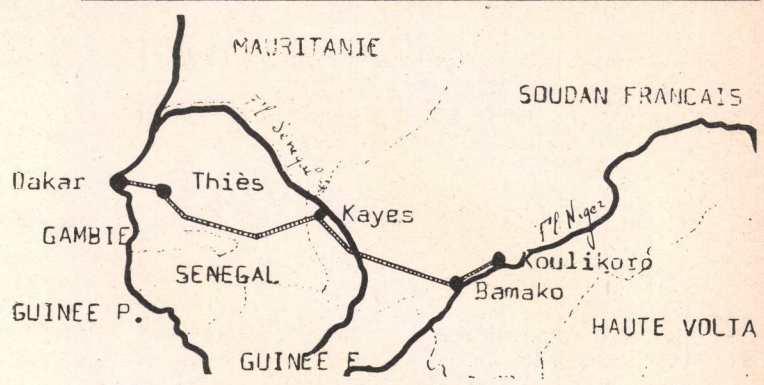
LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE

FEUILLETON



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XVII

Dakar : Le meeting

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

A Thiès, les négociations avec l'inspecteur du travail et l'administrateur Dejean ont été un échec total.

A l'initiative de Penda, les femmes de Thiès entreprennent une marche jusqu'à Dakar où doit se tenir un meeting. Mais la route est longue, il fait très chaud. Les femmes ont soif et sont fatiguées. Au fur et à mesure qu'elles approchent la tension monte. A l'entrée de Dakar, les troupes les attendent et ouvrent le feu. Mais les femmes ne reculent pas. Rien ne pourra les empêcher d'arriver au meeting.

■

LE retour de Daouda à Dakar, dès qu'il fut connu, provoqua un véritable attroupement sur la place de M'Both, devant la maison du syndicat. Tandis que les délégués se réunissaient pour entendre le compte-rendu de la rencontre de Thiès et de la rupture des pourparlers, la foule était houleuse ; on savait déjà que la réunion s'était terminée par un échec, les visages étaient durs, les poings fermés.

D'ailleurs, depuis plusieurs jours, l'atmosphère s'était alourdie dans toute la ville ; à la suite de l'incendie du bidonville et de l'attaque contre les spahis, les autorités avaient considérablement augmenté le service d'ordre : policiers, marins, gendarmes, tirailleurs, patrouillaient inlassablement dans les rues. Entre les bas quartiers indigènes et les avenues résidentielles ou commerçantes, on avait établi de véritables cordons de protection et, de part et d'autre, cette ségrégation créait un malaise.

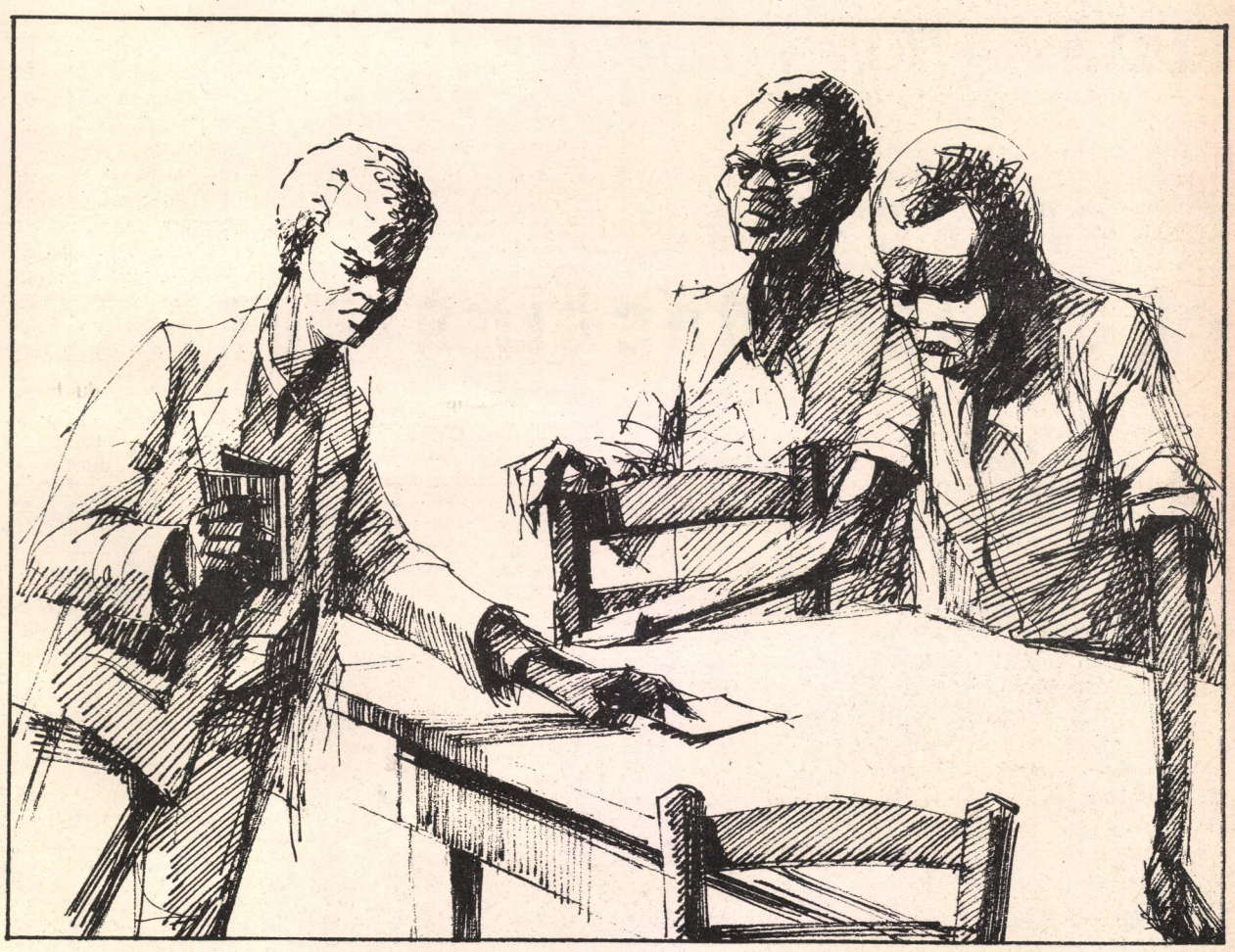
Pour les grévistes et leurs familles, la vie devenait de plus en plus difficile, les corps s'affaiblissaient, les visages se creusaient, mais cette épreuve devenait pour certains plus significative que les épreuves d'initiation du temps de leur adolescence.

Alioune avait réussi à persuader bon nombre d'hommes que les vieilles coutumes féodales n'étaient plus de mise. On voyait maintenant des maris, des fils, des pères même, partir à la corvée d'eau et revenir le soir dans les concessions poussant des barriques ou portant des bouteilles. Enfin les hommes avaient trouvé une autre occupation qui, en même temps qu'elle leur donnait quelque chose à faire, permettait de supporter la pénurie de vivres et donc de prolonger la grève. Ils allaient à l'océan retrouver les pêcheurs, et les poissons pris au filet ou à la madrague remplaçaient sur les foyers la viande disparue et le riz chichement distribué.

La maison du syndicat étaient devenue le centre de toutes les activités. On avait ajouté des bancs et des chaises ; par terre des peaux de mouton, des couvertures, des nattes aidaient à transformer les pièces en dortoirs et comme l'électricité avait été coupée, on travaillait le soir avec des lampes dont les mèches trempaient dans l'huile de palme, la graisse de poisson ou le beurre de karité.

Cependant, Alioune et ses camarades se heurtaient à d'autres difficultés, à d'autres dangers. Une campagne de démoralisation des grévistes et surtout de leurs femmes avait été entreprise par les « guides spirituels », les imans et les prêtres des différentes sectes. Après les prières il y avait un sermon dont le thème était toujours le même : « Nous ne sommes pas capables de créer le moindre objet utile, pas même une aiguille, et nous voulons nous heurter aux toubabs qui nous ont tout apporté ? C'est de la démence ! Vous feriez mieux de remercier Dieu de nous avoir apporté les toubabs qui adoucissent notre vie par leurs inventions et leurs bienfaits. »

Les imans, furieux de la résistance des ouvriers à leurs injonctions, se déchaînaient contre les délégués les chargeant de tous les péchés : l'athéisme, l'alcoolisme, la prostitution, la mortalité infantile ; ils prédisaient même que ces mécréants amèneraient la fin du monde...



Mais il y avait plus grave.

Alioune était allé tenter une démarche d'entraide auprès de Gaye, secrétaire des métallos et cégétiste. Il avait été mal reçu :

— Vous n'êtes pas de la C.G.T. Moi, je n'ai rien à foutre des gars du D.N. Vous voulez votre personnalité, vous l'avez. Nous, on ne fait pas de politique !

— Il y a quelque chose que tu ne comprends pas...

— Laisse-moi finir, Alioune, vous ne voulez pas recevoir de directives ? Eh bien, nous, nous ne marchons pas avec les diviseurs. Votre syndicat est autonome, qu'il le reste ! Mais ne venez pas pleurer après !

Alioune savait que Gaye n'avait qu'un geste à faire pour que les autres fédérations se joignent aux cheminots, mais il savait aussi qu'il ne ferait pas ce geste sans poser ses conditions.

La veille du jour où fut annoncée la prochaine arrivée des « marcheuses », comme on appelait maintenant les femmes de Thiès tout le long de la ligne, ce fut Gaye qui vint trouver Alioune au siège du comité de grève.

— Alors, dit-il, il paraît que les femmes seront là demain ou après-demain. Et cette médiation ?

— Tu sais bien, Gaye, que nous ne voulons pas de médiation. Le patron d'un côté, nous de l'autre, c'est tout. Pour le meeting même on pourra accepter « tes » médiateurs, mais il faut d'abord voir les autres fédérations.

— C'est ça ! Tu veux mettre tout le monde dans le bain pour en profiter tout seul ! Eh bien, ce n'est pas comme ça que ça se passe ! Les maçons, les gars du charbonnage, les employés de la Shell, les fonctionnaires, tous sont d'accord pour un meeting présidé par le Gouvernement Général, le député et le Sérigne N'Dakarou. Maintenant, à vous de décider.

Alioune se sentit joué, Gaye avait bien combiné son affaire.

— Bon, dit-il, alors discutons avec les autres corporations demain soir et on préparera le meeting pour le jour après.

— Pourquoi attendre ?

— Pour rien, Gaye, pour rien, seulement ici nous avons un plan de travail, et je dois le suivre avec les camarades du comité.

— Entendu, demain soir.

Lorsque Alioune rejoignit ses camarades, il était encore sous le coup de la colère. S'il avait gagné du temps, c'était dans l'espoir de voir arriver Bakayoko qui, lui, trouverait peut-être un moyen de sortir du piège.

— Je voudrais le faire plonger dans du plomb fondu ! dit-il en entrant dans le petit bureau. Nous ne pouvons plus faire marche arrière, il a l'air d'avoir tout le monde avec lui !

— C'est la volonté de Dieu, dit Arona.

— Ah, fous-moi la paix avec ta volonté de Dieu !

**
*

La maison et sa courette étaient déjà noyées d'ombre lorsque Bakayoko arriva. Les délégués dormaient à même le sol, on voyait rougeoyer une cigarette dans un coin que n'éclairait pas la petite lampe. Bakayoko s'assit sur un lit de camp à côté d'Alioune qui enlevait

(Suite page 21)

FEUILLETON

ses chaussures de tennis. Il écouta le récit des entrevues avec Gaye sans interrompre Alioune.

— Nous sommes roulés, dit-il, lorsque celui-ci eut terminé, roulés comme de la farine dans les mains d'une cuisinière.

— C'est de ma faute, dit Alioune, jusqu'ici j'ai bien suivi les instructions de Thiès, je savais qu'un jour ou l'autre, on reprendrait, à nos conditions, mais je ne savais pas que j'allais cautionner la présence du Gouverneur et du député.

— Tu as fait ce que tu as pu. Ce qui a fait notre force pendant ces derniers mois, c'est que nous menions les événements. Maintenant, on dirait que ce sont les événements qui nous mènent. Que veux-tu, nous ne sommes pas assez riches, nous ne pouvons distribuer ni décorations ni villas, mais il nous reste notre foi en l'avenir. Ceci n'est qu'une étape et nous aurons nos revendications. Pour le moment, il faut dormir, toi et moi n'avons pas fermé l'œil depuis deux nuits.

Une silhouette courbée en deux passa près d'eux. C'était Deune qui, selon son habitude, ramassait des mégots.

— Ne vous fatiguez pas à pleurer, dit-il, si ça rate cette fois-ci, on recommencera.

Etendu à côté de Bakayoko dont il entendait la respiration régulière, Alioune ne dormait pas, il songeait à une scène pénible et déconcertante qui avait eu lieu le matin.

Le jeune Daouda était venu trouver ses camarades au bureau du comité. Il avait l'air gêné et, sans salutations préalables, il annonça :

— Je vous annonce que je quitte le D. N. à partir d'aujourd'hui, ne comptez plus sur moi.

D'abord, on avait cru à une blague. Beaugosse était souvent facétieux.

— Petit plaisantin, dit Deune en lui donnant une tape dans le dos.

— Non, je ne plaisante pas, je pars, et je vais travailler comme magasinier à l'outillage du port.

— Pourquoi t'en vas-tu ? demanda Idrissa, tu arrives de Thiès où tu as participé à la rencontre avec la direction, tu as parlé devant les camarades... Nous avons encore besoin de toi. Il n'y en a pas tant que ça, parmi nous, qui savent lire et écrire ! Je ne te comprends pas...

— Il n'y a rien à comprendre, je pars, c'est tout. J'ai bien le droit de disposer de moi, non ?

Deune s'approcha du jeune homme :

— Ce n'est pas bien ce que tu fais, petit, tu jettes des doutes dans nos esprits, nous ne sommes pas aussi intelligents que toi. As-tu dit la vérité sur ce qui s'est passé à Thiès ?

— J'ai dit la vérité, vous m'aviez chargé d'une mission, je l'ai accomplie honnêtement. Je pars pour des raisons personnelles.

— Tu nous trahis ! voilà ce que tu fais.

La grosse voix de Deune s'était levée, il criait presque :

— Nous étions fiers de toi, fiers de pouvoir dire : « Voyez ce petit, il est cultivé, instruit, et pourtant il préfère lutter à côté de notre misère », et maintenant, tu nous quittes. Ce n'est pas facile d'avoir une place au port, tu as dû voir des toubabs...

— Tu exagères, Deune, dit Alioune.

— Ce que j'ai à dire, je le dirai ! J'avais donné ma confiance à Daouda. J'avais voté pour qu'il soit notre délégué à Thiès. Et maintenant, il nous abandonne ! Vous vous souvenez de ce type que les camarades ont jugé à Bamako ? Vous les avez approuvés. Qu'il rende sa carte!

Sans un mot, Beaugosse prit son portefeuille dans la poche de son veston de toile, en tira une carte grise qu'il déposa sur la table, puis il sortit en silence.

— Je ne sais pas si j'ai le droit de faire ça, mais je le fais, dit Deune et, prenant la carte, il la déchira en deux d'un coup sec.

Tout en cherchant le sommeil qui le fuyait, Alioune réfléchissait à cette scène qui l'avait troublé. Il s'aperçut soudain que Bakayoko venait de s'asseoir sur le bord du lit de camp et allumait sa pipe.

— Tu ne dors pas, Alioune ?

— Non, je pensais à des choses difficiles. Tu as rencontré Beaugosse à Thiès ?

— Oui, il ne m'aime pas. Je ne l'aime pas non plus. Dis-moi, qui est le délégué des maçons ?

— Il s'appelle Seydou, il a leur confiance et il parle bien, répondit Alioune sèchement. — Il était choqué de la façon dont Bakayoko avait parlé de Daouda car il était au courant de l'histoire du garçon et de N'Deye Touti. Il s'allongea de nouveau sur le dos et, comme s'il se parlait à lui-même, il ajouta :

— Vois-tu, ce qu'il y a de difficile avec toi, c'est que si tu comprends très bien les problèmes, tu ne comprends pas les hommes, ou, si tu les comprends, tu ne le montres pas. Et toi, tu leur demandes de te comprendre à demi mot sinon tu te mets en colère ; alors la peur les habite, la peur d'être critiqués. Quand tu n'es pas là, personne n'ose plus rien faire, et tout retombe sur toi... Je dois te dire que j'ai envoyé un rapport à ton sujet à Lahbib. Tu étais déjà en route quand il est parti mais comme ça, tu ne seras pas surpris s'il t'en parle.

— Tu as bien fait, dit Bakayoko.

Il tapota le fourneau de sa pipe sur le pied de fer du lit et, après un silence, ajouta :

— Je voudrais que tu comprennes aussi quelque chose. Quand je suis sur la plate-forme de mon Diesel, je fais corps avec toute la rame, qu'il s'agisse de voyageurs ou de marchandises. Je ressens tout ce qui se passe au long du convoi, dans les gares, je vois les gens. Mais dès que la machine est en route, j'oublie tout. Mon rôle n'est plus que de conduire cette machine à l'endroit où elle doit aller. Je ne sais plus si c'est mon cœur qui bat au rythme du moteur ou le moteur au rythme de mon cœur. Pour moi, c'est ainsi qu'il en est de cette grève, nous devons faire corps avec elle...

Une voix qui venait de l'autre bout du bureau l'interrompit :

— C'est très intéressant ce que vous dites, mais c'est fatigant. Demain, la journée sera dure.

Le silence se fit dans la petite pièce où montaient des odeurs d'hommes.

**
*

Le lendemain, lorsqu'il fut annoncé que les femmes de Thiès arriveraient au début de l'après-midi, la ville entra en effervescence. Tout ce qui pouvait être utilisé comme récipients pour recevoir de l'eau que les hommes avaient été chercher dans des fûts, fut rempli car on pensait que les marcheuses auraient soif. Dans les maisons et dans les cours, on s'affairait à balayer, à préparer des logements. Chez Ramatoulaye, la cour centrale avait été transformée en une vaste cuisine ; par marmites entières on cuisait des poissons. Le couteau en main, les ménagères vidaient, écaillaient, lavaient.

— Il me semble que j'ai des poissons qui nagent en moi, dit Mame Sofi. Poissons le matin, poissons le soir, si ça continue, un arbre à poissons va me pousser dans le ventre !

— Ne te plains pas, dit Bineta, sans eux nous serions mortes et les enfants avec nous. Et puis les femmes de Thiès doivent avoir faim. Il paraît que c'est une nommée Penda qui les conduit...

— Ah, je la connais, la Penda, c'est une fille de joie, elle est venue ici une fois voir Badiane. On ne devrait pas laisser une femme comme ça mener les autres, celles qui sont honnêtes...

— Oh, Mame Sofi, avec ta langue, tu es pire que la gale !

Mais Mame Sofi avait déjà trouvé une autre occasion d'exercer sa combativité. N'Deye Touti venait d'apparaître dans la cour un petit paquet de linge mouillé sur le bras.

— Regardez ça ! Regardez ça ! cria la première épouse de Deune.

— Qu'est-ce qu'il y a ? demandèrent les ménagères en se retournant.

— Ce qu'il y a ? Vous ne voyez pas ? Personne n'a d'eau pour boire et voilà que notre « Mad'mizelle » lave ses dessous impudiques ! C'est immoral de se promener comme ça, c'est bon pour les toubabesses !

— Tante Mame Sofi, laisse-moi en paix ! j'avais du linge sale, je l'ai lavé, c'est tout.

Des voisines accouraient. Voir Mame Sofi entamer une dispute était un bon spectacle dont on était sevré depuis longtemps. Mais Ramatoulaye intervint :

— Taisez-vous, dit-elle, toi, N'Deye Touti, va préparer le lait de « Grève » et toi, Mame Sofi, tu ferais mieux de te dépêcher, vos compagnes sont prêtes et un homme vient de passer pour annoncer que les femmes de Thiès entraient dans la ville.

C'était maintenant le milieu du jour et le soleil faisait généreusement son travail. De toutes les rues et ruelles, des avenues, la foule tournant le dos aux grands immeubles blancs des quartiers européens, se dirigeait vers la Médina. L'avenue Gambetta ressemblait à un long fleuve noir. Des cheminots distribuaient des tracts invitant les manifestants à cesser le travail

toute la journée pour assister au meeting. Parfois des policiers essayaient de les saisir, mais la foule s'ouvrait pour les laisser passer et se refermait ensuite avec des grands rires au nez des poursuivants.

Les « marcheuses » arrivèrent par le faubourg de Hann et le pont qui est à l'entrée de la ville. Pour leur laisser la voie libre, on forma une double haie que les grévistes du service d'ordre maintenaient à grand-peine. On entendait le bruit de cette foule presque sur les quais lointains : piétinements des sandales, martèlement des talons, grelots des bicyclettes, grincements des essieux de charrettes, cris, appels, chants, plaintes des éclopés, bégaiements des mendiants, coups de sifflets des policiers, un dôme bruyant semblait couvrir la cité tout entière.

— Elles vont passer, ne poussez pas, vous les verrez !

— C'est vrai qu'elles ont marché sans boire et sans manger ?

— Les pauvres, c'est mieux que des hommes !

— Il paraît qu'elles viennent voir le député pour arranger la grève.

— Moi je trouve que la grève est une affaire d'hommes.

— Tu as raison, frère, ça, c'est de la politique. Ce sont sûrement des femmes communistes.

— Pourtant, frère, elles soutiennent leurs maris.

— A quoi ça les mènera ? Comme dit le Sérigne N'Dakarou, nous ne savons pas fabriquer une aiguille ! Regarde, femme, il y a des soldats partout. Ça va chauffer tout à l'heure au meeting. Je sais ce que je dis, je suis fonctionnaire.

— Si tu dis vrai, brave homme, je vais m'en aller avant qu'on tire sur moi !

Ainsi allaient les bavardages tandis que la foule attendait. Peu après le pont, à hauteur du passage à niveau, se tenait le comité de réception dont faisaient partie les deux inséparables, Mame Sofi et Bineta. Il y avait aussi Deune, Arona, Idrissa qui semblait loucher davantage et Bakayoko reconnaissable à son maka. Accrochée à son bras, une vieille, très vieille femme s'agitait et bavardait. On l'appelait la grand-mère Fatou Wade, nul ne savait plus son âge, pas même elle, mais on la rencontrait partout.

— Vois, dit-elle, ce pagne est plus vieux que moi, je le tiens de ma mère qui le tenait de sa grand-mère. C'était un pagne à l'ancienne mode, bleu à pois blancs, de l'époque où l'on teignait chez soi à l'indigo. Il faut bien les recevoir, ces femmes ; du temps de ma grand-mère, quand on voulait honorer quelqu'un qui arrivait, on étendait sur son passage des tissus précieux !

A ce moment, venant de l'avenue El-Hadj-Malick-Sy que devait emprunter le cortège, on entendit un cri mille fois répété :

— Elles arrivent ! Elles arrivent !

Les cheminots du service d'ordre auxquels s'étaient joints des maçons et des ouvriers du port et qui se tenaient par les mains, durent tendre le dos et s'arc-bouter sur leurs jambes pour contenir la poussée. Les salves des applaudissements crépitèrent.

En tête des « marcheuses » venait Mariame Sonko dont Maïmouna, l'aveugle, tenait le bras, la grosse Awa, la Séni, Aby la rieuse qui tendait ses jeunes seins fermes comme des mangues vertes. Boubacar et l'escorte des cyclistes les encadraient.

Comme elles arrivaient au passage à niveau, la grand-mère Fatou Wade se précipita à leur rencontre. Elle secoua son pagne au-dessus de sa tête et l'étala sur la chaussée, devant les pieds de Mariame Sonko. Interdite, celle-ci s'arrêta.

— Non, non, cria la vieille femme, avancez, avancez, marchez dessus ! C'est ainsi que dans les temps très anciens on recevait les vainqueurs qui rentraient au village !

Avec de grands cris d'enthousiasme, son exemple fut suivi et bientôt l'asphalte fut jonché d'autres pagnes, de mouchoirs de tête, de camisoles et même de bouts de chiffons. Les marcheuses avancèrent sur ce tapis multicolore qui donnait à leur arrivée un air de fête.

Tandis que le comité de grève dirigeait les femmes vers la concession N'Diayène où les attendaient l'eau et la nourriture, Bakayoko s'approcha de Mariame Sonko et de Boubacar. Tout de suite, il connut les détails de la mort de Penda et de Samba N'Doulougou.

— Tiens, lui dit un des hommes qui poussait une bicyclette à guidon relevé, voilà le vélo de Samba, nous le gardons comme souvenir. Je ne peux pas monter dessus, je ne sais pas.

Bakayoko ne répondit pas. Ces morts l'oppressaient. Il eut peur de perdre confiance. « Penda aussi... », murmura-t-il, et, d'un seul coup, peut-être pour la première fois de sa vie, le découragement s'abattit sur lui tel un épervier qui plonge sur sa proie. Tous les livres lus, tous les enseignements glanés çà et là, tous les efforts d'une pensée mise au service d'une volonté bien dressée, tout cela devenait-il vain devant des cadavres ?

Une main lui frappa l'épaule et une voix joyeuse claironna à son oreille :

— Homme, on les aura nos revendications !

— Homme, on les aura ! répondit-il, mais tout en marchant le long du cortège, il baissait la tête.

Copyright Presses de la Cité. *(A suivre)*

MIEUX VAUT EN SOURIRE UN PEU

arrêté ?... ou décoré ?

Arrêté alors qu'il faisait sauter des sabots de Denver, Jean Yanne aurait déclaré à la police :

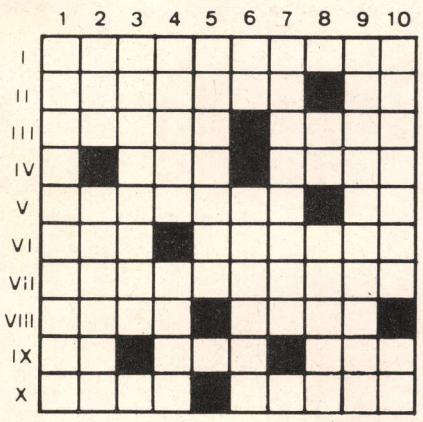
« En agissant ainsi, je n'ai fait que suivre les appels du gouvernement contre les groupuscules qui, pour faire aboutir leurs revendications, n'hésitent pas à entraver la libre circulation sur les routes.

Pour ma part, je m'oppose également à ceux qui commettent de tels actes, fussent-ils en uniforme. »

Suite à cette déclaration, une enquête administrative serait actuellement en cours dans les milieux policiers pour déterminer si certains syndicats de la police n'utiliseraient pas les sabots de Denver dans un but purement corporatiste.

la banalisation du campus de Nanterre vue par notre dessinateur

MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. Doit craindre les détectives. — II. Parées - Anonyme paravent. — III. Difficile de lui couper le sifflet - Dans le pétrin. — IV. On en fait tout un plat - Déplaît au colonel. — V. A franchi une ligne jaune et se retrouve en cellule. — VI. Lettre d'Ovide - D'un côté du mur - Fut aimée par un nez. — VII. Esquiverions. — VIII. Crèche - Tombe de haut. — IX. Prépo sition - On y discute ron-ron - Au singulier ici, au pluriel chez Malraux. — X. Intéresse le médecin quand il est général - Démonstration.

Verticalement. — 1. En charpie. — 2. N'avait pas à inventer le mini - Arriva. — 3. Causerait du bruit. — 4. Allongea - Pour juger. — 5. Tranche dans le vif du sujet. — 6. Fait l'équerre - Est devenue Tartou. 7. Etouffa. — 8. Petit fleuve - Capitale pour la circulation. — 9. Frictionnais. — 10. Montées sur pile - Démonstratif.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	V	A	L	C	A	D	E	S
II	U	B	I	Q	U	I	T	E	■	A
III	R	E	V	U	■	R	■	O	I	L
IV	I	R	R	I	T	E	■	D	S	O
V	O	R	A	T	O	R	I	O	■	P
VI	S	A	■	A	U	■	■	R	U	E
VII	I	N	T	I	T	U	L	E	N	T
VIII	T	T	■	N	I	N	O	N	■	T
IX	E	■	R	E	M	E	T	T	R	E

Cinéma

l'enfant sauvage

un film de

François Truffaut

CE n'est certes pas un sujet commercial qu'a choisi François Truffaut pour son dernier film. Dans ce récit tout de sobriété, il n'y a guère que deux personnages en présence : Victor, le « Sauvage de l'Aveyron », et Jean Itard, le médecin qui tente sa rééducation. Mais l'intérêt ne faiblit pourtant pas un seul instant, on vit avec Itard chacun de ses efforts pour ramener Victor dans la communauté des hommes, on se réjouit avec lui de chacune de ses réussites, et l'on est tout surpris, au mot « fin », de s'apercevoir qu'une heure et demie s'est déjà écoulée dans ce film où il ne se passe pratiquement rien.

L'ENFANT « SAUVAGE »
un simple idiot abandonné...

L'histoire que nous conte Truffaut est une histoire vraie. C'est celle d'un jeune garçon d'une douzaine d'années, découvert vers 1800, vivant nu et seul dans les forêts de l'Aveyron, et se nourrissant de glands et de racines.

Capturé par des chasseurs, évadé puis repris, il fut finalement envoyé à Paris pour y être examiné par quelques-unes des sommités médicales de l'époque.

D'une saleté repoussante, muet, insensible à tout ce qui ne concernait pas la satisfaction de ses besoins digestifs immédiats, le « Sauvage » fut pris par beaucoup, et des plus illustres (comme Pinel, l'un des fondateurs de la psychiatrie), pour un vulgaire idiot que les siens auraient abandonné.

Mais Jean Itard, jeune médecin de vingt-cinq ans, directeur de l'institution des sourds-muets, n'était pas convaincu. Il se demandait si ce n'était pas, au contraire, l'isolement complet de toute société humaine pendant des années qui avait conduit le « sauvage » à cet état d'animalité. L'enquête révéla en effet que le jeune garçon avait dû être abandonné vers l'âge de quatre ans, et qu'il vécut donc sans doute près de huit ans dans les bois, réduit à ses propres moyens, avant d'y être capturé.

Itard, décidé à tout tenter pour rééduquer l'enfant, demande donc que celui-ci lui soit confié. Et ce sont les deux rapports qu'il rédigea sur les résultats de sa tentative (1) en 1801 et 1806 qui ont fourni à François Truffaut la matière de son scénario.

...ou une victime de l'isolement

Jean Itard, ce n'est pas seulement le médecin qui se penche sur un cas difficile. C'est aussi le philosophe, qui voit là l'occasion de vérifier quelques-unes des idées qui lui sont chères. S'opposant à ceux pour qui la « nature humaine » suffit à tout expliquer, Itard écrit notamment dans son premier mémoire : « jeté sur ce globe sans forces physiques, hors d'état d'obéir par lui-même aux lois constitutionnelles de son organisation, qui l'appellent au premier rang du système des êtres, l'homme ne peut trouver qu'au sein de la société la place éminente qui lui fut marquée dans la nature. et serait, sans la civilisation, un des plus faibles et des moins intelligents des animaux... »

Itard ne pouvait bien sûr pas démontrer cette thèse-là, mais il retournait le problème, et postulait : « Si l'on donnait à résoudre ce problème de métaphysique : déterminer quel serait le degré d'intelligence et la nature des idées d'un adolescent qui, privé dès son enfance de toute éducation, aurait vécu entièrement séparé des individus de son espèce... Eh bien ! le tableau moral de cet adolescent serait celui du « Sauvage de l'Aveyron » et la solution du problème donnerait la mesure et la cause de l'état intellectuel de celui-ci ».

Itard ne désespérait donc pas, en replaçant son élève dans la société humaine, et en reprenant son éducation à zéro, de faire de cet « idiot » un homme normal.

Le film ne conclut pas sur ce point, mais le spectateur emporte l'espoir de cette réadaptation possible.

L'HISTOIRE VRAIE DE VICTOR DE L'AVEYRON
une réussite forcément limitée

La réalité consignée dans les deux rapports pré-cités est beaucoup plus décevante et c'est bien normal.

Itard y montre comment, en dépit d'une obstination sans faille et d'efforts persévérants, il ne parvint jamais à apprendre à son élève, qui, pourtant n'était pas sourd, et dont les organes de la phonation étaient intacts, à parler. C'est tout juste si Victor apprit à dire quelques mots. Paradoxalement, il parvint cependant à lui apprendre à communiquer avec les autres par écrit, en utilisant des caractères mobiles en bois d'abord, puis en traçant lui-même les signes ensuite, et c'est ce langage-là que Victor, qui vécut une quarantaine d'années, utilisa tout le reste de sa vie.

La réussite de Itard fut donc bien imparfaite, mais en vérité, elle ne pouvait pas l'être moins. Itard était limité par les conceptions de son temps, même les plus avancées, dans le domaine de la psychologie et de la pédagogie. Par exemple, il mettait au premier plan l'éducation des différents sens de son élève et le système éducatif qu'il conçut ainsi nous apparaît à bien des égards barbare et traumatisant, et s'il porte malgré tout des fruits, c'était sans aucun doute dû plus à la bonté du jeune médecin, à sa tendresse devant cette étincelle d'humanité qu'il s'efforçait de raviver, qu'au système lui-même.

L'homme est d'abord un « animal social »

Et surtout, si Itard avait raison de penser que l'intelligence humaine ne peut s'épanouir qu'au sein de la société des hommes, la réciproque n'est pas vraie : il ne suffit pas de replacer un homme « sauvage » dans la société pour voir ses facultés s'épanouir. Le petit de l'Homme naît effectivement avec des possibilités d'acquisitions intellectuelles extraordinaires. Mais ces possibilités ne subsistent pas, telles qu'en elles-mêmes, tout au long de sa vie. Elles s'amenuisent au contraire rapidement dans le temps, si elles ne sont pas employées, et les années de vie sauvage de Victor constituaient de ce fait un handicap insurmontable.

Si la démonstration que voulait tenter Itard fut malgré tout assez probante, c'est d'ailleurs vraisemblablement parce que Victor avait vécu plusieurs années avant d'être abandonné dans la société des hommes. Tout laisse à penser en effet qu'il ne fut pas livré à lui-même avant l'âge de quatre ans, c'est-à-dire avant un âge où l'enfant possède déjà un langage, et par voie de conséquence, une intelligence, déjà élaborée. Et si des années d'isolement entraînèrent une régression de ces premiers acquis, c'est sans doute parce que ceux-ci avaient laissé dans le cerveau de Victor leur trace indélébile, qu'une partielle rééducation fut possible. Un tel résultat serait en effet impensable, pour médiocre qu'il fut, dans le cas d'un enfant totalement privé de contacts humains pendant toute son enfance : à l'âge de Victor, toute possibilité d'accession à l'humanité lui aurait déjà été fermée depuis longtemps.

Cela Itard ne pouvait pas le savoir, à son époque de même qu'il ne pouvait pas dépasser la notion fausse « d'enfant sauvage ».

Car Victor, ou les quelques cas semblables d'enfants ayant grandi loin de tout contact humain, ne représentait nullement « l'homme sauvage », un fossile vivant de l'humanité primitive.

Non seulement l'homme historique ne peut être ce qu'il est que dans le milieu social, mais l'humanité elle-même ne pouvait se développer que dans un tel milieu. L'homme des cavernes vivait déjà en société, comme vivaient déjà en société, il y a des centaines de milliers d'années, nos lointains ancêtres préhominiens.

De ce point de vue, Victor n'est pas un représentant de l'homme de Cro-Magnon, ni même du pithécanthrope, au XIXe siècle. Il n'était qu'un monstre associal, au sens propre du terme.

Il n'en reste pas moins que l'œuvre de Jean Itard, de même que le film de François Truffaut qui s'en inspire, possède une grande valeur humaine, ne serait-ce qu'en nous invitant à réfléchir à la condition « d'animal social » qui est la nôtre.

François Duburg

---

(1) Les deux textes de Jean Itard, dont la lecture est passionnante, sont parus en appendice du livre de Lucien Malson : « Les enfants sauvages, mythe et réalité », édité dans la collection 10-18. Si le texte de Malson sombre parfois dans un pédantisme pénible, ceux de Jean Itard ont gardé, après plus d'un siècle et demi une fraîcheur et un intérêt remarquables.

LE BAGNE CITROËN

des procédés répugnants pour licencier un travailleur

UN licenciement particulièrement répugnant a eu lieu fin février à Citroën-15e. Un travailleur portuguais qui travaille sur la chaîne « D » a été appelé chez son agent de secteur. Là, en présence d'un interprète (car ce travailleur ne lit pas le français), l'agent de secteur lui a fait signer un papier qui devait servir, selon les dires de ce dernier, à compléter un dossier médical. Une fois que le travailleur portuguais eut signé, l'agent de secteur lui annonça qu'il était licencié car il venait de signer sa démission. L'intervention immédiate d'un délégué C.F.D.T., lui-même portugais, a été vaine. L'inspectrice du travail du 15e arrondissement, reçue par la direction Citroën, s'est vu répondre que Citroën avait ainsi agi « dans l'intérêt des travailleurs ».

En fait, cette lamentable affaire montre encore une fois le rôle de flics joués par les interprètes qui, pour beaucoup de travailleurs immigrés, sont les seuls intermédiaires possibles avec la maîtrise ou les agents de secteurs français.

Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on sait que Bercot les recrute parmi les éléments ouvertement fascisants (c'est notamment le cas pour les interprètes espagnols, portuguais et yougoslaves).

Notons enfin que l'agent de secteur, qui s'est illustré dans ce licenciement, convoque systématiquement les travailleurs immigrés de son département pour leur placer la carte du syndicat indépendant-maison... sous peine de renvoi.

Depuis des années, la C.G.T. et la C.F.D.T. demandent, sans succès, le droit pour les travailleurs immigrés d'être accompagnés par un interprète de leur choix. La direction s'y est toujours farouchement opposée. Signalons enfin que quelque temps après cette « démission », trois autres travailleurs portuguais ont été licenciés à leur tour à l'expiration de leur contrat de 3 mois. La seule faute qu'on leur reproche : avoir discuté ouvertement avec un délégué C.F.D.T.

Ceci illustre encore une fois le scandale des contrats de 3 mois qui permettent à la direction d'exercer une pression considérable sur les camarades immigrés qui voient ainsi, tous les trimestres leur emploi remis en cause.

Correspondant L.O.

le syndicat jaune à l'œuvre à Citroën-Clichy

DEPUIS quelque temps, le S.I.S.C., syndicat jaune de Citroën, créé après les événements de mai-juin 68, découvre plus directement son véritable visage à l'usine de Clichy.

Comme nous en avons parlé dans le numéro 80 de Lutte Ouvrière, *une grève spontanée des ouvriers nord-africains de la chaîne n° 2 de la Fonte-Auto contre les cadences et contre le chef raciste avait été enrayée par l'arrivée en masse des gardes-chiourmes de la maîtrise de toute l'usine, appuyés par les dirigeants et collecteurs du S.I.S.C., dont certains étaient armés de barres de fer. L'affaire avait tourné court ; les grévistes assaillis ayant, sous cette avalanche de nervis été obligés de reprendre le travail.*

Quelques jours plus tard, un délégué de la C.G.T. dont le secteur (modelage bois) avait déjà débrayé plusieurs fois, et qui ce jour-là était de nouveau en débrayage, se faisait interpeller à la cantine alors qu'il discutait avec la gérante. Un homme du S.I.S.C., saisissant des bouteilles dans un casier, les lança à la tête du délégué, qui ne les évita que d'extrême justesse. Il faut dire que depuis quelque temps, le S.I.S.C. essaie de monter les travailleurs contre la C.G.T. au sujet des cantines, gérées par cette dernière, mais fort mal à cause de la minuscule subvention que Citroën alloue au Comité d'Entreprise.

Les travailleurs ne se sont point laissé abuser par ces tentatives et la démagogie du S.I.S.C. n'a pas trouvé l'écho escompté.

Toutefois, ce qui est clair, c'est que cette démagogie n'est pas le seul atout que le S.I.S.C. compte employer. Ses exactions sont d'ailleurs là pour en faire la démonstration. Et les méthodes fascistes qu'il emploie, visent à éliminer les syndicats, comme son homologue de Simca, et régner en maître pour que la « paix sociale » s'établisse dans l'usine.

Correspondant L.O.

quand Citroën-Choisy déménage

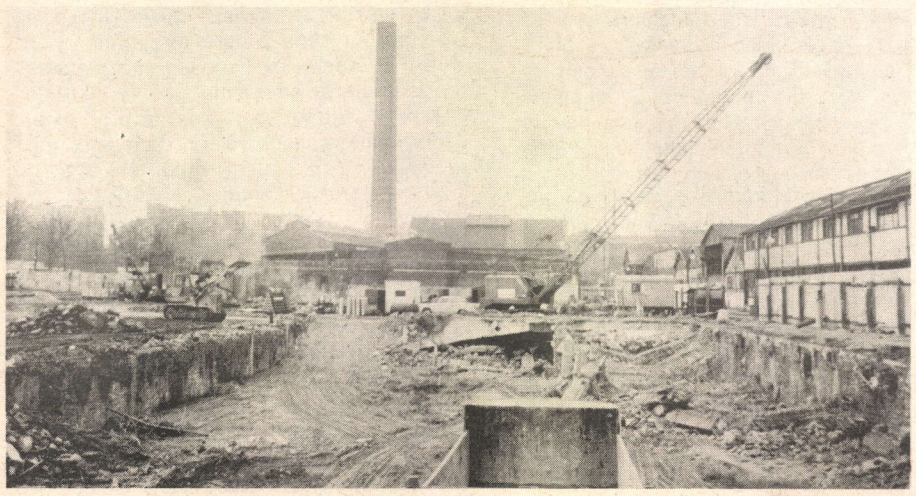
A partir de juillet 1970, à l'emplacement des anciennes usines « Panhard et Levassor » va être construit un ensemble immobilier de luxe appelé « Italie I ». D'immenses tours contiendront 4 000 appartements, 25 000 m2 de bureaux et trois centres commerciaux, le tout agrémenté d'un hectare et demi d'espaces verts. Citroën, qui avait absorbé Panhard en 1955, aurait vendu les 10 ha du terrain pour la bagatelle de 6 milliards et touché en plus une prime de « décentralisation » du gouvernement.

L'AVENIR DES OUVRIERS DE L'USINE DE LA PORTE DE CHOISY SELON LA DIRECTION

Laissons parler M. Bazin représentant de la Direction Citroën, en décembre 1969 :

« Tous les membres du personnel horaire et mensuel actuellement employés dans cette usine seront reclassés dans les usines de la région parisienne à des postes correspondant à leur qualification. Si cela s'avère nécessaire pour leur reclassement, certains d'entre eux pourront bénéficier de stages de formation professionnelle. »

Pour M. Bazin « les mutations tiendront compte des besoins des ateliers et services, ainsi que des domiciles des intéressés ». « Tous ceux-ci seront informés dès que possible des nouveaux postes qui leur seront proposés. »



Démolition des anciennes usines Panhard : des licenciements ouverts ou déguisés pour les travailleurs.

LA DEMOLITION DE L'USINE. UN MOYEN DE PRESSION DE PLUS POUR LA DIRECTION

Dès la fin de 1968, les ouvriers étaient au courant du départ de l'usine, mais non de la date et des modalités de mutations. La direction s'est bien gardée de rompre le silence. Elle a fait courir les bruits les plus fantaisistes sur le moment de la démolition et sur les menaces de licenciement. L'objectif était de s'assurer la docilité des ouvriers jusqu'à la démolition de l'usine. La Direction comptait sur la peur de l'inconnu : « si je me tiens tranquille, on ne me licenciera pas ou l'on me mutera près de chez moi ».

En laissant planer le doute, la Direction comptait avoir la paix, mais aussi décourager les anciens grévistes du mois de mai et les pousser à démissionner. Les brimades et les vexations se multipliaient pour bien leur faire sentir ce qui les attendait.

Un délégué des chaînes C.G.T. a subi toutes les brimades pour ne pas s'être plié à la loi de Bercot. Trop revendicatif, on l'isola de ses camarades algériens en le déplaçant du « côté Ivry », dans un atelier où il se retrouva seul travaillant au boni sur machine. Mis en équipe, alors qu'il voulait travailler en normale, il dut accepter de travailler aussi de nuit après avoir protesté : le tout pour 5,20 F de l'heure, 45 heures par semaine. Envoyé à la trempe, puis aux fours, il apprenait sa mutation à Saint-Ouen, alors que son domicile était dans le sud de Paris.

La Direction de Panhard, pour économiser, licencie rarement. Elle ne veut pas payer l'indemnité de licenciement. Alors elle brime ceux dont elle veut se débarrasser jusqu'à ce qu'ils prennent leur compte... « d'eux-mêmes ».

Les ouvriers ont été mutés en fonction des besoins de la production de Citroën, des règlements de compte avec les « fortes têtes », mais aussi dans la perspective des élections. Elle regroupe les Indépendants dans les grandes usines à Javel ou à Levallois et disperse des ouvriers combatifs dans les plus petits centres de Clichy, Saint-Ouen, etc., en les isolant de plus au milieu de fortes concentrations d'Indépendants.

COMME AU XIXe SIECLE : « MAITRE ET SERVITEUR »

Convoqués à l'agent de secteur, les ouvriers en majorité immigrés : yougoslaves, algériens, noirs, espagnols, portuguais, italiens, n'ont pas leur mot à dire sur ces mutations. Avertis deux semaines, une semaine avant, ou parfois même le vendredi soir pour le lundi, ils ne peuvent savoir à quel poste, à quelle qualification. Aucune garantie, ils sont livrés à l'arbitraire de l'agent de secteur, d'autant que nombre d'entre eux n'ont que des contrats provisoires de trois ou six mois.

« N'est-il pas possible que j'aille à Javel, c'est plus près de chez moi ? »

« Impossible, il n'y a pas de place, il faut aller travailler à Levallois. »

« Mais, c'est trop loin de chez moi. »

« Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à prendre votre compte. »

A la fin du mois de février, au 87, un atelier fortement syndiqué C.G.T., les ouvirers ont refusé de répondre à la convocation de l'agent de secteur. « Il n'a qu'à venir dans l'atelier, nous dire où nous irons et nous donner un document en garantie... »

La Direction aurait muté ces « rebelles » dans l'une de ses usines ayant la plus mauvaise réputation, celle de Citroën-Clichy.

Correspondant L.O.

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC